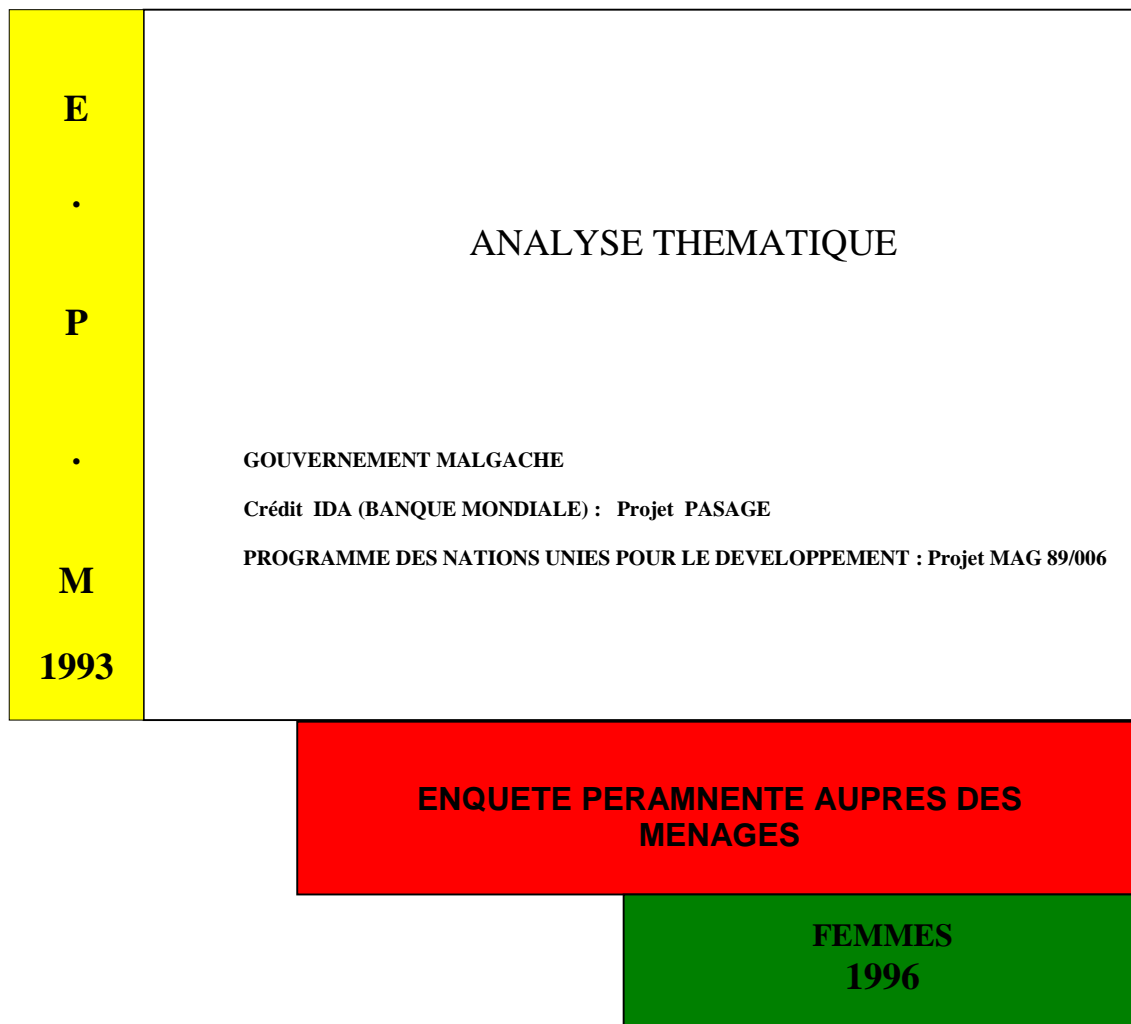


REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fahamarinana

**MISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS**

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

STATISTIQUES DES MENAGES



NOTE DE PRESENTATION

L'Enquête Pemanente auprès des Ménages (E.P.M.) est une opération statistique lourde menée entre Mai 1993 et Mai 1994 ayant permis à l'Institut National de la statistique de constituer pour la première fois à Madagascar une base de données assez complète sur les conditions de vie des ménages malgaches.

L'on peut rappeler que le support de l'enquête est un questionnaire de 103 pages comportant 14 parties pour lesquelles on a demandé en général les informations sur 12 mois précédant les interviewes.

1. Identifiant du ménage ;
2. Données démographiques sur les membres (individus) du ménage ;
3. Education scolaire, et formations diverses ;
4. Santé, fécondité des femmes, visites pré et post-natales, vaccination des enfants ;
5. Emploi, activités des membres du ménage ;
6. Migration ;
7. Logement et conditions d'habitation ;
8. Les activités agricoles des membres du ménage ;
10. Les activités non agricoles des membres du ménage ;
11. Transferts entre ménages ;
12. Epargne et crédit des membres du ménage ;
13. Patrimoine, autres sources de revenus ;
14. Mesures anthropométriques des enfants de moins de 60 mois.

De ce fait, le Rapport Principal de l'E.P.M. publié en Décembre 1995, n'a pu donner que des indicateurs globaux sous forme de tableaux statistiques simples permettant d'avoir une idée générale sur la situation qui prévaut dans chaque secteur.

Nanti des informations générales sur chaque secteur, il est possible maintenant d'approfondir l'analyse des conditions sociales ou économiques des ménages en choisissant un thème selon le besoin. C'est ainsi qu'en exploitant la neuvième partie du questionnaire-ménage (section 8) qui renferme les dépenses alimentaires en quantité et valeur on peut étudier le niveau de la consommation énergétique et la structure des dépenses alimentaires des ménages.

La présente publication répond donc au besoin d'analyse thématique de l'E.P.M. dont le principe est non seulement de publier les résultats de l'enquête en tant que tels mais de comparer ces résultats avec les produits d'autres enquêtes existantes et portant sur le même thème. Le thème choisi a été : **" SITUATIONS DES FEMMES A MADAGASCAR : historique, juridique, sanitaire et économique "** présenté par des consultants nationaux et d'expert étranger.

La présentateur du thème s'est adressé à un auditoire avisé constitué de quelques personnes invitées en raison de leurs compétences particulières ou de leurs professions à discuter en atelier les principaux aspects de la vie des ménages malgaches tels que décrits par le présentateur. Ces principaux aspects de la vie, relativement au thème développé ont été examinés suivant deux à trois sous-thèmes selon le cas.

La présente publication a réuni la démonstration faite par le conférencier sur le thème qui s'est appuyé principalement sur les données de l'EPM/1993 et ; les observations et recommandations des participants à l'atelier qui s'est tenu le 9 Avril 1996 à l'Espace DERA, Antananarivo.

SOMMAIRE

1. L'EVOLUTION DU ROLE DE LA FEMME MALGACHE	6
2. L'EVOLUTION DU ROLE DE LA FEMME MALGACHE (discussant)	19
3. L'EVOLUTION DE LA SITUATION JURIDIQUE DE LA FEMME MALGACHE	25
4. SYNTHESE SUR LE THEME ‘ L'EVOLUTION DE LA SITUATION JURIDIQUE DE LA FEMME MALGACHE	37
5. LA SITUATION DE LA FEMME ET SES CONSEQUENCES SUR CELLE DE L'ENFANT	41
6. SYNTHESE SUR LE THEME ‘ LA SITUATION DE LA FEMME ET SES CONSEQUENCES SUR CELLE DE L'ENFANT ‘	54
7. FEMME SANTE FECONDITE	56
8. CONTRADICTION (FEMME SANTE FECONDITE)	73
9. LE ROLE ECONOMIQUE DE LA FEMME MALGACHE	78
10. FEMMES ET PAUVRETE A MADAGASCAR (ANNEXE)	100
11. CONTRADICTION SUR LE THEME ‘FEMMES ET PAUVRETE A MADA GASCAR ‘	105

L'EVOLUTION DU ROLE DE LA FEMME MALGACHE

PLAN

I - Les Représentations mentales et images de la femme avant le XVI^e à Siècle : femme génitrice et mère universelle.

A - ANDRIAMBAVILANITRA , fille du ciel et source du pouvoir politique

B - ANDRIAMBAVILANITRA, fille du ciel, intermédiaire entre le "TONTOLO IAINANA (ici le cosmos) et le TONTOLO HITAMASO (le monde sensible).

C - La femme et les éléments naturels.

D - Femme, agriculture, sociétés rurales et rites agraires.

II - La femme malgache entre le XVI^e et XIX^e siècle

A - Femme et société hiérarchisée

B - Femme et société en guerre, société en crise

C - Société "ouverte" et femme "de haut rang" : une image nouvelle de la femme "Bijou du foyer" (haingon'ny tokan-trano)

D - Femme et christianisme

1 - l'image de la femme protestante

2 - l'image de la femme catholique

III - La femme malgache au XX^e siècle

Avant 1958 (c'est à dire avant l'indépendance de Madagascar)

A - La femme, vecteur de la nouvelle civilisation

B - La femme malgache et la colonisation d'exploitation

Après 1958

A - L'image de la femme, moteur ou frein au développement

B - La femme, facteur de développement : femme au travail et égalité des sexes ?

INTRODUCTION

Jamais le rôle de la femme n'a posé plus de questions à l'échelle mondiale qu'il n'en pose aujourd'hui. Les Nations Unies, par le biais des organisations internationales, chaque pays se sont depuis plusieurs décennies penchés sur le statut de la femme, son rôle dans le domaine du développement.

Jamais il n'est apparu clairement que l'évolution des structures surtout sociales y était liée. Les bouleversements qui s'opèrent ou qui se sont opérés dans les anciens pays socialistes et dans les sociétés en développement, de la Chine à l'Afrique et de l'ex-URSS à l'Amérique du Sud, ne sont pas les seules raisons des secousses qui agitent aussi bien l'Europe que l'Amérique du Nord. Aujourd'hui, sur cette planète, les déclarations de principe, les discussions passionnées qui ont eu lieu dans les conférences internationales (celle de Beijing 1995), nationales, la vie politique, les mouvements d'opinion, la presse sont autant de preuves de l'ampleur et de l'importance du problème. Et c'est pour cette raison, que nous sommes réuni(e)s aujourd'hui.

Dans le cas des femmes malgaches, les études s'y référant ne sont pas relativement nombreuses. Certains travaux, en particulier sociologiques (1) ont déjà mis en relief divers aspects de l'évolution du statut et du rôle de la femme. Le travail professionnel, la participation à la vie politique, le rôle social, le rôle familial, le rôle conjugal, etc, n'ont pas encore donné lieu à des publications d'ouvrages ou d'articles (2) divers et condensés. Nous espérons qu'au fur et à mesure que des ateliers tels que celui auquel nous assistons, par les échanges et les suggestions qui vont en sortir, pourront nous aider à mieux cerner le sujet qui nous concerne actuellement.

Je ne sais pas si nous devons ce jour étudier le rôle de la femme dans notre société ou bien son rôle dans le développement de ce pays, mais dans les deux cas de figures, il faut, en premier lieu, voir l'image que se font à la fois les hommes et les femmes malgaches de la **Femme Malgache**, et ensuite, essayer d'analyser sa contribution dans le développement de Madagascar.

L'image de la femme malgache peut être appréhendée suivant trois grandes périodes et à partir des différentes perceptions, le rôle de la femme malgache peut être défini.

1) Il y a eu déjà des recherches faites en 1992 "Femmes et développement".

2) Actuellement, des étudiants américains entreprennent des investigations sur la femme malgache.

1° la femme malgache avant le XVI^e siècle : représentations mentales et images de la femme malgache ancienne ou VAZIMBA : femme génitrice et mère universelle;

2° la femme entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle : la femme, gardienne de la tradition. Mais ici une distinction s'impose entre les femmes des Hautes Terres Centrales, merina et betsileo (1) et celles de la côte, car au long de ces trois siècles ou quatre, les régions de Madagascar ont été différemment influencées par les apports extérieurs, arabes, islamisés et/ou européens, christianisés.

3° la femme malgache au XX^e siècle : la femme est toujours gardienne de la tradition, mais quelle tradition ? Dans cette partie, une démarcation est à faire entre les femmes d'avant 1958 et celles d'après 1958, sans oublier les paramètres tels que ville/campagne, différentes catégories socio-professionnelles, les niveaux d'éducation ...

Cette périodisation permet de comprendre à la fois l'image que l'on se fait de la femme malgache et à partir de cette ou de ces images, le rôle que l'on lui assigne ou que l'on veut lui attribuer.

I - Représentations mentales et images de la femme avant le XVI^e siècle : femme génitrice et mère universelle.

Dans les "Temps fabuleux" (2) et dans la mythologie malgache, l'origine du monde est liée à la venue de la femme sur terre. Contrairement à la conception universelle et/ou biblique qui veut que la femme surgisse de la terre ou de la côte de l'Homme, la femme est à Madagascar présentée d'une manière plus favorable. Les récits oraux présentent la femme comme un don de DIEU (ZANAHARY), un présent céleste. Elle sera dénommée ANDRIAMBAVILANITRA, fille du ciel. Cette caractéristique va d'abord lui donner un pouvoir politique incommensurable.

1. ANDRIAMBAVILANITRA, fille du ciel et source du pouvoir politique

Ce caractère divin est exploité par les souverains lorsque les systèmes monarchiques se consolident. La périodisation imprécise et le sens du "merveilleux" (3) qui caractérisent l'oralité sont utilisés au profit des dynasties par les chroniqueurs officiels et royaux de la tradition orale (lova-tsofina) pour sacraliser et légitimer leur pouvoir. Les récits mythiques (ARIRA, ANGANO (4)) donnent des souverains, rois malgaches (MPANJAKA) l'image d'êtres à part, d'essence surnaturelle, car possédant une qualité mystique, le HASINA (5).

(1) Deux ethnies des hauts plateaux malgaches

(2) Expression empruntée à Hubert Deschamps dans son "Histoire de Madagascar" pour désigner la période antérieure au XVI^e siècle.

(3) Le concept du mythe est ici pris dans le sens adopté par Eliade Mircea dans "Les aspects du Mythe"

(4) Sorte de récits dérivatifs pouvant être aussi des récits d'origine et des mythes de la création

(5) HASINA : vertu intrinsèque ou surnaturelle qui rend une chose bonne et efficace dans son genre

Les souverains se seraient appropriés cette vertu soit par le mariage, ce qui va expliquer les trois mariages successifs de RAINILAIARIVONY , Premier Ministre de 1864 à 1896, avec les reines RASOHERINA, RANAVALONA II et RANAVALONA III, soit par la naissance, parce qu'en ayant épousé une fille de Dieu, ANDRIAMBAVILANITRA, les MPANJAKA auraient acquis une essence divine grâce à leurs mères et l'auraient transmis à leurs descendants, grâce à leurs épouses. Ces descendants, les ANDRIAMBAHOAKA (6) sont ainsi présentés à leur tour, comme des demi-Dieux (ZANAHARY ANTANY = dieux sur terre ou dieux terrestres).

La femme jouait alors un rôle essentiel dans la continuité et la légitimation du pouvoir.

Le concept d'ANDRIAMBAVILANITRA est lié aux notions de LANITRA signifiant le ciel, les cieux et le séjour des êtres sacratisés. Et cette princesse du ciel est venue avec deux éléments primordiaux, essentiels pour la vie : quelques graines de paddy, une poule et un coq !

B - ANDRIAMBAVILANITRA , fille du ciel, intermédiaire entre le TONTOLO IAINANA (ici le cosmos) et le TONTOLO HITAMASO (l'univers sensible).

Selon la tradition orale, la venue de la femme est liée à l'origine du riz. Or le riz dans la civilisation malgache signifie la VIE. Ce riz fut tout d'abord planté à AMPARINANDRIANANAHARY, au Sud d'ANTSAHADINTA, par la suite, le riz se répandit dans toute l'île. Dans cette perspective, la femme venue du ciel devient la première source de richesse. En outre, dans les récits mythiques, la femme a contribué à donner toutes les formes de vie essentielles indispensables au milieu naturel. Indifféremment, elle peut engendrer des enfants ou faire produire les éléments nécessaires et vitaux au genre humain ici malgache : tel le riz qui est la base même de sa nourriture.

Dans ces récits, la femme est ainsi liée à la découverte de l'agriculture, elle jouait et joue encore de nos jours, le rôle principal dans la riziculture, on ne fait appel à l'homme que pour débroussailler et pour préparer les sillons des rizières. En revanche, la femme choisit, conserve les semences, sème les graines, entretient les pépinières, procède au repiquage et surveille quotidiennement la croissance régulière des épis, de la germination à la moisson. Il semble que la femme possède une affinité naturelle avec les graines, la croyance populaire voulant qu'il existe une interaction avec la fertilité de la femme et celle du paddy.

Et la solidarité entre la fécondité de la terre et la force créatrice de la femme explique la pratique du VALABE (l'orgie collective" (7)) et son aspect mystique. Le VALABE est supposé être la source des plus heureuses conséquences pour la fécondité végétale et lié au calendrier agricole et aux rites agraires.

(6) Cf. P. BEAUJARD : "Les conceptions symboliques de la royauté et l'exercice du pouvoir dans les royaumes tanala de l'Ikongo XVIII - XIX è siècles.

(7) VALABE : Le R.P WEBER définit le mot comme une "GRANDE ENCEINTE", image rappelant les rizières inondées certains jours au point que toutes les petites diguettes qui divisent les différentes parcelles sont submergées.

C - LA FEMME ET LES ELEMENTS NATURELS

. La femme est solidaire des autres centres de fécondité cosmique, tels que la terre ou la lune, la femme possède le prestige de pouvoir influencer sur la fertilité et de la distribuer. La terre semble primitivement avoir été considérée comme source, à la fois, de la force, de la fécondité.

C'est la conception de la Terre-mère.

. La femme est aussi liée au thème de l'eau. Princesse venue du ciel, la femme serait venue sur terre, en se posant d'abord sur l'eau. Elle est devenue ANDRIAMBAVIRANO, princesse des eaux. La femme et l'eau appartiennent au même symbolisme de fécondité. Et le contact avec l'eau implique toujours la procréation : nouvelle naissance.

Dans la mythologie, la feuille tombée sur l'eau devient immédiatement une jolie fille.

L'immersion fertilise et augmente le potentiel de création et de vie. Le rituel de VALABE se justifie. Car derrière ce rituel "l'eau" devient symbole de vie, de puissance "RANO VELONA" eau vive, vivante ou qui fait vivre, "RANO MAHERY" eau puissante. Ces eaux fécondent la terre, mais aussi la femme. En outre, l'eau a d'autres vertus : elle guérit, elle purifie. Associée aux différentes forces magiques de l'eau, la femme acquiert une importance et une puissance illimitées.

Pour la LUNE, dans mes investigations, on n'a fait allusion à son existence qu'une seule fois, lors du FANDROANA, la cérémonie du bain Royal, lorsque les enfants s'amuse à lancer des bouses de vache... à la LUNE. Mais dans la réalité, les Malgaches se réfèrent à la lune pour parler des temps morts et des temps vivants relatifs aux cycles menstruels, au sexe des nouveaux-nés ...

D - FEMME, AGRICULTURE, SOCIETES RURALES ET RITES AGRAIRES

Ayant trait à la vie et à l'accroissement "merveilleux" de la vie, l'agriculture par cet aspect se trouve associée au mystère, au sacré et à la femme.

La solidarité de la femme et de l'agriculture explique les activités agricoles strictement féminines. La femme malgache apporte le semis aux champs, c'est elle aussi qui repique le riz, augmentant ainsi la fécondité des semences à son contact. Car la femme est supposée marquée d'une puissance de fertilité et d'une puissante note d'érotisme. la femme a une influence sympathique sur les semailles.

Un autre fait à souligner : lors du repiquage du riz, la femme est à peine vêtue ou à moitié nue. Ceci est peut être aussi pris comme un aspect de la nudité rituelle dans les travaux agricoles.

II - La femme malgache entre le XVI^e et le XIX^e siècle

A partir du XVI^e siècle, une transformation profonde va avoir lieu, le système royal va fourvoyer l'image de la femme. Les aspects de la féminité vont être remodelés ou ré-activés pour être employés par des groupes plus puissants que les autres, et mieux organisés politiquement qu'on va nommer par la suite, les SAKALAVA (8) et les MERINA.

La femme va avoir un statut ambigu.

(8) Une autre ethnie de Madagascar, très puissante jusqu'au début du XIX^e siècle : elle a occupé les deux tiers de Madagascar (2/3/

Elle reste génitrice et mère- universelle. Mais son essence divine va être utilisée par le système monarchique qui s'établit avec le roi RALAMBO (XVI^e à siècle) et qui se perfectionne tout au long du XIX^e siècle. La femme va devenir le pilier principal (ANDRY) d'un nouvel ordre social et politique. Pourtant dans ce nouveau contexte, on note une volonté d'amoindrir et de réduire son rôle.

A - Femme et société hiérarchisée

Avec l'avènement des royaumes (XVI^e siècle), l'image de la femme, fille céleste, divine va servir à justifier non seulement le pouvoir monarchique de droit divin mais aussi l'existence de la noblesse et la hiérarchisation sociale. Avec le HASINA, on peut exalter l'orgueil, l'honneur, la puissance d'un groupe hiérarchisé bien déterminé. L'organisation devient de plus en plus ferme, l'idéologie royale est alors basée sur une hiérarchisation sociale.

La conséquence la plus importante est le rôle de la femme, gardienne de la tradition. Dans ce sens, la femme est conservatrice du droit du sang, la filiation est utérine, mais en même temps, la femme est aussi la dépositaire des biens matériels et surtout des liens familiaux. L'endogamie, les mariages préférentiels sont alors justifiés. Et à partir de cette manière de penser et de vivre, le rôle de la femme est primordial: elle va être la source d'une société clivée, cloisonnée, hiérarchisée.

Et c'est cette société que le christianisme et/ou l'islam vont trouver durant toute cette longue période. La femme dans ce milieu transmet directement les valeurs. L'éducation des filles présente en conséquence deux soucis primordiaux, dans le milieu traditionnel :

- premier souci : faire de la jeune fille un appui, une assurance pour l'entretien et la maintenance du culte des ancêtres;

- deuxième souci : faire de la jeune fille un atout de premier ordre pour l'avenir . C'est à ce niveau que les essais de transformation vont être apportés. Ces essais appliqués à la société malgache du début du XIX^e siècle jusqu'en 1896 (date du début de la colonisation française à Madagascar) vont modifier sensiblement la situation générale de la femme, sa mentalité, son comportement, son statut social et juridique.

L'évolution de la société est due à trois facteurs : la conquête des régions entre voisins (les fameuses guerres tribales), la politique d'endiguement face aux assauts de l'impérialisme européen et le christianisme triomphant du XIX^e siècle. Face à ces trois faits nouveaux, comment la société malgache a-t-elle élaboré le profil idéal de la femme, et son rôle dans des situations bien déterminées?

B - Femme et société en guerre, société en crise

- Les programmes de conquête entrepris depuis le XVI^e siècle sous RALAMBO, poursuivis tout le long du XVII^e et XVIII^e siècles et accentués par les souverains malgaches du XIX^e siècle donnent et entraînent des conséquences sur tous les plans. Tous les faits sociaux sont militarisés et les femmes vont subir les effets.

Exemple : sur le plan du mariage, le SAO-DRANTO va être institué. Cette séparation temporaire due à la durée illimitée de la campagne militaire entreprise surtout par RADAMA I (1810 - 1828), permet aux époux d'apporter des modifications dans leur contrat de mariage. Les conjoints acceptent la suspension de leur union. Le SAO-DRANTO n'est pas obligatoire.

Mais son institutionnalisation signifie que les Malgaches ont su s'adapter à leur situation : la polygamie s'est greffée d'un autre aspect, "la polygamie à distance". Cependant, cette nouvelle institution marque la dévaluation du rôle de la femme dans la mesure où le rôle militaire prend le dessus.

Toujours à cause de cette militarisation de la société, la législation va se durcir, surtout à l'encontre de la femme. Il suffit, à ce propos, de voir l'aggravation des pénalisations infligées aux femmes dans les codes publiés au XIX^e siècle.

Défini, comme un simple usage illicite du bien d'autrui, l'adultère est supposé pouvoir faire disparaître le HASINA du soldat au loin !

Dans cette perspective, le Hasina n'était donc pas entretenu; par contre la femme "adulterine" représente un "LOZA" un danger, pour tout l'univers malgache : il faut donc l'éliminer - car elle devient un détracteur de l'univers. Elle est une MPAMOSAVY. La traduction française "sorcière" ne rend pas exactement le sens très puissant du concept malgache.

C - Société "ouverte" et femme de "haut rang" : une image nouvelle de la femme "Bijou du Foyer" (HAINGON'NY TOKAN-TRANO)

Le XIX^e siècle voit à Madagascar l'introduction du commerce extérieur à outrance (9). Les exportations portant essentiellement sur les boeufs, le riz, les produits de cueillette entraînent une amélioration rapide des conditions de vie pour la fraction riche de la population : l'habillement, l'habitat changent dans les classes aisées (10).

Dans les couches sociales pauvres, le sort des individus n'est pas enviable (11).

Pendant cette période d'intenses activités commerciales, la femme doit avoir l'image d'une bonne maîtresse de maison, d'une bonne épouse et d'une bonne mère (12). Mais devant les facilités et les nouveautés, elle va se concentrer sur sa mise, sa présentation et son allure, nouveaux soucis devant se refléter dans la tenue de son logis. Ceci est surtout vraie pour la classe dirigeante. Ainsi la femme autrefois considérée sur le même plan d'égalité que son compagnon sinon un peu plus, doit, à partir du XIX^e siècle, se soucier de plaire à son entourage, à son époux. Subrepticement, la femme va dépendre de l'homme et devenir un objet. Les missions chrétiennes ont une grande part dans cette transformation.

D - FEMME ET CHRISTIANISME

Le XIX^e siècle voit la dégradation du statut de la femme dans la société, à cause de l'église. Je ne tarderai pas sur la doctrine chrétienne. Mais l'aspect qui nous intéresse ici est la féminisation du péché. La femme, en conséquence, est source de tous nos malheurs.

(9) L'île a toujours eu des contacts avec l'extérieur depuis les temps fabuleux

(10) Voir la liste des objets importés depuis RADAMA I (1810-1828) jusqu'en 1896 dans les Archives nationales malgaches.

(11) Voir les Archives luthériennes à ISORAKA ANTANANARIVO, en particulier les lettres de l'épouse du missionnaire - médecin norvégien

BORCHEGREVINK sur le statut des gens de condition modeste entre 1872-1877.

(12) Ici, il faut souligner que pendant la période coloniale le rôle de mère arrive en seconde position. Avant le christianisme, la fille-mère était plus prisée qu'une oie blanche !

Pour se racheter, la soumission à l'homme est conseillée à la fautive. L'éducation missionnaire protestante et catholique est tenue depuis longtemps comme la principale responsable du changement de la situation des femmes. Les missions sont taxées d'antiféminisme. Cette appréciation n'est ni absolument fausse, ni tout à fait exacte.

Dans cette sous-section, il nous faut distinguer les images que se font d'une part les protestants et d'autre part, les catholiques, des femmes malgaches.

1. L'image de la femme protestante

Le protestantisme n'exigeant pas le célibat, son champ d'évangélisation touchant en particulier les couches les plus privilégiées de la société, l'influence victorienne sur l'éducation des filles à Madagascar, en particulier sur les Hautes Terres Centrales, élaborent un profil spécifiquement malgache de la femme protestante : celui de la femme "bourgeoise" ou plutôt la femme "de haut rang".

Vertu, sagesse, "bonnes manières" et "instruction" résument l'éducation des filles. L'éducation intellectuelle est limitée, car jugée nuisible. Les quolibets à l'encontre de celles qui "veulent" être savantes existent : "AKOHOVAVY MANENO" litt, la poule trop bruyante par extension la femme qui porte le pantalon. Le pendant est l'homme gigolo ou l'époux de la matrone, de la sage-femme "VADIN-DRASAZY".

L'exemple le plus représentatif de la femme protestante est la femme du pasteur : RAMATOA (13) MADAME ou l'AINEE. Cette dernière doit se caractériser tout d'abord par son attitude. Elle ne doit pas aimer parler, colporter. Sa mise ne doit pas être provocante et attirer les regards : elle doit être habillée, en noir, en gris, en blanc et surtout le blanc écru du SOGA (toile malgache). Elle doit prêter attention aux malheurs d'autrui. Et elle doit être discrète...

2. L'image de la femme catholique

Les catholiques veulent comme modèle de femme malgache celui de la femme française provinciale, de la deuxième moitié du XIX^e siècle (14). En France, le discours apologétique sur la vie et l'œuvre mariales est centré essentiellement sur l'idéal de virginité. Le statut de la femme française se définit d'après les idéaux de virginité, de maternité que l'Eglise conforte depuis des générations. Les Pères Jésuites et les Soeurs de St-Joseph de Cluny (15) prêchent alors la réhabilitation de la femme par le christianisme en passant par la maternité.

Epouse chrétienne, la femme malgache catholique a pour mission dans sa vie privée, familiale et conjugale d'exercer une influence salvatrice.

(13) Sous la période coloniale, les valeurs de la société d'hommes seront transportées à Madagascar

(14) Faute de n'avoir pas pu provoquer une ruée vers les vocations religieuses, dans un pays où la première fonction de la femme est de procréer !

(15) La mission catholique a débuté à Madagascar dès le XVII^e siècle, mais c'est surtout à partir de 1861 que son action s'est avérée effective.

Elle doit alors :

- assurer l'éducation religieuse des siens ;
- dans le cas où l'époux n'est pas catholique (16), le convertir et s'il l'est déjà, l'entretenir dans la pratique ;
- veiller à l'harmonie du foyer.

Pour cette mission, l'éducation catholique propose deux images de la femme :

- l'une, le vrai idéal est la religieuse VIERGE, au destin céleste, la contemplative, à l'image de Marie ;
- l'autre, incarnant un certain idéal, est la femme chrétienne, bonne épouse et bonne mère de famille. C'est l'image de MARTHE.

III - La femme malgache au XX^e siècle

Madagascar devient colonie française au mois d'Août 1896, la pays présente des particularités lorsque la France s'installe, elle se trouve devant une situation exceptionnelle : la nouvelle colonie connaît dans son ensemble l'influence missionnaire et certains habitants ont un genre de vie presque européen (17).

La colonisation veut disputer les femmes à la fois à la tradition et à l'église. En fait, dans les grandes décisions, la femme ne constitue même pas le véritable enjeu. Et à ce propos, les idées des administrateurs coloniaux rejoignent celles de Jules Ferry: "Si l'on veut tenir la femme, c'est pour mieux tenir l'enfant et le mari, l'électeur et le citoyen" (18).

AVANT 1958

A - La femme, vecteur de la nouvelle civilisation

La femme en tant que mère ou future mère de famille prend une importance énorme, car elle va devenir le relais, une sorte d'amplificateur des idées coloniales au sein de la famille. L'école ici jouera un rôle car la petite écolière doit être considérée comme une future propagandiste des idées coloniales au sein de la famille, surtout dans les milieux où l'influence missionnaire a déjà agi.

Cette femme doit inciter les siens à adopter un nouveau mode de vie engendrant de nouveaux besoins, en particulier le besoin de bien-être matériel que le commerce européen saura mettre à profit. Ici, on peut souligner la création des écoles professionnelles où étaient formées les fameuses maîtresses de couture, la création des écoles ménagères dans six chefs-lieux de provinces (19).

(16) En fait, à l'époque le mariage mixte entre catholique - protestant était impensable. Pour le contractant catholique, il commettait un péché mortel "**FAHOTANA-MAHAFATY**".

(17) La scolarité obligatoire a été décrétée cinq ans avant la loi de Jules Ferry, c'est à dire en 1876.

(18) Ici, il s'agit du sujet colonial !

(19) Vers les années 1930, le gouvernement colonial a pris la décision de fermer les cinq écoles ménagères situées dans les provinces. Ce fait est important car la seule école ménagère restante, celle de Tananarive sera l'unique institution à produire les jeunes filles "cultivées" au même titre que le seul établissement secondaire réservé aux filles : le lycée Jules Ferry de Tananarive en 1924.

B - LA FEMME MALGACHE ET LA COLONISATION D'EXPLOITATION

Mis à part le rôle de la femme, vecteur d'un nouveau genre de vie, le colonisateur n'oublie pas son rôle procréateur. Or, ceci est primordial

pour cette colonie neuve, relativement peu peuplée, ayant besoin d'une main-d'oeuvre suffisante et appropriée.

Les missionnaires du XIX^e siècle n'avaient d'autre ambition que de fermer chrétiennement des épouses et des mères, les colonisateurs les veulent désormais laïques et colonisées, mais la colonisation les veut toujours épouses et mères, mais mères très prolifiques. La colonisation a beaucoup misé sur l'existence d'une population nombreuse en vue d'une main-d'oeuvre solide et rentable.

Les mesures prises, bien que flétrissant l'image de la femme traditionnelle, accentuent le droit coutumier : retour à la procédure de confiscation des biens des défunts sans enfants, répression de la pratique de l'avortement.

Dans cette première moitié XX^e siècle, l'image et le rôle de la femme rejoignent ceux que les Anciens Malgaches se sont donnés de leurs femmes : tout d'abord, être une bonne mère et seulement après être une bonne épouse.

Cependant, les deux guerres mondiales ont aussi eu des conséquences sur l'image et le rôle de la femme malgache. Les exigences pendant ces guerres ont engendré des occupations jusqu'ici réservées uniquement aux hommes. Certaines femmes sont devenues ouvrières dans les usines pour remplacer les hommes partis en campagne. Malgré l'éducation dispensée aux enfants des deux sexes, les parents malgaches d'avant 1958, dans leur majorité, n'avaient pas encore ressenti le besoin d'éduquer leurs filles pour un métier bien déterminé pouvant l'entraîner au dehors, à l'extérieur du foyer conjugal, familial.

APRES 1958

Avec l'indépendance malgache, l'évolution du rôle de la femme va prendre une vitesse "V". Si avant 1947, on comptait les femmes femmes-médecin, avocat, ingénieur par unité ; depuis 1960, les femmes malgaches de formation "scientifique" (20) sont devenues plus nombreuses, mais elles sont mal réparties. En outre, si ces femmes occupent souvent les devants de l'actualité ou de la scène nationale, il ne faut pas oublier que la grande majorité des femmes malgaches sont encore dans une situation précaire.

I - L'image de la femme malgache dans la société comme moteur ou frein au développement.

Aujourd'hui, nous devons essayer de comprendre comment les Malgaches perçoivent et se représentent la femme dans l'ensemble des structures, surtout sociales et comment ils la voient changer. Les images qui naissent dans ces conditions et leurs modifications peuvent soit freiner, soit accélérer les changements de statut réel et, dans certains cas, les provoquer, si elles correspondent aux aspirations profondes de la population.

(20) Sens général

Suivant leurs perceptions, les individus ont une conscience plus ou moins claire des groupes auxquels ils appartiennent, de l'ensemble des structures sociales, de leur situation dans cet ensemble, et les images qui apparaissent à leur esprit s'y relient plus ou moins nettement. Les individus d'un même groupe, d'un même milieu social, d'une même catégorie, dans une même société, ont, en général, des images identiques, plus ou moins proches d'une représentation bien définie ou d'une simple perception souvent diffuse.

Ces images que nous voyons se rapportent à des modèles hérités de la tradition, importés d'autres cultures ou élaborés plus récemment dans un contexte nouveau, mais elles ont un contenu collectif et une force active qui varient suivant les milieux sociaux, les moments et les personnalités.

Exemple : ainsi, l'image que se fait un ouvrier malgache de la femme dans la famille, se rapporte à un modèle traditionnel de la femme épouse et de la femme mère (l'inverse serait plutôt "réel"). De même que cette femme elle-même se fera la même image d'elle : elle pourra alors avoir une influence sur ses prises de décision politiques et/ou syndicales, et pourra ainsi être amenée à modifier son échelle de valeurs ou sa vision de l'ensemble de la société.

De forte tradition rurale, Madagascar est un pays dans lequel les traditions familiales sont restées relativement fortes, mais les courants politiques et idéologiques (21), les chocs des rejets collectifs (22) et les efforts de développement successifs ont eu tendance à modifier à des degrés différents d'intensité la situation. Ainsi si nous pouvons mener des enquêtes dans diverses régions de l'île et même au seul niveau d'une ville comme Antananarivo, nous verrons que des oppositions entre les images traditionnelles d'un passé récent et les modèles nouveaux y sont très instructives. Car ici, ces deux éléments, chacun dans leur sens, ont joué et jouent encore des rôles particulièrement importants.

Certaines variantes culturelles, la persistance des systèmes complexes de parenté, même en milieu urbain (23), et le fait que certaines coutumes liées à la filiation utérine et à la dot donnent encore à la femme un rôle fondamental d'échange et de dépôt, c'est à dire que la femme reste GARDIENNE (DEPOSITAIRE) de la TRADITION.

De nouvelles recherches sont impératives car devant les nouvelles données (forte pression économique et monétaire entraînant le désarroi et la destructuration familiale),

(21) D'une manière globalisante, nous pouvons dire qu'avant 1896, Madagascar a connu un régime monarchique presque de droit divin dans lequel la société étant très hiérarchisée, l'inégalité était le trait dominant. De 1896 à 1958, le pays était une colonie française. De 1958/1960 à 1972, la Première République s'est voulue sociale et démocrate. Après un moment de tâtonnement (1972-1975), la Seconde République a opté pour le socialisme. Depuis 1992/1993, la Troisième République se dirige vers la "Démocratie".

(22) Tous les mouvements de révolte que ce pays a connus se présentent comme des rejets collectifs d'un ordre qui ne "plaque" pas directement aux besoins vitaux de la population, puis le mouvement MENALAMBA (1896), en passant par le SADIHAVA.

(23) Dans le cas de migration en ville, le Malgache avant de quitter son village ou sa région doit s'assurer qu'il va tout d'abord trouver un "point de chute familial". Ensuite, il pourra affronter, peut être seul, les différentes péripéties de sa nouvelle vie en milieu urbain. Cf - Travail de CINDI MCLURE: "Voyage dans le temps" 13 Mai 1994 - ANTANANARIVO.

Des travaux sur la famille, les rôles masculins et féminins, la vie professionnelle pourront nous aider à mieux cerner les rôles économiques et affectifs de nos femmes. Une recherche sur les attitudes des parents (24) dans des zones isolées ou assez éloignées des centres urbains à l'égard de l'éducation et de l'enseignement dispensés à leurs filles peut apporter des éclaircissements peut-être pas nouveaux (25)- sur les politiques globalisantes des Gouvernements successifs.

Les réponses obtenues par une étudiante américaine sur la question du devenir des jeunes filles malgaches entre 12 et 20 ans sont édifiantes (26). La société malgache actuelle, d'une manière générale, vit accrochée

au mythe de la "VIRILITE", et à l'image d'une supériorité biologique, psychologique, juridique et spirituelle de l'homme. Et les petites filles interrogées, en particulier, celles appartenant au milieu rural, sont victimes de ces caricatures du père protecteur, du chef prédestiné. Par contre, en milieu urbain, des jeunes filles interrogées et appartenant à des milieux relativement aisés ont eu une autre réaction. Elles ont donnée une image future de femme beaucoup plus libre, égale de l'homme bien que différente.

II - La femme malgache : facteur de développement, femme au travail et égalité des sexes.

1 - La femme au travail :

L'image de la femme au travail fait ressortir entre les Malgaches des différences instructives.

Par exemple, un Malgache en milieu urbain voit plus facilement qu'un autre en milieu semi-urbain la femme, mariée ou non, exercer une activité professionnelle. Mais s'il s'agit d'une mère avec des enfants en bas âge, l'opposition est quasi unanime aussi bien en ville qu'en campagne. Ce que je suis en train de dire ou d'écrire est très global. Il faudrait mener des enquêtes dans différents milieux pour pouvoir mieux appréhender le problème, car s'il y a dix ans ou même cinq ans, les oppositions au travail étaient plus nombreuses, en raison des images traditionnelles encore relativement vivantes, les changements de comportement sont extrêmement rapides aujourd'hui à cause surtout des pressions économiques.

En effet, les raisons qui doivent pousser les femmes à travailler sont, avant tout et partout d'ordre économique, même si, dans les milieux les moins favorisés, il s'agit de survivre.

D'autres raisons peuvent être évoquées.

L'ennui à la maison et le goût pour le métier peuvent être des motivations. Le désir d'indépendance, surtout sur le plan financier, peut être déterminant. Ce trait ne doit être que le privilège des femmes des milieux aisés, qui, seules (27), ont une véritable liberté de choix en raison de leur niveau de vie plus élevé.

24) Une étude a effleuré ce problème, celle d'Erika LICHTER : "COUGHT IN CRIS S" - 1994 - ANTANANARIVO.

25) Car les problèmes relatifs à ce sujet ont été tous simplement occultés !

26) Enquête menée en milieu Betsileo, dans les environs de FANDRIANA.

27) En regardant autour de moi, je ne crois pas qu'elles soient légion !

Ici, nous touchons au problème essentiel des rapports entre les contraintes matérielles et la limitation des aspirations. Dans certains milieux, la femme voudrait bien travailler____ à cause de la conjoncture____ mais l'époux ne veut pas en entendre parler malgré les difficultés.

Avec les contingences actuelles, les femmes qui travaillent, en général, veulent cesser de le faire, tandis que celles qui n'ont pas de travail voudraient en avoir.

Les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, le "salaire unique" (28) viennent s'ajouter aux modèles traditionnels pour faire préférer aux femmes des milieux défavorisés la vie à la maison, même si elles sont contraintes de travailler par nécessité pour subvenir aux besoins du ménage. Au contraire, dans les milieux aisés, les préférences

des femmes vont au travail à l'extérieur quelle que soit leur situation familiale.

Il faut signaler ici les inconvénients du travail féminin et ce sont les hommes qui le soulignent. La promiscuité entre les sexes, le danger de mauvaise tenue, le harcèlement sexuel sont des arguments qui ont une grande importance à Madagascar : l'opinion publique est un redoutable censeur !

Le refus d'être commandé par des femmes est aussi exprimé. Mais ce n'est pas très flagrant. Les hommes malgaches sont plus conciliants. Le fait de négliger les enfants et la maison est souvent avancé. D'une manière générale, toutes ces objections visent surtout à donner aux femmes mauvaise conscience.

Si vous devez (nous devons) mener des enquêtes sur la femme au travail, il serait opportun de demander le cas de la femme célibataire, la femme mariée sans enfant, la mère d'enfants en bas âge. De vos (nos) investigations, des conséquences pourront être tirées sur l'organisation du travail et sur la planification, en général.

2 - La question de l'égalité de la femme et de l'homme dans la famille et dans la société.

Cette question se pose à propos du travail et à propos d'autres activités. L'influence de la pratique d'un métier sur l'égalité entre les sexes, à la maison, est reconnue, à Madagascar, car le travail y est ici assez développé. De même, il existe non plus une tendance mais vraiment une habitude de réclamer des droits égaux dans l'entreprise, lorsque la femme travaille. Le travail apparaît volontiers comme un moyen de réparer une injustice et de donner plus de "dignité" à la femme dans la vie sociale.

L'apport d'un salaire par la femme tend à bousculer les rôles économiques traditionnels. Les responsabilités et les tâches de la vie économique sont de plus en plus partagées également.

Avec l'image de la femme, bonne ménagère, d'abord, puis bonne mère et ayant bon caractère, les Malgaches mettent en parallèle une image du père qui doit surtout gagner de l'argent pour la famille, donner le bon exemple, être attaché à la maison, et en dernier lieu, s'intéresser à l'éducation des enfants.

28) Les femmes interrogées par CINDI MCLURE sont vendeuses, blanchisseuses, domestiques,

La persistance de ces images explique, en partie, l'inquiétude des hommes, et, dans une large mesure, des femmes devant le bouleversement de la hiérarchie sociale et le changement des rapports sociaux entre les sexes. L'homme a peur d'une certaine perte de prestige et la femme se défie elle-même de sa propre témérité ou agressivité découlant de son nouveau statut. C'est l'harmonie du couple qui semble être remise en cause, et la possibilité d'un amour véritable semble échapper, disparaître. Ici apparaissent les conséquences du décalage entre les images et les comportements.

La transformation du statut de la femme lors du passage des sociétés traditionnelles à la société dite moderne, la perception de cette évolution et les aspirations qu'elle fait naître, l'influence des images dynamiques sur les projets d'avenir sont autant de sujets de réflexion que vous (nous) pourriez(pourrions) aborder.

Madame RAVELOMANANA - RANDRIANJANIMANANA Jacqueline
Maître de conférence - Faculté de Droit -
Université d'Antananarivo.
Professeur Associé à l'Université de Paris V-France
Professeur à l'IST - Université d'Antananarivo et USA
Chargé d'Enseignement à l'ENS Antananarivo et à l'ISCAM-
Antananarivo
Membre du Conseil Scientifique de l'Université d'Antananarivo

BIBLIOGRAPHIE

- CINDI MCLURE : "VOYAGE DANS LE TEMPS " - mai 1994- Antananarivo
- JACQUELINE RAVELOMANANA - RANDRIANJAFINIMANANA : "HISTOIRE DE
L'EDUCATION DES JEUNES FILLES MALGACHES - DU XVI AU MILIEU
DU XX è SIECLE" - Editions ANTISO - Antananarivo 1994- 451 p.
- Ce livre présente une bibliographie consistante pouvant aider aux
différentes pistes de recherche et recherches éventuelles.

L'EVOLUTION DU ROLE DE LA FEMME DANS LA SOCIETE MALAGASY

Discussant : Mme. RANDRIAMAMPIONONA Lalao
Anthropologue/Historienne
Administrateur de sociétés, de programmes, de projets
Présidence Nationale du Comité de Concertation et de
Coordination des Associations et ONG/Femmes de
Madagascar (F3CM)

INTERVENTION "CONTRADICTOIRE" (1)

Tout d'abord, nous voudrions rendre hommage à Mme RAVELOMANANA Jacqueline pour les travaux de recherche sur la Femme malagasy qu'elle mène sans relâche depuis une quinzaine d'années et dont elle vient de nous donner un aperçu consistant qui témoigne de sa grande maîtrise de la question.

D'autre part, nous la remercions vivement de nous avoir donné la primeur quant à la lecture de son monumental ouvrage intitulé "Histoire de l'éducation des Jeunes filles malgaches du XVI^e au milieu du XX^e siècle" et qui vient d'être édité.

Sur la question de l'Evolution du rôle de la Femme dans la société malagasy et sur l'exposé de Mme RAVELOMANANA, nous voudrions faire deux remarques méthodologiques, apporter quelques précisions historiques sur toute la période considérée et sur ces bases poser trois questions pour ouvrir le débat.

1. Les deux remarques méthodologiques

1.1. Sur la nécessité d'un regard ou d'une approche dynamique du rôle de la Femme

S'il est en effet nécessaire pour des raisons de commodité pratique de décrire le ou les rôles de la Femme, il convient de rappeler que la spécificité de ces rôles, leur évolution, leurs mutations sont déterminées par l'ensemble des processus économiques, politiques, sociaux et culturels d'une société et d'une époque données. C'est le développement de ces processus, leur interaction et leur contradiction qui modifient ou restructurent, sapent ou renforcent les rôles de la Femme et ses relations avec l'homme.

En d'autres termes, sans une approche dynamique de ces rôles qui doivent être considérés comme des **processus**, il n'est pas possible de poser les questions les plus décisives, telles :

D'où viennent les rôles ?

Quelle est l'origine des normes et des valeurs qui maintiennent leur conformité ?

Comment et pourquoi ils agissent les uns sur les autres et changent ?

Est-ce que le rôle de travailleur assigné à l'homme et assumé par lui rend obligatoire le fait qu'une Femme joue le rôle de maîtresse de maison ? etc...

1.2. Sur le nécessité d'une approche relationnelle (contradictoire) du rôle de la Femme

Les différents rôles dévolus ou assumés par la Femme au cours des siècles expriment objectivement **un rapport de forces** entre l'homme et la Femme, ce rapport pouvant être une situation de collaboration/complémentarité, mais la plupart du temps, d'inégalité et de domination. Aussi, les méthodes tactiques et stratégiques pour transformer les rapports de forces existants, doivent faire appel à des concepts et de comportement de coopération, de négociation, de ressemblant de force, de passage à une position de repli...

Il nous paraissait indispensable de faire ces deux remarques car vu le temps imparti à l'exposé de Mme RAVELOMANANA, ces deux points n'étaient pas toujours très visibles mais en filigrane dans son exposé sauf dans la partie relative aux conséquences des conquêtes militaires sur les rôles de la Femme.

2. Quelques précisions historiques

2.1. Du XVI^e siècle jusqu'en 1900 : le rôle décisif de la Femme malagasy dans la sphère politique et militaire

Sur la base des travaux de recherche historiques en cours menés conjointement par plusieurs entités et chercheurs (2), il est indéniable que dès le plus lointain passé et en particulier depuis le XVI^e siècle, la Femme malagasy des classes dirigeantes en particulier, dans toutes les régions d' l'île, à quelques exceptions près, a joué **un rôle capital, souvent de premier plan**, dans la société. De nombreux exemples attestent qu'elle a eu accès aux plus hautes fonctions de l'Etat et du Royaume au sein des différentes ethnies.

2.1.1. L'exercice du pouvoir aux plus hautes fonctions du Royaume

Ainsi, **sur les Hautes Terres centrales**, les deux reines - RANGITA Et RAFOHY avaient été, au XVI^e siècle, à l'origine du royaume Merina qui sous le règne du grand Roi ANDRIANAMPONINIMERINA (1787-1810) réalisa l'unification politique du pays.

Reine du petit village de Merimanjaka, situé à 6 Km au sud-est d'Antananarivo et des quelques hameaux environnants, **RANGITA** avait mis en place **le principe de l'ordre de succession au trône des dynasties royales Merina**, suivi et renforcé par la majorité des souverains, au cours des siècles jusqu'à l'effondrement de la monarchie malagasy à l'aube du XX^e siècle.

La position prééminente des Femmes dans l'ordre de succession au trône en Imerina a été fondée par ANDRIANAMPONINIMERINA qui avait arrêté que les souverains seraient pris de préférence parmi les Femmes. Autrement dit, la généalogie devait être établie par les Femmes car on était sûr que les enfants étaient bien les enfants de leur mère alors qu'on ne pouvait être assuré qui en était le père.

Par ailleurs, les épouses "royales" et politiques d'ANDRIANAMPONINIMERINA (au nombre de douze, de quinze ou de vingt-huit... selon les auteurs) ont été chargées, chacune dans leur fief respectif, des fonctions d'ANDRIAMBAVENTY, c'est-à-dire de Juges et Conseillers du Peuple.

Deux d'entre elles seront renommées pour leur efficacité dans l'exercice de leurs fonctions, à savoir RAMBOLAMASOANDRO, la mère du grand roi RADAMA I à Ambohidratrimo et RAFARAVAVY.

Chacune sait qu'au cours du XIX^{ème} siècle, la reine RANAVALONA I^{ère} (1828 - 1861) lutta farouchement pour préserver Madagascar de l'invasion étrangère anglaise et française. En dépit de difficultés sans cesse croissantes occasionnées par cette intervention dans les régions côtières, notamment dans toute la côte est, elle sut y défendre sa souveraineté.

En ce qui concerne les différentes régions périphériques de Madagascar, on doit rappeler l'exemple au XVIII^{ème} siècle de la reine RAVAHINY ou ANDRIAMANOLONARIVO d'IBOINA qui conclut un accord de paix avec le roi ANDRIANAMPOINIMERINA et participa ainsi à l'unification politique de Madagascar.

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, **dans le nord-est de l'île**, deux Femmes, **VOLAMANANA** et **VOLAHANESY**, furent administrateurs du royaume de Maroantsetra, en tant que représentantes du Roi, Dignitaires et Gardes des Sceaux.

RENIBOTO, qui vécut au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, fut Grand Dignitaire à Toamasina, capitale de la **région orientale de l'île**. Administrateur, juge,..., elle fut un collaborateur et un conseiller écouté du Gouverneur.

A la même époque, IHOVANA, reine d'Ambohimanga du Sud de la tribu TANALA **au sud-est des hautes terres centrales** aussi brave à la guerre qu'experte en administration", éloquente et gracieuse selon les historiens, **fut sans conteste l'ancêtre du mouvement féminin à Madagascar**. A l'occasion de sa venue à Antananarivo pour prêter serment de fidélité à la nouvelle reine RASOHERINA, elle termina sa longue et éloquente harangue en donnant des conseils à cette dernière sur la façon de gouverner.

2.1.2. La sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance nationales à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle

Lorsque les mouvements de résistance nationale contre l'annexion de Madagascar par la France s'organisèrent à partir de l'année 1896, et se succédèrent dans toutes les régions de l'île jusqu'en 1908, les Femmes s'y distinguèrent par leur courage, leur esprit de sacrifice, leur capacité d'initiative et de commandement dans la défense de leur patrie.

Lorsque le mouvement de la Résistance "MENALAMBA" s'organisa en IMERINA, la princesse RAMASINDRAZANA, tante de la reine RANAVALONA III fut arrêtée et jugée avec le prince RATSIMAMANGA et le grand dignitaire RAINANDRIAMAMPANDRY en raison de l'aide qu'elle apporta aux résistants. Elle ne fut pas fusillée comme ses deux compagnons, mais exilée à l'île Sainte Marie puis à Alger.

La princesse RASENDRANORO, soeur de RANAVALONA III, qui fut la première prétendante au trône selon l'ordre de la succession mais qui n'avait pas la faveur du premier ministre RAINILAIARIVONY, se mit à la tête d'une armée de résistants "MAROFELANA" dans la région d'AMBOHIMIADANA. Cette armée détruisit des églises à ATSIMONTSENA, à ANKOROKELY, à AMBOHIMIADANA et à AMBOLO, ainsi que deux résidences de la représentation française à Ambohimiadana.

Citons l'exemple de la princesse TAMBETRAKA de la région de l'IKONGO **dans le sud-est**, qui leva elle-même des troupes pour défendre sa région et mena une véritable guérilla contre les troupes coloniales.

RASOAMIANGALY, soeur du chef Sakalava JAMARIA, dans la **région de VOLAFOTSY et de TSIROANOMANDIDY à l'ouest du Lac ITASY**, leva elle-même une armée à la suite de la défaite de l'armée de son frère en Août 1896. Elle opposa une résistance acharnée aux troupes françaises durant une année et ne se rendit qu'en Août 1897.

Il en était de même de SANDOKA, qui fut à la tête d'une armée de résistants dans la région de BEMARAHA.

Trois autres reines des différentes ethnies de l'île dirigèrent la résistance dans leurs régions respectives, à savoir : FATOMA, reine de MAINTIRANO dans la partie Centre-ouest de Madagascar, FINALY, reine Sakalava du MENABE, et RABERAVONY, reine d'AMBONGO qui habitait à Soalala dans le Nord-ouest.

2.2. LE XX^e siècle : un nouveau redéploiement de la Femme

2.2.1. La première moitié du XX^e siècle : l'absence totale des Femmes dans les hautes sphères politique et militaire

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire pendant la période la plus marquante de la colonisation, il est manifeste que **la Femme malagasy "disparaît" totalement de la scène politique et militaire. Elle n'a plus accès aux plus hautes fonctions de l'Etat.**

L'exposé de Mme RAVELOMANANA nous a donné clairement les raisons à savoir la dégradation progressive des rôles de la Femme sous l'action des missionnaires et surtout de la colonisation française. Il faut rappeler les conceptions retardataires de la France sur la place et le rôle de la Femme dans la société en général et qui ont été donc importées à Madagascar dans le cadre de la colonisation et de l'indigénat. D'autre part, la sphère politique était une sphère interdite aux malgaches en général et aux Femmes en particulier car ils ont du garder le souvenir des défaites cuisantes infligées par les Femmes aux troupes françaises de conquête et de pacification.

2.2.2. Dans le domaine culturel, artistique et informatif

Au cours de cette période, il semble que le centre de gravité de la stature féminine malgache se soit déplacé du domaine politique vers d'autres domaines. Ainsi, de grands écrivains, poètes, compositeurs, chefs de chœur, chefs de troupe théâtrales, actrices et chanteuses de grand renom, peintres de talent, ... marquent de leur empreinte la vie culturelle, artistique, musicale et picturale malgache.

A partir des années 30, plusieurs Femmes exercent des fonctions dirigeantes dans le domaine de la presse écrite en particulier. Directrices ou rédactrices en chef de journaux, quotidiens, hebdomadaires, mensuels ou bimensuels, de tendances diverses et traitant de toutes les questions économiques, sociales, politiques, culturelles, éducatives, sportives, etc..., elles ont joué un rôle important dans l'histoire de la presse écrite à Madagascar.

Mentionnons parmi tant d'autres le nom déjà cité de RAZANADRASOA Esther Anja Z, co-responsable du journal Tsarafaritra avec le grand poète J.J. RABEARIVELO, RAVAOMALALA Hélène de l'hebdomadaire Mitabe pour la rénovation

nationale, RAMIARINTSOA Henriette, directrice de l'hebdomadaire Ny Marina ("la Vérité"), BAKARY DOANY, directrice de publication de l'hebdomadaire Feon'ny vahoaka ("La voix du Peuple"), RAHARIMALALA Albertine, directrice de publication de l'hebdomadaire Mandresy ("Victoire").

2.3. Un nouveau redéploiement de la Femme malagasy à l'époque contemporaine

La période contemporaine exige un examen détaillé, approfondi et exhaustif, basé sur des statistiques fiables. Aussi nous bornons-nous à avancer qu'elle est caractérisée par l'irruption progressive des Femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux des différents secteurs d'activité. Bien que freinée par un certain nombre d'obstacles, cette irruption n'en reste pas moins effective et de plus en plus irrésistible.

A cet égard, et selon les analyses effectuées par notre confrère RANDRIANARIVELO Benjamina, "les Femmes malgaches sont mieux loties que leurs homologues des autres pays en voie de développement, et présentent même dans certains cas, des performances supérieures ou égales aux normes des pays développés", notamment pour le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, -43% en 1990-, et pour le pourcentage des Femmes diplômées des Instituts supérieurs en gestion, -44% en moyenne à Madagascar contre 30% à Paris en France avec l'IAE.

Près de 28% de dirigeants d'entreprises malagasy du secteur formel sont des Femmes contre 6,6% au Japon, 21% en Suède et à comparer avec le pourcentage du nombre d'entreprises appartenant à des Femmes aux USA : 30% en 1987.

D'autre part, "certaines fonctions sont en passe de basculer ou ont déjà basculé vers une prédominance féminine" notamment celle de Directeur Commercial, occupé par des Femmes à 40%.

Par ailleurs, elles "performent et consolident leurs positions dans les secteurs qui leur sont traditionnellement attribués en priorité" puisque 69% des maîtres de meilleurs établissements sont des Femmes, alors que 68% des maîtres des établissements les moins performants sont des hommes.

Elles dominent également le secteur informel, en raison de leurs traits de caractère et de leur tempérament favorables aux affaires, à savoir la capacité d'adaptation, l'esprit d'improvisation, d'initiative, d'innovation, le sens du commandement, du travail et des résultats.

Il faut souligner que dans les **zones rurales**, des leaders féminins émergent un peu partout, pour diriger le développement communautaire de leur groupement villageois et paysan, notamment chez les Mahafaly dans l'extrême-sud de Madagascar et dans la région d'Ambatolampy et du Vakinankaratra, sur les Hautes-Terres.

3. Question posées à Mme RAVELOMANANA

Ces quelques données historiques montrent le rôle éminemment politique des Femmes dans toutes les ethnies qui avaient exercé le pouvoir aux plus hautes fonctions du Royaume du XVI^è siècle jusqu'à l'effondrement de la monarchie malagasy en 1896. Comment expliquez-vous ces hautes fonctions exercées par les Femmes avec les transformations (dégradations) du statut et du rôle de la Femme que vous avez présentées ?

N'y-a-t-il pas contradiction entre le **sao-dranto** qui donne à l'homme et à la Femme l'autorisation de prendre un autre conjoint ou conjointe pendant la période d'absence de l'époux et la **punition sévère de l'adultère féminin** qui avaient été institués à une même époque ?

Vous avez souligné tout au long de votre exposé l'importance de l'image de la Femme au cours des périodes historiques considérées. Actuellement, l'une des grandes orientations des Nations-Unies relatives à la promotion de la Femme est de promouvoir une image positive de la Femme. Quelles doivent être à votre avis les composantes de cette image positive ?

NOTES

(1) Le chapitre concernant le XX^e siècle a été présenté au fur et à mesure du déroulement des échanges et du débat.

(2)

- l'équipe de la Direction des Archives Nationales,
- l'équipe du Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique - C.I.D.S.T,
- des experts de l'ONG Taratra (Développement communautaire en milieu rural)
- des managers d'entreprises, notamment ceux du Cabinet Conseil RINDRA, de l'Entreprise Etudes et Conseils en Construction - E.C.C, de la société TABIMA,...
- un certain nombre d'Historiens et de spécialistes de différents domaines.

Aux termes de l'article 8 de la Constitution du 18 Septembre 1992, la femme malgache est citoyenne à part entière, dotée des mêmes droits que l'homme dans la mesure où il y est disposé: "les nationaux sont égaux en droit et jouissent des mêmes libertés fondamentales protégées par la loi. L'Etat prescrit toute discrimination de sexe".

Cette disposition semble justifiée d'une part au regard de responsabilités officielles assumées par certaines privilégiées qui sont ministre, députée, magistrat, ingénieur, architecte, mairesse quant elles ont reçu de l'instruction et d'autre part lorsque la littérature ou autre discours politique insistent sur la place accordée aux femmes avant la colonisation, les femmes malgaches étaient Reines.

Dès lors, il est malaisé, particulièrement dans le cercle restreint de séminaire, colloque, conférence, ou autre atelier de discourir sur la femme comme s'il y avait encore matière à se plaindre. Les moqueries des hommes fusent pour vite se transformer en condescendance, mais plus grave est cependant la situation lorsque la plus grande partie des intéressées, les femmes elles-mêmes ne comprennent pas et ne se sentent pas concernées par la discussion.

Mon propos est d'attirer l'attention et si possible d'identifier le processus évolutif de la condition juridique de la femme malgache. A travers le Droit, son état, sa situation s'est-elle dégradée ou améliorée? Les obligations, les responsabilités et corrélativement ses pouvoirs ou la considération que la société lui confère ont-ils changé? Si oui, comment et dans quel sens? si non, pourquoi?

La condition de la femme à Madagascar n'est pas demeurée immuable. Dans le temps, cette égalité de droit posée par la Constitution n'a toujours pas été. La situation de la femme s'est modifiée au cours de l'histoire et la femme malgache décrite par les missionnaires venus dans ce pays au XVIII^e siècle avait un statut autre que cette femme définie en 1992, jouissant de libertés fondamentales; et ce, ne serait-ce qu'à cause du progrès de la scolarisation.

Dans l'espace, la femme malgache n'est pas une. Sa condition variait selon les régions: si dans l'Imerina, elle avait une certaine capacité juridique; dans le Sud-Est, la femme est frappée d'une incapacité juridique absolue.

Cet état dans le temps et dans l'espace est également corrigé par le milieu social d'origine, la femme de caste noble n'est pas exactement de la même condition que la roturière.

Au-delà de ces disparités régionales et sociales, se constate toutefois une unité d'inspiration: le privilège de la masculinité, la suprématie de l'homme, "le fanjakan-dehilahy": juristes, historiens, sociologues et nous-même qui sommes réunis en cette salle sont en accord sur ce point.

Cette supériorité de l'homme et par voie de conséquence, la déconsidération de la femme, est formulée brutalement dans ces propos recueillis, au XVIII^e siècle: "la femme est pour notre famille un bien, tout comme la case ou la plantation ou l'animal. N'est-ce pas l'héritage le plus important laissé par un père décédé à ses fils (Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar- COAM, II, p, 234).

Après trois cents ans d'histoire; à l'orée du XXI^e siècle, sommes-nous débarrassé de ce statut inégalitaire et par delà les législations successives dont je citerai entre autres l'Instruction aux Sakaizambohitra de RANAVALONA II du 14 Juillet 1878- art 38 interdisant la polygamie"...fa ny mampirafy dia tsy atao amy ny fanjakako...", la femme malgache est-elle l'égale de l'homme. Trouve-t-elle dans le droit positif, matière à son plein épanouissement d'être humain?

Pour la clarté de cet exposé, considérons la femme dans le droit de la famille et dans le droit aux biens, et pour essayer de conclure, nous verrons le système de protection de ces droits soit leur effectivité: dans quelle mesure ils sont vécu et appliqué.

I- La femme et le droit de la famille

a)- Dans les groupes sociaux d'origine, la femme est perçue comme un mal nécessaire, le clan, le foko ne peut se passer de ses services pour assurer sa pérennité. La femme a un rôle strictement fonctionnel et utilitaire, elle est l'outil de reproduction.

Dans l'union primitive, la femme est remise par le groupe donneur - par la famille de la femme - au groupe preneur à la famille de l'homme; elle est alors affectée au service d'un homme. La notion de consentement de la jeune femme n'a aucun sens; le chef de la famille décide pour elle. Le mariage a un caractère éminemment social, les individus n'ont pas de mot à dire.

b)- Le droit coutumier des XVII^e siècle et XVIII^e siècle non écrit mais connu à travers les récits de différents missionnaires et voyageurs institutionnalise l'infériorité de la femme dans le droit civil, particulièrement celui du mariage. Quatre éléments paraissent édifiants sur ce point: l'endogamie, la polygamie, le consentement de la femme et les droits de la femme mariée.

* l'endogamie

L'endogamie est la règle de mariage qui vous fait marier à l'intérieur du groupe auquel vous appartenez (à l'intérieur du foko, de la tribu, du clan, du lignage). On parle alors du "vady havana", du "mivady mpihavana" ou mariage entre proches parents.

Elle est la manifestation du droit masculin sur une jeune fille de la famille et par cette pratique, la grande famille - le "foko" - établit une règle qui utilise la femme comme un instrument de

sauvegarde de la cohésion et de l'esprit de famille ou du lignage: Le "fianakaviana" "ny Terak'Ananona".

Le chef de cette famille gère le patrimoine familial dont fait partie la femme. Veuve, elle se transmet comme un bien dans la pratique du vady loloha, de frère à frère, de père à fils, de fils à père. La femme est "vady lova", littéralement l'épouse-héritage.

La pratique endogamique se justifierait également pour ses raisons de sécurité. La peur de l'étranger, élément d'extranéité est source de désaccord. Il est ennemi présomptif mais l'endogamie répondait surtout à un besoin de constituer des groupes étroitement liés pour l'auto-défense, l'entr'aide dans le contexte d'une vie économique précaire.

Cette endogamie a fait l'objet de multiples témoignages depuis trois siècles et dans toutes les régions de Madagascar. Elle est qualifiée d'incestueuse ou de bestiale. Aussi en 1616, le père d'Almeida déplore que dans l'Anosy - région de Fort-Dauphin - que les hommes épousent leurs cousines, nièces, les veuves de leur frère ou père (COACM, II, 197). Dans le pays Sakalava, le père MARIANO rapporte que les fils épousent sans aucune honte les veuves de leur père (COACM, II, 227) à l'exception de celle qui les a enfantés.

Dans le Sud-Est, FERRAND (Les Musulmans à Madagascar et aux Iles Comores. Tome II, 1896, p, 20) précise que chez les Antambahoaka de Mananjary et les Antemoro, les mariages entre frères et soeurs sont fréquents.

Et en Imerina précolonial, la tradition orale rapportée dans le "Tantaran'ny Andriana" du Père CALLET, les alliances entre "zanakolomirahalaha" et "zanakolomianadaha" - après la cérémonie levant l'interdit, appelée "ala-ondrana" sont recherchées.

- la polygamie

Elle est l'état d'un homme marié à plusieurs femmes en même temps. Cette accumulation de femmes est possible si l'homme a les moyens de les faire vivre; de ce fait, elle est l'affaire des riches et des grands chefs.

La femme reste l'instrument de fécondité-procréation; elle est aussi un bien de prestige et un outil pour les travaux domestiques et des champs.

Dans le temps comme dans l'espace, la polygamie est une pratique attestée. Le père MARIANO et le Capitaine RODRIGUEZ dans "la Relation de voyages de découverte faite à l'Ile Saint-Laurent - Madagascar 1613-1614 racontent que les hommes ont la liberté d'épouser plusieurs femmes (COACM, II, 74); sur la côte Ouest, en pays Sakalava du MENABE, le Père MARIANO se plaint du vice principal des Noirs (malgaches) qui consiste à prendre le plus grand nombre de femmes (COACM, II, 212); dans le Sud-Ouest, Robert DRURY, un blanc en captivité pendant quinze ans, confirme cette pratique (COACM, IV, 282). Dans la province de MATITANANA dans le Sud-Est, un rapport anonyme parle des grands qui

ont 20 à 25 épouses, enfermées dans un enclos de grands pieux comme un village fortifié où elles ont chacune une case et un magasin (COACM, VIII, 42).

La polygamie est la manifestation la plus voyante de l'infériorisation de la femme dans le cadre du "fanjakan-dehilahy". L'homme seul a le monopole de cette pratique, nul ne peut l'en empêcher. Il n'est tenu qu'à respecter certaines pratiques de compensation en payant le "taha"; la première épouse est contrainte d'accepter puisque la répudiation est le lot de celle qui s'oppose à la polygamie.

Par ailleurs, les parents de la jeune femme interviennent toujours pour raisonner leur fille récalcitrante et la pousser à accepter la rivale - rafa - pour conserver le réseau d'alliances établies. Souvent d'ailleurs, la première épouse, stérile, dévancera la démarche de polygamie en proposant une seconde épouse et prévenir ainsi sa propre éviction.

- L'absence consentement de la femme au mariage

Le mariage a toujours été l'évènement le plus important de la vie d'une femme. Le principal but est de donner des enfants, assurer la continuité de la souche, perpétuer le culte familial. "On se marie pour avoir des enfants" est une expression bien connue. La jeune fille est mariée dès qu'elle est formée physiquement, apte à avoir des enfants. Le signe extérieur en est le gonflement des seins et il n'y a pas d'âge légal pour se marier.

Le célibat est une pratique déconsidérée; il ne peut être un acte volontaire; la jeune fille est qualifiée de "tsy mahita vady". Et comme on ne peut avoir d'enfants que dans le mariage, seule la femme-mère - renianaka - a sa place dans la société.

La femme, instrument de procréation est une simple déléguée de sa famille auprès de celle du mari; elle est un trait d'union pour avoir des enfants. Sans enfant, elle est souvent répudiée. Son consentement au mariage est sans aucune signification, seul compte le consentement des pères-mères - ray aman-dreny -

Dans le Sud de l'île, F.CAUCHE en 1618, relate que lorsque "ces peuples veulent se marier, ils vont demander aux pères leur fille" (COACM, VII, 60); et les coutumes merina pré-coloniales ne reconnaissent comme élément fondamental du mariage que le consentement des parents. Andrianampoinimerina a été clair à ce sujet, les enfants qui se marient contre le gré de leurs parents s'affranchissent de l'autorité que lui, le Roi, leur a délégué et renient leur rôle de directeur de la famille.

Dans les années 1950 encore, le mariage Tsimihety est parfait du seul fait de l'échange de consentement des pères de famille (B.MAGNES - Essai sur les Institutions et Coutumes Tsimihety - in Bulletin de Madagascar, n°89,1953,p,49).

- les non droits de la femme mariée

* sens et portée du "vodiondry"

La femme mariée est rivée à son mari. Ce dernier a payé pour que l'autorité du père de la femme lui soit transférée. Ce paiement est dit "vodiondry" ou "vidim-bavy". La remise du "vodiondry" signe le consentement de la famille de la jeune femme pour que le mari devienne propriétaire des fruits du ventre de la femme. Les enfants sont rattachés à la famille paternelle.

A défaut de paiement, les enfants restent dans la famille de la mère et le mariage n'est d'ailleurs pas effectif. L'existence du paiement de mariage fait par le fiancé aux parents de la fiancée est réperé depuis près de 400ans: "la Relation de Voyages de Découverte 1613 -1614" faite par le Père MARIANO et le Capitaine RODRIGUEZ citée plus haut, dit que le fiancé paie au père de sa future pour rémunérer ainsi ses beaux-parents de l'avoir mise au monde et élevée.

Ce paiement a d'abord été fait en nature pour finalement devenir ce qu'il est maintenant.

* L'obligation de cohabitation s'impose surtout à la femme qui doit résider là où se trouve le mari et son groupe familial. Le transfert d'autorité du père au mari est rendu effectif par ce transfert du domicile.

Dans le cadre du nomadisme dans le Sud, la femme suit les déplacements du mari avec son groupe tout entier.

* L'obligation de fidélité est plus stricte pour l'épouse: si les écarts de conduite du mari sont considérés avec indulgence, l'infidélité de la femme est inexcusable puisqu'elle peut faire planer le doute sur le légitimité de la descendance de l'homme.

Soulignons cependant ici que cette explication ne concorde pas avec la conception traditionnelle de la filiation qui, en droit coutumier malgache, n'est pas un phénomène social; la filiation est reconnaissance sociale. En fait, l'infidélité mais un phénomène social; la filiation est une reconnaissance sociale. En fait, l'infidélité de la femme est très mal tolérée car il lui est refusée toute velleité de se mettre à la hauteur de l'homme dont il n'est pas question de contester la suprématie.

* La répudiation est du seul pouvoir de l'homme. Elle est le droit de renvoyer la femme dans sa famille. Le "misintaka" accordé à la femme est un simple pouvoir de retrait temporaire, la grande famille l'encouragera toujours à se soumettre et à réintégrer la maison du mari pour les enfants ou dans l'intérêt du "foko".

c)- Vers la fin du XIX^e siècle, la royauté a apporté des améliorations substantielles à la condition de la femme supprimant la polygamie - art 50 - code des 305 articles "ny mampirafy dia tsy azo atao amy ny Fanjakana" -en rendant facultatif le remplacement de l'époux défunt par le frère ou le père - art 52 du même code: "ny fanambadiana dia tsy azo terena ho entin-doloha intsony raha tsy

sitrapony" (les mariages ne peuvent plus être forcés entre beaux-frères et belles-soeurs, si telle n'est pas la volonté des intéressés) - et surtout par la reconnaissance du consentement de la fille à son mariage - art 51: "ny fanambadiana dia tsy azo terena hampifamofoina intsony raha tsy sitraky ny fon'izy mivady" - (le mariage ne sera plus le résultat de fiançailles forcées qui ne seraient pas au gré des futurs époux). La répudiation est désormais interdite, la femme a même son mot à dire dans le divorce - art 56: "ny misao-bady dia tsy azo atao. Kanefa raha misy antony lehibe tokony hisarahany, dia mahazo mitaraina amy ny Fanjakana na ny lahy na ny vavy. Ary raha misy misaraka ka tsy milaza amin'ny Fanjakana dia saziana"

d)- Dans cette optique de l'amélioration de la situation de la femme par les textes, le droit positif de la famille n'est pas en reste. C'est un droit essentiellement égalitaire.

- Comparativement au droit coutumier, la femme malgache depuis l'Indépendance jouit de tous les droits civils au même titre que l'homme. Elle a les mêmes libertés fondamentales - art 8 Constitution de 1992. Les deux précédentes Constitutions adoptées en droite ligne du droit français apportent cependant une innovation: le droit international (traité ratifié convention signée) a la même force obligatoire que le droit interne.

Le mariage ne porte pas atteinte à la capacité juridique des époux - art 56 de l'Ordonnance 62.089 du 01 Octobre 1962 sur le mariage modifiée par la loi 90.013 du 20 Septembre 1990; l'homme et la femme sont soumis aux mêmes obligations résultant du mariage que sont la cohabitation, la fidélité, le devoir de secours et d'assistance art 52 et 54 de l'ordonnance 62.089; chacun des époux peut être contraint de payer une pension alimentaire - art 60 - même ordonnance si le mari reste le chef de la famille, la femme concourt à la direction matérielle et morale de la famille - art 53, al.2.

Les règles régissant le divorce placent l'homme et la femme sous le même régime de l'égalité; la femme ne peut être répudiée et peut engager une procédure de divorce au même titre que l'homme - art 66 - Ordonnance 62.089 et depuis 1990; les époux qui n'ont pas signé le contrat de mariage particulier se partagent par moitié les biens acquis pendant la vie commune.

* les seules règles discriminatoires se trouvent au niveau de la sanction de l'adultère et de l'interdiction de la propagande anticonceptionnelle, la provocation à l'avortement.

. l'adultère de la femme est punie de prison - art 337 du Code Pénal, celui de l'homme d'une amende - art 338 -; la définition donnée n'est pas non plus la même: l'homme adultère entretient sa concubine dans le domicile conjugal, la femme adultère est toute femme infidèle en quelque lieu qu'elle se trouve.

. le meurtre de la femme adultère et de son complice par le mari bafoué est excusable - art 324 du Code Pénal - aucune disposition analogue n'est prévue pour l'épouse.

. la loi 90.030 du 19 Décembre 1990 est favorable à la mise en place d'un programme de planification familiale alors même que le décret du 30 Mai 1933 portant application à Madagascar de la loi française du 31 Juillet 1920 réprimé la propagande anticonceptionnelle. Soulignons en la forme, que cette loi civile 90.030 ne peut abroger une disposition pénale du décret de 1920.

II- La femme et le droit aux biens

a)- La propriété foncière est le bien par excellence dans un pays pauvre ou agricole comme Madagascar et la présomption de domanialité a toujours été la règle. "Ny Tany ahy" disant Andrianampoinimerina (la terre est à moi! et nul autre ne peut s'en dire le maître puisque vos personnes elles-mêmes m'appartiennent). L'appropriation en droit coutumier est régie par les deux principes constants de la Société malgache: le privilège de masculinité ou la suprématie de l'homme et le droit d'aînesse.

Cette appropriation des terres a fondamentalement une fonction sociale: la terre produit pour le "foko", la propriété est dès lors collective, familiale.

La terre des ancêtres est inaliénable compte tenu des aspects mythiques du droit de propriété: la terre, femme du créateur comme le souligne le proverbe "la terre est la première femme du créateur. Elle nourrit les vivants et entoure les morts"; ou la terre-mère alliant étroitement le sol natal à la mère. Ce caractère divin du sol fortement ancré dans les croyances explique que les coutumes ont toujours réglé le Droit de propriété.

Les hommes ont forgé la coutume, ils en sont les gardiens, aucun rôle n'est laissé aux femmes. D'ailleurs celle-ci est soit incapable absolue soit partiellement incapable.

- l'incapacité juridique absolue de la femme

La femme ne peut contracter ni acquérir pour elle-même. Nous avons vu pour le mariage que la jeune fille n'est pas concernée par les tractations; elle fait l'objet sinon d'un transfert de propriété, du moins de transfert d'autorité.

Elle sert à la procréation: elle n'a aucun besoin matériel; son père, son frère et son mari sont là pour y pourvoir. Déléguée dans le "foko" pour service du groupe, elle n'a aucune assise sociale; elle est mère et épouse. Cette condition est nécessaire et suffisante. Les hommes sont responsables de sa personne.

Répudiée, elle revient dans sa famille d'origine sous la tutelle du frère, du père ou de l'oncle. Elle n'a donc nul besoin de contracter ou d'acquérir. Jusqu'à son décès, elle est placée sous tutelle. La femme est le "bien meuble" transférable par excellence.

Cette incapacité est absolue dans le Sud, le Sud-Est de Madagascar.

- la capacité juridique est limitée

Aucune disposition royale dans l'Imerina pré-colonial ne porte interdiction aux femmes d'acquérir mais comme la terre ne se vend pas - Mémoire anonyme vers 1750 et que le partage en est fait par le Roi "atao ko an-ketra ny tany enti'nareo hanompo ahy. Koa izao no andaharako azy itovia'nareo ambanianandro...", la femme ne peut être propriétaire.

Toutefois le Code des 101 Articles de 1868 accordait sans distinction de sexe, le droit de vendre - art 41: "ary raha mivarotany hianao, na tanim-bary...et d'ester en Justice art 46 "Raha...sy miady tanindrazana azy lova ianao...". La femme peut donc disposer. Comment elle a pu acquérir? Deux principes d'accès aux biens peuvent être décelés dans le droit coutumier.

b)- l'accès aux biens par la succession, donation et testament

- Le principe essentiel du droit successoral malgache est la liberté absolue pour le défunt de disposer de ses biens comme il l'entend. Ce principe du Masi-mandidy n'est limité par aucune réserve héréditaire destinée aux enfants légitimes.

Aucune disposition particulière n'est prévue pour la femme et apparemment il peut lui être dévolu des biens meubles et immeubles comme elle peut valablement tester - art 71 -Code des 101 articles Alakarabo 1868: "ny mandidy harena...ka na iza na iza omeny..." art 72: "ary na dia zanaka nateraka aza...dia masi-mandidy amy ny azyny rainy aman-dreniny..."

c)- l'accès aux biens par les régimes matrimoniaux

A la dissolution du mariage, le sort des biens doit être réglé. Et ce droit à la dissolution signifie l'accès de la femme aux biens.

- Le droit traditionnel fait ressortir une pluralité des régimes matrimoniaux: le "kitay telo an-dalàna" en Imerina, en pays Bara; le partage par moitié dans le Nord en pays Betsimisaraka, Sihanaka, Vezo et le régime sans partage dans les ethnies du Sud-Est, du Sud et de la Côte-Ouest.

Ce régime est également connu sur les Hauts-Plateaux comme celui du "mizara-manta".

d)- le droit positif

- Il accorde à la femme des droits économiques égaux à ceux de l'homme - art 17 de la Constitution, de transmettre en héritage ses biens personnels - art 20.

* Et ce droit positif a consacré depuis 1990, le régime du partage par moitié des acquis auquel on peut déroger par un contrat de mariage.

* La femme a vocation égale à transmettre des droits et des biens par voie de succession, testament et donation - loi 67.030 du 18 Décembre 1967 modifiée par la loi 90.014 du 20 Juillet 1990 - ainsi que la loi 68.012 du 14 Juillet 1968.

- le droit du travail

Le droit de travailler semble le moyen moderne par excellence d'accession aux biens, particulièrement lorsque les biens meubles (droits des sociétés) prennent une place de plus en plus importante dans l'économie.

- La femme malgache se retrouve à toutes les hiérarchies. Mais il est certain qu'on hésite à lui confier les postes de responsabilité au double titre de son rôle de mère qui ne correspond pas toujours à l'idée d'une carrière et de son instruction qui n'est pas la priorité des parents.

Mais le prix du travail de la femme n'est pas payé au même tarif que celui de l'homme.

La Code du Travail définit le travail comme l'activité humaine rémunérée et paradoxalement la même activité peut être rémunérée ou non. Ainsi le bricolage pour améliorer son propre intérieur est du non travail, et être plombier ou électricien dans une entreprise est un travail.

Comment alors intégrer dans cette conception les activités de la femme au foyer sachant que ces activités ne sont pas facultatives et sont indispensables pour vivre: nettoyer, préparer les repas, suivre la scolarité des enfants alors qu'elles ne sont ni rémunérées ni comptabilisées dans l'économie du foyer. Ou encore comment intégrer dans la comptabilité économique globale le travail des femmes aux champs?

Ces activités considérées comme du non-travail relèguent à nouveau la femme à la conception primaire du rôle reproducteur, domestique.

- L'ordonnance 95.029 du 25 Août 1995 portant Code du Travail pose les mêmes règles pour l'homme et la femme - (conditions d'âge - nature du contrat). D'autres règles sont plus protectrices de la femme enceinte qui reçoit des allocations prénatales de 9 mois, peut quitter son travail sans préavis - Ordonnance 62.078 du 23 Septembre 1962.

La femme en couches est en droit de suspendre son travail pendant une période de six semaines avant l'accouchement et huit semaines après; la suspension est obligatoire pendant huit semaines, facultative pendant six semaines mais obligatoire si elle le demande.

Le décret 62.150 du 28 Mars 1962 interdit le travail de nuit, pose le principe du repos hebdomadaire; le décret 62.152 de la même

date porte interdiction pour les travaux dangereux, à caractère immoral, travaux insalubres, pénibles.

Le monde du travail rémunéré est un monde nouveau ouvert aux femmes. L'être humain doit travailler et ce travail obligatoire doit être assumé, non comme une fatalité ou autre malédiction divine mais comme la voie de se rendre libre et indépendant. Le travail est la condition de l'autonomie, de l'accès aux biens et partant de l'égalité.

Le travail est peut-être une contrainte nécessaire mais fondamentalement libératoire.

Et l'extrême pauvreté du pays, le caractère essentiellement agricole et le niveau d'instruction très bas des femmes amènent sans conteste possible, tout un chacun à réfléchir sur la redéfinition du travail.

Il ne suffira plus de se présenter sur le marché du travail avec une compétence; il faudra revoir l'accès au crédit pour les femmes, réinventer le travail par la création et l'imagination dépasser le paradigme de l'activité humaine rémunérée. La monoculture, l'exportation de produits sont des activités appelées à disparaître; à seule preuve ce que les économistes nomment la détérioration des termes de l'échange.

Outre le droit à l'héritage, au travail, à l'accès au crédit, la Constitution inscrit comme principes fondamentaux de la République le droit à l'instruction, à l'enseignement, à la formation. En contrepartie de ces droits, la femme malgache a-t-elle des obligations et des responsabilités? Saura-t-elle les assumer comme elle a su revendiquer ses droits?

Le droit est en principe le reflet de comportements, d'acquis sociaux. Le nôtre semble toutefois en avance et n'a pas l'adhésion des acteurs soit par méconnaissance soit par méfiance et crainte.

Les résistances actives et passives rendent ineffectives des règles, somme toute, publiées pour le mieux être de tous. Or il ne serait pas exagéré d'affirmer que les gens, sujets de droit ne voient pas ce que la loi apporte de mieux dans leur vie.

Pour terminer cette intervention il semble opportun de dire un mot donc sur l'effectivité de droits et non-droits.

- Si le droit coutumier, fondamentalement oral met la femme sous la tutelle de l'homme, qu'il s'agisse du père, du mari ou du frère en sa qualité de "Fanaka malemy" un meuble fragile qui requiert protection de son clan, lignage et tribu partie intégrante de cette société, sa protection physique et celle des fruits de son ventre est un droit effectivement protégé.

- le droit partiellement écrit du XIX^e siècle mettait la femme sous la protection du "Fanjakana" qui a le droit de justice et des traditions. "Raha misy Malagasy mitaraina alahelo dia entonareo

miakatra Antananarivofaingana na ilay mitaraina na ilay taraininy" art 21 Inst. aux Sakaizam-bohitra.

- le droit positif ne reconnaît plus que la protection des juridictions. Le relais humain que constitue le Juge doit avant tout être perçu comme de qualité (compétence probité) déjà l'article 20 du Code des 101 articles a prévu "ny mpitsara azon-tamim-bola aman-karena ka anameloka ny marina ary hanamarina ny meloka dia atao gadra-lava 20 taona"

Et tout en posant la question de l'effectivité des droits par la connaissance même de leur contenu, ne serait-il pas venu le temps d'avoir l'adhésion des sujets de droit.

Le problème des droits de la femme n'est qu'un aspect, certes important pour le développement à Madagascar mais son plein épanouissement ne peut se faire qu'en harmonie avec l'autre moitié de la population, le mâle qui ne lâchera pas non plus facilement ses privilèges séculaires.

Les discussions ont porté sur la recherche de solutions et les propositions suivantes ont été avancées:

- Information - Education - Communication IEC de la femme sur ses droits et éducation de tous au respect des principes de l'égalité des droits.

- Mobilisation de tous pour revendiquer l'effectivité du droit positif. Mise en place de programmes d'information et d'éducation aux fins d'éliminer les préjugés qui s'opposent au principe de la pleine égalité des femmes.

- Coordination et rationalisation des actions à entreprendre.

- Etablissement d'une banque des données pour parvenir à la connaissance de la couverture d'application effective de la législation sur le droit de la famille, et rechercher les obstacles à la mise en oeuvre de sanctions à l'encontre de la violation des droits.

- Amélioration de la législation notamment sur le droit de la famille et l'emploi, en vue d'une meilleure application de la législation. Connaissance de règles coutumières et des obstacles contraignantes pour la femme, par une enquête, préalablement à une réforme législative.

- Abrogation des lois discriminatoires et contraires à l'épanouissement de la femme.

SYNTHESE SUR LE THEME
"L'EVOLUTION DE LA SITUATION JURIDIQUE DE LA
FEMME MALGACHE"

Président de séance : Madame RAVAO Thérèse
Secrétaire d'Etat à la Population
Présentateur du thème : Me RAKOTO Lydia,
Avocat à la Cour
ContradictEUR : Madame RANAIVO HARIVONY Bakolalao,
Magistrat.

I. INTERVENTION DU PRESENTATEUR DU THEME

Pour introduire le sujet, l'intervenant a mis l'accent sur le principe de non discrimination à l'égard de la femme, posé par la Constitution et sur le fait que le droit positif Malgache est un droit fondamentalement égalitaire, pour ensuite relever que la situation de la femme Malgache a varié dans le temps et dans l'espace et selon sa classe sociale, sauf une variante commune, le privilège de l'homme.

Pour développer le sujet l'intervenant a présenté successivement:

- la femme dans le droit de la famille: sa place, son rôle
- la femme et l'accès aux biens: les possibilités et opportunités offertes.
- la femme et la protection de ses biens: les moyens de protection et leur contrôle.

L'intervenant a pris trois repères dans le temps, à travers trois cents ans d'histoire, la période traditionnelle, la période de l'occidentalisation de Madagascar (dont le christianisme et la colonisation sont des étapes), et la période actuelle.

1) En ce qui concerne la femme dans le droit de la famille, l'intervenant a mis en relief la fonction de la femme dans les groupes sociaux d'origine: elle a un rôle fonctionnel et utilitaire (outil de reproduction-affectée au service d'un homme-incapable juridiquement).

Dans le droit coutumier, ces éléments se retrouvent à travers les institutions:

- l'endogamie qui est une règle de mariage à l'intérieur du groupe d'appartenance (instrument de sauvegarde de la cohésion de l'esprit de famille ou du lignage)
- la polygamie qui est l'état d'un homme marié à plusieurs femmes de manière simultanée

- le consentement de la femme au mariage qui n'est pas nécessaire.

L'accord de la famille ou du père est seul requis vu la fonction sociale du mariage.

- les droits de la femme mariée : appartenance à la famille du mari. Obligation de de cohabitation-de fidélité-répudiation unilatérale sauf l'exercice du "misintaka".

L'intervenant a souligné l'amélioration de la condition de la femme par la suppression de la polygamie dans le droit coutumier du XIX^e (Code des 305 articles)

L'intervenant a souligné que dans le droit positif, la femme est mise sur un plan d'égalité par rapport à l'homme en ce qui concerne les droits et obligations du mariage, et bénéficie de la pleine capacité juridique. L'intervenant a mis en relief les règles discriminatoires du droit positif, en ce qui concerne l'adultère, le meurtre de la femme adultère et la loi du 1920 réprimant la propagande anticonceptionnelle.

Un inventaire des lois en règlements socio-juridiques concernant la femme a été remis aux participants.

2) La deuxième partie de l'intervention traite le sujet de la femme et du droit des biens

L'intervenant a présenté le droit coutumier de propriété régi par deux principes, le principe de la masculinité et le droit d'ainesse, en vue de protéger la propriété collective et familiale. Les conséquences pour la femme sont qu'elle est frappée d'une incapacité juridique, soit absolue, soit limitée:

- elle ne peut contracter ou acquérir pour elle même

- elle est sous tutelle(les hommes de sa famille sont responsables de sa personne)

- dans certains cas, elle ne peut acquérir que des biens meubles à l'exclusion des immeubles.

L'intervenant a fait ressortir la pluralité de régimes matrimoniaux: le "kitay telo an-dàlana ", le partage par moitié le "mizara manta" et le régime sans partage.

L'intervenant a ensuite présenté le droit positif qui accorde à la femme des droits économiques égaux à ceux de l'homme, et reconnaît une vocation égale pour l'homme et la femme de transmettre des droits et des biens par voie de succession, testament ou donation.

3) Le troisième volet de l'intervention a été la femme et l'accès aux biens

L'intervenant a mis l'accent sur la non valorisation du travail de la femme, en raison de préjugés et pratiques discriminatoires pour ensuite parler du droit positif accordant des droits à la femme. Il a été notamment relevé combien ces droits sont fragiles et bafoués dans la pratique.

L'intervenant a ensuite soulevé le problème de l'inapplication des textes en posant le pourquoi de cet état de chose.

Le contradicteur a félicité le présentateur du thème pour la qualité de son intervention et a livré un certain nombre de réflexions pouvant servir de base à la discussion:

1°) Le principe de l'égalité de droit posé par la Constitution est appuyé par le fait que le préambule de la Constitution du 18 septembre 1992 fait sienne la charte Internationale des Droits de l'homme (dont la convention sur l'élimination de toutes les formes du droit positif. La convention des Femmes est considérée comme une loi interne ayant force obligatoire au même titre que la Constitution.

Or, il existe des règles discriminatoires (code pénal-code de la nationalité) outre que la jouissance et l'exercice de certains droits restent pour beaucoup de femmes théoriques.

Existe-t-il à Madagascar un contrôle efficace de l'application effective des textes? les violations de droit sont elles réellement sanctionnées?

2°) Au moment de l'élaboration de la législation en 1960 une enquête socio-juridique sur le droit existant a été faite sous l'autorité du Ministère de la justice. La nouvelle législation devait concilier trois impératifs

la préservation du patrimoine culturel-l'unification de la législation -la modernisation du droit pour permettre à l'individu d'épanouir. Les lois élaborées ont-elles atteint ces objectifs?

3°) La législation de 1960 s'est efforcée de promouvoir le couple issu de mariage.

Quelle valeur donner aux unions coutumières, libres, passagères ou temporaires non consacrées par la loi, et quel est le sort réservé aux femmes (le plus souvent régies par la coutume);

4°) Des reformes législatives importantes sont intervenues en 1960 (dont "le kitay telo an-dàlana" supprimé au profit du "zara-mira"). Est ce que des reformes législatives, la loi peuvent et suffisent à résoudre la problématique de la condition de la femme?

5°) L'unification législative n'a pas réussi à supplanter les divergences des règles coutumières qui demeurent appliquées. Les violations de droit sont fréquentes.

. est ce parce que le pays ne dispose pas de moyens en structure, en personnel et en financement pour l'application effective de la loi?

. est ce parce que la population n'a pas été suffisamment préparée à recevoir et à accepter les lois existantes?

. est ce parce qu'on se heurte à des résistances culturelles et socio-économiques et à l'ignorance par les femmes de leur droit?

. est ce parce que les structures existantes ne sont pas adaptées aux besoins des femmes?

II- DEBATS

Les débats ont été dirigés par Madame le Ministre, président de séance.

Les participants ont au cours des débats mis en relief les formes de l'inégalité et de la discrimination dans la pratique et le quotidien de la femme malgache, pour souligner l'inapplication des règles du droit positif et la violation des droits.

Les discussions ont porté sur la recherche de solutions et les propositions suivantes ont porté sur la nécessité l'Information-Education-Communication(IEC) des femmes afin de respecter le principe de l'égalité des droits et de la mobilisation de tous pour revendiquer l'effectivité du droit positif. La mise en place de programmes d'information et d'éducation aux fins d'éliminer les préjugés qui s'opposent au principe de la pleine égalité des femmes est une condition essentielle pour l'avancement de celles-ci.

III-RECOMMANDATIONS

- Coordination et rationalisation des actions à entreprendre
- Etablissement d'une banque des données pour parvenir à la connaissance de la couverture d'application effective de la législation sur le droit de la famille, et situer les obstacles à la mise en oeuvre de sanctions à l'encontre de la violation des droits .
- Amélioration de la législation notamment sur le droit de la famille et l'emploi, en vue d'une meilleure application de la législation. Connaissance de règles coutumières et des obstacles contraignantes pour la femme, par une enquête, préalablement à une réforme législative.
- Abrogation des lois discriminatoires et contraires à l'épanouissement de la femme.
- Actualiser la connaissance des droits coutumiers et déterminer leurs relations avec le droit positif
- Les femmes demandent par exemple la sécurité des enfants dits adulterius par le droit positif est mieux assuré par les droits coutumiers .

Avant de clore la séance, Madame Le Ministre a effectué une synthèse des interventions de la demi journée pour conclure sur la nécessité de la solidarité et de la mobilisation de tous.

SITUATION DE LA FEMME ET CONSEQUENCE SUR L'ENFANT

INTRODUCTION: CONTEXTE ACTUEL

Madagascar compte actuellement 12.092.197 habitants selon RGPH et 12.332.934 selon l'EPM.

TABLEAU 1 : REPARTITION DE LA POPULATION MALGACHE, RESULTATS COMPARES DE L'EPM ET RGPH 1993

Cette population se répartit comme suit :

51,7% sexe féminin, 23,74% enfants de moins de 7 ans, 55,8% de moins de 20 ans. La tranche âge de 7 - 64 ans compte 73% de la population et il y a plus de nourrissons (enfants de moins de 1 an) que de personnes âgées de 65 ans plus. Bref MADAGASCAR présente une population jeune, une forte dominance en nombre du sexe féminin.

Les écarts économiques et sociaux entre les régions sont considérables. Certains territoires vastes sont désertiques et peu exploités alors que d'autres offrent une image de fertilité et de surpeuplement (densité moyenne 17 hab/Km²), concentration dans les villes.

Madagascar est engagé actuellement dans un long processus d'ajustement socio-économique, tente de réformer son système financier et budgétaire, de façon à appuyer son développement sur ses richesses : meilleur système de taxation et de perception, gestion rationnelle de devises... La stabilité monétaire et l'équilibre des finances devraient servir à atteindre des objectifs d'amélioration de la qualité de vie (éducation et santé pour tous, sécurité alimentaire et emploi...). Malgré cet effort, le pays s'appauvrit considérablement depuis la dernière décennie et le fossé entre ceux qui n'ont rien et ceux qui ont plus s'élargit.

En matière de santé, certaines zones offrent des structures sanitaires plus ou moins satisfaisantes exemple: 3 provinces ont un ratio de 1 médecin pour 17 000 habitants, tandis que les autres, 1 médecin pour

25 000 à 27 000 habitants. La fourniture de médicaments essentiels n'atteint que 243 FMG par an par habitant (analyse de situation des enfants et des femmes à Madagascar), soit 8 fois moins que les normes de l'OMS (1 US\$ / an / hab). Le budget alloué à la santé est constamment en baisse, bref l'ensemble du système de santé à Madagascar est défaillant.

Par ailleurs compte tenu du déséquilibre régional, de la disparité de la disponibilité alimentaire, du niveau de vie bas de la population, les anémies et carences nutritionnelles sont communes et menacent la majorité de la population surtout les femmes et les enfants.

La couverture en eau potable (moins de 25% pour le pays), le système d'évacuation d'excréments insuffisant expliquent en grande partie la prévalence des maladies infectueuses.

Quant au système éducatif malgache, il souffre d'un faible taux net de scolarisation (62%), un taux de déperdition élevé (20%), un taux de passage en moyenne 48%, un taux de réussite 30% (source : MEN). Si on compare les résultats du recensement 1975 et 1993.

**TABLEAU 2 : REPARTITION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION URBAINE
SELON LE STATUT DE SCOLARISATION (RGPH 1975 et 1993)**

On assiste à une dégradation constante qui constitue une grande menace pour l'avenir du pays. Les génération de jeunes qui abandonnent l'école viennent s'ajouter en nombre à celles qui ne l'ont jamais fréquentée.

Par conséquent on constate actuellement un accroissement considérable d'analphabètes (54,2% : RGPH) pour l'ensemble du pays.

**TABLEAU 3 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION RESIDENTE AGEE DE 10
ANS PLUS PAR SEXE SELON L'ALPHABETISATION**

Cette situation influt essentiellement sur les groupes vulnérables : les femmes et les enfants.

I - SITUATION DE LA FEMME

L'existence de différents textes juridiques et autres en faveur de la femme est appréciable, l'évolution du rôle de la femme dans la société commence à être perceptible surtout en milieu urbain. Toutefois on note dans certaines régions comme le SUD que le statut inférieur des femmes persiste.

I-1 Santé de la femme

Nous n'allons pas nous étendre sur la santé de la femme qui fera l'objet d'un autre thème, je me limiterai à vous donner quelques statistiques qui influenceront sur la condition de l'enfant.

Taux de mortalité maternelle élevé : 570 pour 100 000 naissances vivantes. Les régions de Mahajanga et de Tuléar enregistrent les taux de mortalité les plus élevés à cause de leur enclavement. Cause : complication de l'avortement, hémorragies pros-partum, et d'autres complications de la grossesse.

Taux de fécondité : 6,1 avec 3,2 dans la Capitale, 6,7 en milieu rural, 3,8 dans les autres villes. Age moyen de procréer : 16 - 19 ans (source ENDS).

Concernant **la contraception**, selon les résultats de l'EPM, 127 femmes sur 1 000 sont favorables à l'utilisation des méthodes contraceptives. On note que la province d'Antananarivo a la plus forte proportion de favorable (23%) suivie d'Antsiranana (10%). Fianarantsoa est la plus réticente (2%).

I-2 Education

L'Education est l'une des composantes socio-économiques des conditions de vie des ménages et dont le niveau est un indicateur du niveau de développement d'un pays.

TABLEAU 4b : TAUX DE SCOLARISATION DE LA POPULATION RESIDENTE AGEE DE 6 A 14 ANS PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR FARITANY

Il n'y a pas de variation significative du taux de scolarisation par sexe. Par contre l'écart entre milieu urbain et rural demeure élevé au détriment de la femme quel que soit le Faritany, et on observe un écart de 1% entre homme et femme en milieu urbain.

Si nous regardons la structure de la population par sexe et selon la scolarisation, on constate que la proportion des femmes qui n'ont jamais été à l'école aussi bien en milieu urbain que rural et supérieur à celle des hommes, de même la proportion des femmes qui ont fréquenté l'école surtout en milieu rural 40% contre 47%.

Causes : tradition , coutume, grossesse précoce, absence état civil, insécurité.

Niveau d'instruction des femmes

TABLEAU 4c : REPARTITION EN POURCENTAGE PAR NIVEAU ET MILIEUX DES INSTRUITS SELON LE SEXE (EPM)

En milieu urbain : 53% des femmes ont atteint le primaire, 40,6% le secondaire, 6,4% le niveau supérieur.

Les femmes continuent leurs études en secondaire mais on remarque le pourcentage élevé (53%) qui n'ont fait que le primaire et qui sont des analphabètes potentielles.

Causes : coût élevé de la vie en milieu urbain, enfant aide familial Tandis qu'en milieu rural : 83% sont du niveau primaire, 16,0% niveau secondaire, 0,2% niveau supérieur. La majorité s'arrête au niveau primaire, l'écart est énorme entre le niveau primaire et supérieur aussi bien rural qu'urbain.

TABLEAU 5 : REPARTITION DE LA POPULATION RESIDENTE AGEE DE 6 ANS ET PLUS PAR SEXE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION (Source : RGPH 1993)

L'écart absolu entre les sexes est plus marqué dans la population sans niveau d'instruction (33% masculin contre 39% femmes) que dans

celle niveau primaire 49% contre 46%. Il est beaucoup moins important au niveau secondaire et plus.

- L'analphabétisme

Chiffrer le nombre d'analphabètes est difficile. Dans l'enquête EPM elle parle de population non instruite que d'analphabétisme et a essayé de faire une projection à partir de cette définition. Il apparaît donc le Faritany d'Antananarivo a la plus faible proportion de non instruits tandis que les autres Faritany sont au même niveau sauf Tuléar qui est la plus forte 63%.

TABLEAU 5b : TAUX D'ALPHABETISATION DE LA POPULATION RESIDENTE AGEE DE 10 ANS ET PLUS PAR MILIEU DE RESIDENCE SELON LE SEXE (RGPH 1993)

Il apparaît qu'en milieu urbain, 67% des femmes seulement sont alphabétisées contre 70,9% d'hommes et en milieu rural 35,4% de femmes contre 41,6% d'hommes, en moyenne 43,3% de femmes et 48,4% d'hommes sont alphabétisés dans le pays. Fianarantsoa 33,5% et Tuléar 23,8% ont le plus faible taux de femmes alphabétisées.

1-3 Situation économique

Le niveau d'instruction influe sur l'emploi des femmes. La majorité en milieu urbain se retrouve dans le secteur informel, ou sont des ouvrières salariées sans qualification. Tandis qu'en milieu rural la grande proportion sont des petits exploitants agricoles en particulier à Fianarantsoa.

TABLEAU 6b : REPARTITION DES FEMMES SELON GSE ET NIVEAU D'INSTRUCTION (EPM)

En comparaison avec enquête MICS

TABLEAU : CARACTERISTIQUES DES CHEFS DE MENAGE (MICS), PAR BRANCHE D'ACTIVITES

Branche d'activités	urbain	rural	masculin	féminin	ensemble
Agriculture	12,3	81,7	63,8	55,7	62,0
Elevage	0,6	0,8	0,6	1,3	0,8
Pêche	1,9	1,5	1,7	1,2	1,6
Artisanat	14,2	3,1	5,4	9,1	6,2
Commerce	15,7	2,8	5,1	11,3	6,5
Autres branches	43,1	7,9	20,1	10,6	17,9
Non occupé	12,0	2,2	3,2	10,9	4,9

On trouve aussi le plus de femmes chefs de ménage en milieu rural, dans l'agriculture. Elle sont plus nombreuse dans le commerce car il n'y a pas beaucoup de qualification. Les hommes dominant dans les autres branches.

**TABLEAU 6 : REVENUS MOYENNE PAR AN DES FEMMES CHEFS DE MENAGE
SELON LE GSE (EPM)**

Les petits exploitants agricoles ont le plus faible revenu.

- Situation matrimoniale

La pauvreté croissante engendre l'éclatement du noyau familial et beaucoup de femmes sont divorcées selon l'EPM et deviennent chefs de ménage.

**TABLEAU 7 : POURCENTAGE DES FEMMES MARIEES ET DIVORCEES SUIVANT LE
MILIEU (EPM)**

Nous remarquons le grand pourcentage de femmes divorcées.

II- CONSEQUENCES DE LA SITUATION DE LA FEMME SUR CELLE DE L'ENFANT

Les conditions de vie de l'enfant sont tributaires des conditions de vie de la mère, aussi nous parlerons de la situation de l'enfant et essayer de l'expliquer à partir de la situation de la mère.

2-1 Santé de l'enfant

Taux de mortalité infantile : taux de mortalité infantile élevé entre 94 - 114%. En milieu urbain : 75%, rural : 107%.
Disparités régionales : Mahajanga 126%, Fianarantsoa et Tuléar 117%.

Ce taux varie selon le degré d'instruction de la mère :

Sans instruction : 138 %

Primaire : 98%

Secondaire : 82%

Supérieure : 48%

Source : ENDS 1992

Moins la mère est instruite, plus la mortalité infantile est élevée

Causes : durant sa grossesse 85% des femmes se rendent en consultation prénatale, seul 55% des naissances sont assistées (8% par un médecin), 57% accouchent en domicile (ENSEF-1992).

Les autres ont recours à la matrone.

. La malnutrition, faible niveau de vie de la mère entraînant un accès quasiment impossible aux médicaments

. La dépense en santé est dérisoire par rapport à celle de l'alimentation (Ex : 1% à Fianarantsoa contre 80% pour l'alimentation).

Taux de mortalité infanto-juvénile (TMM5) : c'est le nombre de décès d'enfant de moins de 5 ans pour mille naissances vivantes au cours d'une année. Le TMM5 est un excellent indicateur pour le développement d'un pays. En effet il est la résultante d'une

quantité de facteurs qui tous déterminent la survie et le développement de l'enfant entre autre le niveau d'instruction de la mère. L'enquête ENDS constate qu 'un enfant dont la mère est sans instruction a une probabilité de mourir avant 5 ans (222%) trois fois plus élevée que celle d'un enfant dont la mère a le niveau secondaire (66%)". Moins la mère est instruite, plus l'enfant n'a pas de chance d'atteindre son cinquième anniversaire. En général l'enquête nationale sur la situation de l'enfant et de la femme en 1992 (ENSEF) note un TMM5 de 166%.

Taux de vaccination :

Selon l'enquête MICS, proportion d'enfants de 12 - 23 mois complètement vaccinés : garçons : 56,3%, filles 47,1%, ensemble 51,5%.

Les plus faibles taux sont Antsiranana et Tuléar.

Les types de vaccins les plus utilisés : BCG, DTC3, POLYO, ROUGEOLE. Malgré la gratuité des vaccins, les enfants ne sont pas tous vaccinés. Différents facteurs contribuent à cette situation : répartition des vaccins, insuffisance de chaînes de froid, et surtout l'éloignement des centres de soins et la méconnaissance des femmes sur l'utilité de faire vacciner son enfant.

TABLEAU : POURCENTAGE DES ENFANTS COMPLETEMENT VACCINES (12 - 23 MOIS) AVANT LEUR PREMIER ANNIVERSAIRE

2-2 Education de l'enfant

Remarques : Taux d'inscription et taux de scolarisation posent un problème de concept. Les statisticiens emploient ses termes indifféremment, or il y a une différence, taux d'inscription pourrait être plutôt un indicateur de performance tandis que taux de scolarisation est un indicateur de résultats. Sujet à réflexion.

Selon MICS, taux d'inscription 1995, 61,5% dont 83,5% en milieu urbain et 54,2% en milieu rural, 61,6% de sexe masculin et 61,4% de sexe féminin. Résultats avoisinent le taux du RGPH et de la DPE du MEN (62%)

Grand écart entre urbain et rural, cela s'explique par :

- le grand nombre de population en milieu rural et la majorité de femmes chefs de ménage petits exploitants agricoles.
- la perte de valeur du système scolaire vis à vis des parents.

TABLEAU 9 : EPM : SCOLARISATION DES ENFANTS SUIVANT NIVEAU D'INSTRUCTION DE LA FEMME

69% des enfants non scolarisés sont issus de femmes analphabètes. Plus la femme a un niveau d'instruction bas, plus l'enfant n'aura pas de chance à faire des études supérieures.

TABLEAU 10 : EPM : SCOLARISATION DES ENFANTS PAR RAPPORT AU GSE DES FEMMES

Le pourcentage du revenu attribué à l'éducation des enfants est moindre par rapport à celui de l'alimentation. Exemple à Fianarantsoa, grand nombre de femmes exploitants agricoles, taux de scolarisation bas, 1,8% du revenu familial seulement est destiné à l'Education.

Causes : nombre d'enfants élevé, obligeant la mère à choisir et limiter le nombre d'enfants à envoyer à l'école. Pouvoir d'achat faible. Enfant aide familial surtout si la mère est obligée de travailler.

2-3 Enfants en circonstances difficiles

Enfants de rue

La pauvreté oblige les familles et en particulier les femmes à lutter pour survivre. Les enfants sont devenus un moyen de survie pour la plupart des parents aussi bien en milieu rural qu'urbain. La mendicité gagne du terrain en milieu urbain et l'exploitation des enfants à cette fin connaît une évolution inquiétante.

L'exposition des enfants dans les rues avec leurs mères ou leurs aînés au bord de la route devient chose courante afin d'implorer la pitié des passants. L'utilisation de ces enfants selon les observations des ONG frôlent l'esclavage car certains enfants sont "loués" par leurs parents surtout les mères à une tierce personne.

Actuellement dans le FIV TAN I selon le comptage fait par le MINSAN-SEP/FIV TANA/UNICEF, on compte 2 032 sans abris dont 1243 hommes et 789 femmes (61,17%/38,83%) dont 10,42% enfants de sexe masculin de 6 à 15 ans et 7,18% de filles de même âge.

Selon les estimations, on compte 3 000 enfants de rue à Antananarivo et entre 900 et 1 100 à Antsirabe.

Dans la majorité des cas les enfants touchent en moyenne 845FMG par jour, ce salaire est versé directement au chef de famille. Le travail des enfants qui est perçu comme une méthode de scolarisation, qui aide à acquérir le sens de responsabilité, devient de plus en plus aigu aussi bien en milieu rural qu'urbain. Cette situation mérite une étude particulière.

Enfants handicapés

Les enfants handicapés dont la plupart des handicaps proviennent d'une mal formation congénitale, font partie des 8% à 10% des l'ensemble des personnes handicapées selon les estimations du OMS. Ils sont en général issus des familles nécessiteuses et leur handicap est considéré être la volonté de Dieu, effet d'une sorcellerie suite au non respect du fady, malédiction des ancêtres...

Les mères de famille sont considérées être les premières responsables de cet handicap, et le fardeau de prendre en charge incombe essentiellement car ces enfants sont contraints à l'oisiveté.

Enfants en prison

Environ 300 enfants se trouvent incarcérés dans les prisons avec les adultes. Selon les constats, ils sont issus de parents divorcés et élevés par une mère seule : les motifs de leur incarcération est le vol pour pouvoir survivre.

CONCLUSION

Avoir une économie prospère n'est pas suffisante pour développer un pays. La survie d'un enfant, sa scolarisation sont aussi des principaux indicateurs de développement d'un pays. Elles dépendent essentiellement du niveau d'instruction de la mère et du revenu de la famille. Actuellement quel avenir réservons-nous à notre pays si les chiffres que nous avons mentionnés concernant la situation de la femme ne changent pas, si nos dirigeants et tout un chacun ne sont pas encore conscients de l'importance de la place de la femme dans la société ?

TABLEAU 1

FARITANY	POPULATION DE MADAGASCAR					
	sexe masculin		sexe féminin		ensemble	
	EPM	RGPH	EPM	RGPH	EPM	RGPH
ANTANANARIVO	30,31	29,11	29,64	28,51	30,12	28,81
FIANARANTSOA	19,52	21,92	19,29	22,26	19,41	22,09
TOAMASINA	16,09	16,05	16,48	15,96	16,29	16,00
MAHAJANGA	12,55	11,07	13,05	10,94	12,80	11,00
TOLIARA	13,61	14,16	13,36	14,44	13,48	14,30
ANTSIRANANA	7,62	7,70	8,18	7,88	7,90	7,79
ENSEMBLE	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
EFFECTIF TOTAL	6112973	5991171	6219961	6100986	12332934	12092157

Population de Madagascar, comparaison en pourcentage et en effectif des résultats de l'EPM et de RGPH
Source EPM

TABLEAU 2

SEXE	FREQUENTATION SCOLAIRE					
	N'a jamais fréquenté		Fréquente		A fréquenté	
	1975	1993	1975	1993	1975	1993
MASCULIN	17	17	38	29	45	55
FEMININ	24	20	33	27	43	53
ENSEMBLE	21	19	36	28	44	54

Répartition de la population urbaine selon le statut de scolarisation aux RGP de 1975 et 1993
Source RGPH

TABLEAU 2b : Répartition (en %) de la population résidente âgée de 6 ans et plus par milieu de résidence et par sexe selon la scolarisation

SEXE ET MILIEU DE RESIDENCE	SCOLARISATION			
	N'a jamais fréquenté	Fréquente	A fréquenté	Total
MASCULIN				
Urbain	16,9	28,6	54,5	100
Rural	38,2	14,6	47,2	100
Ensemble	33,3	17,9	48,8	100
FEMININ				
Urbain	20,3	26,8	52,9	100
Rural	44,9	14,2	40,9	100
Ensemble	39,0	17,2	43,8	100
ENSEMBLE				
Urbain	18,6	27,7	53,7	100
Rural	41,5	14,4	44,1	100
Ensemble	36,2	17,5	46,3	100

TABLEAU 3 : Répartition (en %) de la population résidente âgée de 10 ans et plus par sexe selon l'alphabétisation

SEXE	NON ALPHABETISE	ALPHABETISE			
		Sait lire et écrire le malgache	Sait lire et écrire le malgache et d'autres langues	Sait lire et écrire autre langue	Ensemble
Masculin	51,6	29,7	18,0	0,7	100
Féminin	56,7	27,6	15,1	0,6	100
Ensemble	54,2	28,7	16,5	0,6	100

TABLEAU 4 : Répartition (en %) par niveaux et milieux

Milieu et niveau d'instruction	Masculin	Féminin
MILIEU URBAIN		
Niveau primaire	50,6	53
Niveau secondaire	39,8	40,6
Niveau supérieur	9,6	6,4
TOTAL	100	100
MILIEU RURAL		
Niveau primaire	80,6	83,8
Niveau secondaire	18,8	16,0
Niveau supérieur	0,6	0,2
TOTAL	100	100

TABLEAU 5 : Répartition (en %) de la population résidente âgée de 6 ans et plus par sexe selon

le niveau d'instruction

SEXE	NIVEAU D'INSTRUCTION				
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Masculin	33,2	49,0	16,2	1,6	100
Féminin	39,1	45,5	14,4	1,0	100
Ensemble	36,2	47,2	15,3	1,3	100

TABLEAU 5b : Taux d'alphabétisation (en %) de la population résidente âgée de 10 ans et plus

par milieu de résidence selon le sexe

SEXE	TAUX D'ALPHABETISATION		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Urbain	70,9	67,1	69,0
Rural	41,6	35,6	38,6
Ensemble	48,4	43,3	45,8

TABLEAU 5c : Taux d'alphabétisation (en %) de la population résidente âgée de 10 ans et plus par Faritany et par sexe

FARITANY	SEXE		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Antananarivo	68,0	64,6	66,3
Fianarantsoa	39,1	33,5	36,2
Toamasina	50,0	43,6	46,8
Mahajanga	40,2	32,7	36,5
Toliara	24,5	21,8	23,1
Antsiranana	51,7	45,2	48,4
Ensemble	48,4	43,3	45,8

TABLEAU 6

FARITANY	REVENU					
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana
GSE						
1	10642293,30	1521946,10	1111846,30	675349,00	527934,52	803860,09
2	964940,06	803998,51	318808,00	538834,62	338932,56	85812,24
3	8723337,55	1224847,90	843669,78	908038,64	917704,40	1496947,90
4	2503562,70	494189,65	329400,00	342800,00	409764,00	692089,00
5	2432870,40	947814,06	889315,15	1427349,90	474964,71	-3420323,00
6	4279066,70	2829966,70	2600000,00	1000000,00	3321833,30	1217235,00
7	1888630,90	1162648,50	904041,88	1140650,00	995800,00	973512,50
8	1209388,80	1190116,60	1021879,90	675312,50	538517,40	939450,00
9	1869427,40	553984,44	873691,67	406947,63	991130,00	275478,57
10	1456134,80	602067,50	-7316050,00	2217733,30	842107,69	441375,00
TOTAL	35969652,61	11331579,96	1576602,68	9333015,59	9358688,58	3505437,3

TABLEAU 7

FARITANY	MARIEE	SITUATION MATRIMONIALE DIVORCEE
ANTANANARIVO		
CAPITALE	0.5%	8.5%
GCU		0.6%
CUS		0.2%
RURAL		7.6%
FIANARANTSOA		
GCU		1.1%
CUS	0.1%	1.9%
RURAL	0.7%	14.3%
TOAMASINA		
GCU	0.2%	1.8%
CUS		2.7%
RURAL		16.4%
MAHAJANGA		
GCU	0.1%	1.8%
CUS		2.7%
RURAL		16.4%
TOLIARA		
GCU		1.0%
CUS		0.8%
RURAL	0.2%	13.1%
ANTSIRANANA		
GCU		0.7%
CUS	0.1%	1.5%
RURAL		11.4%
TOTAL	1.9%	98.1%

TABLEAU 8

PROVINCE	PROPORTION D'ENFANTS VACCINES				
	MILIEU		SEXE		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
MADAGASCAR	63.3	48.4	56.3	47.1	51.5
Antananarivo	75.7	65.1	77.5	57.9	68.3
Fianarantsoa	50.9	39.9	35.3	46.6	41.4
Toamasina	57.4	55.6	54.6	57.2	56.0
Mahajanga	50.0	37.6	42.5	37.0	39.5
Toliara	58.8	36.4	48.8	32.4	39.6
Antsiranana	47.6	26.3	45.5	22.3	33.2

Proportion d'enfants de 12-23 mois complètement vaccinés avant leur anniversaire (carte + déclaration)

TABLEAU 9

FEMME	PRIMAIRE	SECONDAIRE	UNIVERSITAIRE	ANALPHABETE
Non-scolaris	58.3%	42.5%	19.0%	69,5%
Primaire	37.5%	47.8%	47.6%	27.7%
Secondaire	4.2%	9.7%	33.4%	2.8%
TOTAL	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Taux de scolarisation des enfants par rapport au niveau d'instruction
Source EPM

SYNTHESE SUR LA SITUATION DE LA FEMME ET CONSEQUENCES SUR CELLE DE L'ENFANT.

PRESENTATION : RAKOTO Joseph Noro
CONTRADICTEUR : RANAIVOZANANY Noro
PRESIDENT : Docteur Mathilde RABARY

I - PRESENTATION :

La situation de la femme s'évalue sur les paramètres suivants :

- . la santé
- . l'éducation (niveau d'instruction)
- . la situation économique et matrimoniale

Selon les résultats de l'enquête permanente auprès des ménages il a été constaté que :

- . des écarts économiques et sociaux selon les régions existent
- . le budget alloué à la santé est en baisse permanente et que le système de santé à Madagascar est défaillant.
- . Le niveau d'instruction des femmes est en baisse et il est difficile d'évaluer le taux d'analphabètes.

Par ailleurs, on a constaté l'éclatement du noyau familial avec davantage de femmes divorcées, veuves, mères célibataires devenant ainsi chef de ménage

La situation de la femme a des conséquences sur celles de l'enfant dont:

- . l'accroissement du taux de mortalité infantile
- . la faible couverture vaccinale
- . le niveau d'instruction de la mère a une influence sur la scolarisation de son enfant alors que la scolarisation est la base même d'une économie prospère.

La déperdition scolaire des dernières années est très forte.

II - RECOMMANDATIONS :

Devant le taux de déperdition scolaire en croissance constante, l'assistance a donné des recommandations :

1. Il a été constaté qu'il est nécessaire désormais pour Madagascar d'avoir un projet de société

a) incluant au préalable :

- une bonne gouvernance pour assurer la sécurité et le respect des lois
- un changement de mentalité

- un répertoire et une large diffusion de tous les travaux de séminaires et ouvrages faits sur les femmes, les enfants et la famille pour aboutir à des actions concrètes.
- une amélioration des conditions socio-économiques de la femme et de la famille

b) revoir et réorganiser le système éducatif et l'adapter aux problèmes nationaux pour faire de Madagascar une société multilingue et capable d'intégrer les innovations technologiques.

Une des causes de la déperdition scolaire est le problème linguistique. Il faudra revoir les taxes sur les matériels éducatifs et sportifs et au besoin les supprimer.

c) appropriabilité des technologies pour diminuer la culture de refus, de la passivité et pour mettre en exergue la compétitivité, l'excellence. Pour cela, il importe de planifier les besoins de la nation.

2) La lutte contre la pauvreté est liée aux structures économiques. Par conséquent intégrer toutes les actions en faveur des femmes dans un développement humain durable.

Plan

0.Introduction

1. Caractéristiques démographiques et socioculturelles de la population féminine

2. Fécondité et santé

2.1 Niveau et structure de la fécondité

2.2 Fécondité différentielle

2.2.1 Fécondité selon le milieu de résidence

2.2.2 Fécondité selon le niveau d'instruction

2.2.3 Fécondité selon l'état matrimoniale

2.2.4 Fécondité des adolescents

2.3 Santé , caractéristiques de la femme et survie des enfants

2.3.1. Maladies de la femme

2.3.2 Mortalité maternelle

2.3.3 Intervalle intergénérisique et survie de l'enfant

3. Attitudes et comportements vis-à-vis du Planning familial

3.1. Contexte socioculturel et conditions démographiques et sanitaires

3.1.1 La valeur de l'enfant dans la société traditionnelle

3.1.2 Les conditions de la "transition démographique"

3.2 Evaluation de la demande en Planning Familial

3.2.1 Les demandes exprimées

3.2.2 Les besoins non exprimés

Conclusion générale

Introduction

L'étude relative à la femme et sa santé reproductive devrait être une contribution à une amélioration de ses conditions et à une meilleure formulation de politique à entreprendre pour son propre développement et donc pour le développement de la nation. En effet, lorsqu'on parle de femme sante et fécondité, c'est in extenso au développement qu'on devrait penser puisque la fécondité est avec la mortalité les composantes de la croissance démographique. Aussi, toute action tendant à agir sur la croissance démographique devrait d'abord passer sur l'étude de la femme, de ses attitudes et comportements vis-à-vis de sa santé et de sa fécondité.

1. Caractéristiques démographiques et socioculturels de la population féminine

La population féminine représente un peu plus de la moitié de la population totale.(50.4%) Si on étudie dans le détail le rapport de masculinité par âge (nombre d'hommes pour 100 femmes), on constate qu' à la première année de la vie (à 0an), il y a légèrement plus de garçons que de filles (101 contre 100), mais dès l'âge de 5ans, la fameuse "surmortalité masculine" entre déjà en ligne de compte: en effet, dans tous les modèles de population et dans presque toutes les populations humaines, le taux de mortalité est à âge égal plus élevé pour les hommes que pour les femmes. C'est en fait pour le cas de Madagascar, la seule explication valable étant donné que les migrations internationales pouvant influencer sur ce rapport sont assez peu importantes. Toutefois, à certai âges, on peut également noter un déficit de l'effectif féminin comme le montre le tableau relatif au rapport de masculinité (cf. Tableau 1):

Tableau 1: *Rapport de masculinité par âge EPM 1993/94).*

<i>Age</i>	<i>Rapport de masculinité (%)</i>
00	101.2
01-04	99.5
05-09	98.4
10-14	102.7
15-19	105.6
20-24	92.8
25-29	87.6
30-34	96.3
35-39	102.2
40-44	104.9
45-49	88.2
50-54	65.7
55-59	95.4
60-64	119.8
65-69	100.2
70-74	115.4
75-79	122.8
80+	103.9
<i>Ensemble</i>	98.3

Ainsi, à 10-14ans, le rapport est de 103 garçons pour 100 filles, et à 15-19 ans il est de 105.6. En fait c'est une sous-déclaration caractéristique des adolescentes qui peut être propre à Madagascar : ceci peut serait dû, soit à une sous-déclaration des filles dans certaines zones, soit à des erreurs de déclaration d'âges. Ce déficit d'adolescentes n'est pas spécifique de l'EPM, on l'a déjà constaté lors de l'Enquête Démographique de 1966 et des Recensements de 1975 et 1993 (à 5-9 et 10-14ans). Après discussion, on attribue cette déflation d'effectif d'adolescentes non pas à une surmortalité féminine des suites d'avortements précoces mais bien à un sous-dénombrement de jeunes filles; autrement on ne pourrait pas attribuer le déficit à 5-9 ans en 1975 et 1993 à une mortalité suite d'avortement. Mais, sur le plan socioculturel ce sous-dénombrement traduit un certain manque de considération de la population féminine surtout les adolescentes.

De 35 à 45ans, le déficit de l'effectif des femmes serait le fait de surmortalité féminine des suites d'accouchement (mortalité postnatale).

Enfin, aux âges élevés, on peut remarquer un rapport de masculinité toujours supérieur à 100 qui traduit la tendance des hommes à "se vieillir".

En ce qui concerne le niveau d'instruction atteint, l'enquête rend compte que 57% des femmes de 14 ans et plus sont "sans instruction", 38% ont le niveau primaire et 5% ont un niveau "secondaire et plus".

Si l'on étudie la situation matrimoniale, (Tableau 2) la femme se caractérise d'abord par sa précocité à contracter une union qui, d'après l'enquête revêt différentes formes. Ainsi, toutes formes d'union confondues, l'âge médian des femmes au premier mariage est de 20.2 ans contre 24.8 ans pour les hommes.

Tableau2: *Situation matrimoniale par âge et selon le sexe*

Age	Sexe masculin				Sexe féminin			
	Célib	Marié	Divorcé	Veuf	Célib.	Mariée	Divorcée	Veuf
10-14	100.0	0.0	0.0	0.0	99.5	0.4	0.1	0.0
15-19	94.6	4.6	0.6	0.1	73.7	21.9	4.3	0.1
20-24	67.7	30.2	2.1	0.0	29.6	60.8	9.3	0.2
25-29	29.6	67.0	3.4	0.1	17.1	72.1	10.4	0.4
30-34	12.6	82.9	2.9	1.5	9.7	76.4	11.5	2.4
35-39	6.5	88.1	4.2	1.1	6.7	74.7	13.6	5.0
40-44	3.1	90.4	4.2	2.3	2.7	72.0	15.4	9.9
45-49	2.4	88.6	6.0	3.0	2.1	69.8	17.6	10.5
50-54	2.4	85.9	6.3	5.4	0.9	58.1	24.6	16.4
55-59	0.5	86.6	6.7	6.2	0.7	50.4	17.1	31.8
60-64	0.0	87.0	8.3	4.7	1.1	40.7	27.0	31.2
65-69	2.7	71.3	12.1	13.9	3.0	39.8	19.3	38.0
70-74	1.3	73.9	14.2	10.6	1.0	23.3	11.8	63.9
75-79	0.0	64.3	11.9	23.8	2.2	14.7	13.5	69.6
80+	0.0	50.1	29.1	20.9	0.8	0.0	20.1	79.2
Ensemb le	48.4	46.5	3.2	1.8	37.2	46.0	9.9	6.9

Ainsi, dès 20-24 ans , il y a moins de 30% de femmes célibataires alors qu'au même âge les 2/3 des hommes ne sont pas encore mariés. Cela exprime une certaine précocité dans la prise de responsabilités domestiques des femmes.

Par ailleurs, le niveau de rupture d'union (divorce, veuvage) est beaucoup plus élevé pour les femmes que pour les hommes à tous âges. La situation de "divorcée" est plus fréquemment constatée pour les femmes ; ceci est simplement dû au fait que les ex-maris ont plus de chances de se remarier que leurs anciennes femmes (auxquelles généralement on confie la garde des enfants); alors que les veuves sont à âge égal en proportion plus importante que les veufs pour plusieurs raisons:

- à l'instar des divorcés, les veufs se remarient plus facilement;

- généralement les hommes se marient avec des femmes beaucoup plus jeunes qu'eux, or la probabilité de décéder augmente avec l'âge;

- enfin (même à age égal) la surmortalité masculine fait que les veuves ont une probabilité de survie plus grande que les veufs.

Enfin, un peu plus d'une femme sur dix âgée de 15 ans et plus est chef de ménage (11% des femmes en milieu urbain et 13% milieu rural). Ces chefs de ménages féminins sont soit des célibataires aux jeunes âges, soit des veuves et divorcées, surtout à partir de 40 ans. Ainsi, le taux de chefs de ménage commence à devenir important aux âges avancés au moment où les hommes quittent le ménage soit par mortalité, soit par le divorce.(Tableau 3)

Tableau3 : *Taux de chefs de ménage féminins selon l'âge et le milieu de résidence*

Age	Milieu de résidence	
	Urbain	Rural
15-19	1.2	1.0
20-24	1.9	3.6
25-29	7.3	2.2
30-34	9.7	6.9
35-39	6.8	7.1
40-44	14.9	29.7
45-49	25.7	34.3
50-54	28.1	40.2
55-59	42.3	43.2
60	40.8	40.6
Ensemble	11.1	13.4

2. Fécondité et santé

2.1. Niveau, structure et tendances de la fécondité

L'enquête a permis d'estimer le niveau et la structure de la fécondité: en effet, on a interrogé les femmes de 15 à 49 ans sur le nombre d'enfants qu'elles ont mis au monde depuis le début de leur période de procréation. D'autre part, on leur a demandé si elles ont été enceintes au cours des douze derniers mois et le cas échéant de préciser l'issue de la grossesse.

Le tableau ci-après montre la parité des femmes de 15 à 49 ans

Tableau 4 : *Nombre moyen d'enfants par femme de 15 à 49 ans*

Age	Effectif des femmes	Naissances vivantes	Parité
15 -19	643256	242577	0.38
20-24	543760	796829	1.47
25-29	472200	1293799	2.74
30-34	416203	1666214	4.00
35-39	313046	1574131	5.03
40-44	249519	1473082	5.90
45-49	166609	1088373	6.53
<i>Ensemble</i>	<i>2944863</i>	<i>8141050</i>	<i>2.76</i>

La descendance finale (est le nombre moyen d'enfants obtenus par la femme à 45-49 ans) est de 6.53.

Au cours des douze derniers mois précédant l'enquête, il a également été possible de connaître les femmes qui ont accouché. Ce qui nous permet d'établir un tableau de fécondité actuelle par âge des femmes et d'en tirer l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF)

Tableau 5 : *Taux de fécondité actuelle brut par âge des femmes.*

Age	Effectif des femmes	Naissances vivantes des 12 derniers mois	Taux de fécondité (%0)	5x f(x,x+4)	Fécondité actuelle cumulée
15 -19	643256	73221	114	0.57	0.57
20-24	543760	128291	240	1.20	1.77
25-29	472200	108516	230	1.15	2.92
30-34	416203	86505	208	1.04	3.96
35-39	313046	46697	149	0.75	4.71
40-44	249519	22471	90	0.45	5.16
45-49	166609	3319	20	0.10	5.26
<i>Ensemble</i>	<i>2944863</i>	<i>469020</i>	<i>159</i>		

L'indice synthétique de fécondité trouvé à partir des données brutes est de 5.26 enfants par femme. Ce qui semble faible comparé à la fécondité passée (nombre moyen d'enfants par femme)trouvé dans le tableau précédent; Il va falloir ajuster le taux de fécondité actuelle en fonction de la fécondité passée des femmes. Tout calcul fait, nous disposons du tableau de fécondité corrigé ci-après:

Tableau 6 : Taux de fécondité corrigé selon l'âge des femmes et Indice Synthétique de Fécondité

Age	Effectif des femmes	Naissances vivantes (corrigées) des 12 derniers mois	Taux de fécondité corrigé (p. mille)	5x Taux de fécondité	Fécondité actuelle cumulée
15-19	643256	100348	156	0.78	0.78
20-24	543760	151151	278	1.39	2.17
25-29	472200	125605	266	1.33	3.50
30-34	416203	98640	237	1.19	4.69
35-39	313046	52592	168	0.84	5.53
40-44	249519	23704	95	0.47	6.00
45-49	166609	2999	18	0.09	6.09
<i>Ensemble</i>	<i>2944863</i>	<i>555039</i>	<i>159</i>		

ISF= 6.09 enfants/femme.

Ce niveau est assez comparable aux résultats du Recensement 1993 (5.9) ainsi qu'à ceux de l'ENDS 1992 (6.13).. Le taux brut de reproduction qui est le nombre de filles par femme (qui mesure le niveau de remplacement d'une femme en matière de procréation, en l'absence de mortalité) est de 3.03filles/femme². L'âge moyen des mères à la naissance des enfants est de 28.40 ans, ce qui est relativement jeune. En définitive, on peut dire que la fécondité reste élevée et n'a pratiquement pas varié depuis 1975.

2.2 Fécondité différentielle

Plusieurs facteurs déterminent ou influent sur les comportements des femmes et/ou des couples vis-à-vis de la fécondité tels que l'état matrimonial, le niveau d'instruction, le niveau de vie, l'activité économique, etc.

2.2.1 Fécondité selon le milieu de résidence

La différence entre le milieu urbain et le milieu rural - notamment au niveau des équipements et des infrastructures, de l'éducation, de la communication et des médias, du mode de vie en général- a un impact certain sur les attitudes et comportements vis-à-vis de la fécondité:

L'entrée dans la vie féconde est de ce fait beaucoup plus précoce en milieu rural. Ainsi, dès 15-19 ans la parité moyenne en milieu rural est trois fois plus élevée qu'elle n'était en milieu urbain. La

¹La méthode utilisée est la procédure de Trussell dérivant de la méthode de Brass

² Le taux de masculinité utilisé est celui obtenu à partir des observations directes naissances vivantes par sexe qui est de 50.

parité moyenne est de 6.59 enfants par femme en milieu rural contre 6.35 en milieu urbain. (Cf. Tableau 7)

Tableau 7: *Nombre moyen d'enfants selon le milieu de résidence*

Age	Milieu urbain	Milieu rural
15-19	0.14	0.45
20-24	0.88	1.30
25-29	1.85	3.01
30-34	2.94	4.32
35-39	4.14	5.41
40-44	4.91	6.18
45-49	6.35	6.59

On peut observer que quel que soit l'âge, la parité en milieu rural est toujours plus élevée qu'en milieu urbain.

2.2.2 Fécondité selon le niveau d'instruction

L'éducation est également un important facteur de discrimination: par la durée des études qu'elle impose-il y a donc un certain retard dans le démarrage de la fécondité- et par les nouvelles valeurs qu'elle inculque et/ou le nouveau mode de vie qu'elle apporte - donc de nouvelles attitudes en matière de fécondité . Le tableau ci-dessous montre la variation du niveau de la fécondité selon le niveau d'instruction.

Tableau 8 : *Nombre moyen d'enfants par femme selon le niveau d'instruction*

Instruction Age	Sans instruction	Primaire	Secondaire et plus
15-19	0.70	0.23	0.04
20-24	1.81	1.34	0.75
25-29	3.22	2.38	1.60
30-34	4.37	3.98	2.78
35-39	5.48	4.35	3.16
40-44	6.15	5.70	4.53
45-49	6.58	7.18	3.17

De ces résultats on peut conclure que:

1. L'impact de l'instruction sur le niveau de la fécondité est important
2. Le niveau primaire n'apporte pas d'impacts significatifs sur les comportements en matière de fécondité, toutefois les femmes qui sont à ce niveau se démarquent de celles qui n'ont aucune instruction.

2.2.3. Fécondité selon la situation matrimoniale: Femmes en union et femmes non mariées³.

Tableau 9: *Fécondité des femmes en union et des autres femmes*

Age	Femmes actuellement mariées	Femmes non mariées
15-19	1.0	0.2
20-24	1.9	0.8
25-29	3.3	1.3
30-34	4.5	2.5
35-39	5.6	3.5
40-44	6.3	4.8
45-49	7.0	5.5

D'après le tableau, on constate que la fécondité des femmes mariées est relativement élevée traduisant le fait qu'"on se marie pour avoir des enfants" alors que pour les femmes non mariées le niveau de fécondité est relativement plus bas dû en fait soit à

³ Les femmes non mariées se composent de célibataires, de veuves et de divorcées

l'interruption de la vie de couple (pour les veuves et les divorcées), soit à l'irrégularité des relations sexuelles (pour les célibataires).

Ainsi, à 20-24 ans la parité moyenne des non mariées est plus de deux fois moins élevée que celle des femmes en union, à 25-29 ans la parité des femmes mariées est presque le triple de celles non mariées..

2.2.4 Fécondité des adolescentes

On considère comme adolescentes qui intéressent l'étude , les femmes (ou filles) âgées de 14 à 19 ans. L'étude particulière de ce sous- groupe est importante à plus d'un titre:

- La fécondité des femmes concernées reflète la tendance actuelle et future de la fécondité

- Une proportion importante de ce sous-groupe est encore "scolaire" et l'étude de la fécondité correspondante est intéressante pour l'élaboration de programmes d'éducation en matière de population.

- Enfin, la fécondité précoce au même titre que la fécondité aux âges élevés présente des risques pour la santé de la femme et de l'enfant.

Signalons que la fécondité des adolescentes lors de l'enquête EPM représente 12.8% de la fécondité actuelle des femmes de 15 à 49 ans. 50.8% des adolescentes du milieu rural ont déjà commencé leur vie féconde contre 15.6% pour celles du milieu urbain. Le tableau ci-après fournit la structure par année d'âge de la parité moyenne des adolescentes.

Tableau 10: *Nombre moyen d'enfants par adolescente*

Milieu	Urbain	Rural	Ensemble	EDS 1992
Age				
15	0.02	0.08	0.06	0.03
16	0.03	0.21	0.17	0.10
17	0.15	0.53	0.42	0.26
18	0.15	0.69	0.59	0.53
19	0.47	0.69	0.64	0.73
Ensemble 15-19	0.14	0.45	0.38	0.33

La fécondité des adolescentes est donc plus intense en milieu rural qu'en milieu urbain: Ainsi dès 16 ans, 100 adolescentes du milieu rural ont eu 21 naissances vivantes contre 3 seulement en milieu urbain. Cette différence du niveau de la fécondité a déjà été évoquée en 2.2.1. Les résultats de l'EDS 1992 fournissent des résultats comparables.

2.3. Santé de la femme

2.3.1. Femmes et maladies

L'étude dans ce paragraphe concernera les femmes en âge de procréer. L'enquête permanente auprès des ménages a pu collecter des données sur la durée de maladie ayant affecté les femmes au cours des deux dernières semaines précédant le passage des enquêteurs. En résumé, on a constaté que le quart des femmes ont été malades au cours de la période de référence. Les femmes plus âgées sont les plus affectées par la maladie comme le relate le tableau ci-après.

Tableau 11 : % de femmes malades par âge et selon le milieu de résidence

(En pour cent)

Age	Milieu urbain	Milieu rural	Ensemble
15-19	19	19	18
20-24	19	24	23
25-29	26	23	24
30-34	27	28	28
35-39	30	34	33
40-44	39	40	40
45-49	35	36	36
Total	25	26	26

Par ailleurs, l'étude montre que 73% des malades souffrent pendant moins de 2 semaines, 12% sont malades pendant 2 à 4 semaines, 5% des femmes sont malades pendant plus de 1 an.

2.3.2 Mortalité maternelle

L'étude n'a pas permis de collecter directement des données relatives à la mortalité maternelle

mais il semblerait que l'indicateur concerné n'a pas beaucoup changé depuis l'enquête démographique et sanitaire de 1992. (Cf ENDS 1992, CNRE/Macro International p.91à93)

Ainsi suivant la méthode d'estimation (directe ou indirecte), le taux de mortalité maternelle varie entre 500 et 600 décès pour 100.000 naissances vivantes et que le risque de mortalité maternelle est le plus élevé entre 20 et 34 ans c'est-à-dire aux âges où la fécondité est maximale.

2.3.3 Caractéristiques de la mère et risques de mortalité de l'enfant

Le risque de mortalité de l'enfant après la naissance (neonatale et postnatale) ainsi que la mortalité juvénile(1 à 4 ans), est fonction de plusieurs facteurs: certains sont des facteurs liés au niveau de vie et de l'alimentation, d'autres sont liés aux

caractéristiques de la mère. Dans ce deuxième type de risque nous pouvons étudier le risque dû à l'intervalle intergénérisique⁴, celui relevant de l'âge de la mère à la naissance de l'enfant et enfin l'influence du niveau d'instruction sur la mortalité des jeunes enfants.

Le tableau ci-après a été extrait de l'EDS P. 83

Tableau 12 : *Mortalité des enfants selon les caractéristiques de la femme*

(quotients de mortalité en p.mille)

Caractéristiques de la mère	⁵ Mortalité néonatale	Mortalité post-néonatale	Mortalité infantile	Mortalité juvénile
Age de la mère à la naissance				
<20 ans	53.1	74.3	127.5	90.8
20-29 ans	40.8	58.7	99.5	81.9
30-39 ans	41.0	52.5	93.5	82.7
40-49 ans	37.8	34.1	71.9	71.1
Niveau d'instruction de la mère				
Sans instructin	52.0	85.6	137.6	98.4
Primaire	40.9	56.7	97.6	89.5
SecondaireI	41.6	40.4	82.0	53.8
Secondaire IIetSup	31.2	17.2	48.4	18.5
Intervalle avec la naissance précé-dente				
moins de 2 ans	63.6	81.4	145.0	240.4
2-3 ans	29.2	50.8	80.0	147.3
4 ans ou plus	23.8	27.7	51.5	116.8

La mortalité néonatale est liée aux conditions de conduite de la grossesse et des facteurs où les aptitudes de la femme à élever son enfant n'ont pas encore d'effet sur la survie de l'enfant .Ainsi, les différences de niveau de la mortalité néonatale selon les variables étudiées ne sont pas très significatives, sauf en ce qui concerne l'intervalle intergénérisique où la mortalité néonatale

⁴Intevalle de temps séparant deux naissances vivantes successives.

⁵Mortalité néonatale: le quotient correspondant mesure la probabilité de décéder avant 1 mois exact
Mortalité postnéonatale: le quotient correspondant mesure la probabilité pour les enfants d'un mois de décéder avant le deuxième mois.

Mortalité infantile: le quotient y relatif mesure la probabilité de décéder avant 1 an

Mortalité juvénile: le quotient correspondant mesure la probabilité pour les enfants âgés de 1 an de décéder avant le 5 è anniversaire

est presque trois fois plus élevé pour l' intervalle de moins de 2 ans que pour celle de plus de 4 ans.

Mais à partir de la mortalité post-néonatale jusqu'à la mortalité juvénile la différenciation selon les trois variables est importante: Si sur 1000 naissances vivantes issues des femmes de niveau Secondaire I, 40 n'atteindront pas le premier anniversaire , pour les naissances issues des femmes de niveau primaire il y en aura 57 qui n'atteindront pas ce premier anniversaire et pour les femmes "sans instruction", le niveau est de 86. En considérant l'âge des mère à la naissance des enfants, on constate que la précocité de l'accouchement a un impact sur la survie des enfants. Enfin, en ce qui concerne l'intervalle intergénéral plus elle est courte, plus le risque de mortalité infanto-juvénile est grand.

3. Attitudes et comportements vis-à-vis du Planning familial

3.1 Contexte socioculturel et conditions démographiques et sanitaires

3.1.1 La valeur de l'enfant

Dans le milieu traditionnel, même avec une évolution plus défavorable des conditions économiques, l'arrivée d'un enfant supplémentaire est considérée comme un événement réjouissant. L'enfant, quoiqu'il appartienne au couple (ou à la mère) qui l'a conçu, relève en fait de la grande famille: ainsi, son "élevage" n'est pas la seule affaire de sa propre mère. Il ferait partie de ceux qui vont perpétuer la lignée, si la mortalité l'épargne. Et en fait, une des raisons fondamentales des anciens de rechercher une descendance nombreuse est de pouvoir faire face à la mortalité, notamment la mortalité infantile qui reste élevée.

3.1.2 Les conditions de la "transition démographique"

Ce qu'on appelle "transition démographique" est une tendance à la baisse du niveau de la fécondité précédée par une baisse de la mortalité. Cela a des impacts importants sur le taux d'accroissement de la population au niveau global mais également cela va entraîner un bouleversement important dans la considération de la fécondité et de la reproduction au niveau des ménages. Mais la condition fondamentale pouvant favoriser cette transition démographique est la baisse de la mortalité. Dans les pays à revenus intermédiaires qui connaissent cette évolution démographique, toute modification de comportements vis-à-vis de la fécondité dans le sens de la baisse de cette fécondité a toujours été précédée par une baisse de la mortalité, surtout de la mortalité infanto-juvénile: Comment en effet convaincre un paysan de n' avoir que 3 enfants, alors les conditions de santé ne le permettraient pas d'espérer voir survivre 1 ou 2 d'entre eux jusqu'à l'âge adulte. Un vaste programme de planning familial, pour espérer des résultats palpables doit être précédé ou accompagné de programme soutenu de protection materno-infantile et d'autres programmes de développement.

3.2 Evaluation de demande de planification familiale

3.2.1 Les demandes exprimées

L'enquête permanente a pu collecter les données sommaires sur les pratiques contraceptives. Les femmes utilisatrices de pratiques contraceptives représentent 11% de l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans, pour les femmes en union, la proportion atteint 15%. Les résultats sont comparables avec ceux de l'EDS 1992 où le taux d'utilisatrices était de 13% pour toutes les femmes et 16.7% pour les femmes en union. En milieu urbain, 28% des femmes mariées sont utilisatrices de pratiques contraceptives, contre 10% en milieu rural. Lors de cette enquête EDS, on avait demandé si les femmes ne voulaient plus d'enfants supplémentaires (limitation des naissances) ou si elles voulaient en avoir mais un peu plus tard (espacement des naissances): la somme de ces deux catégories représente la demande potentielle totale en PF. On a trouvé que 22% des femmes désiraient espacer les naissances et 29.1% voulaient arrêter d'avoir des enfants; on avait donc estimé à 51% la demande potentielle en PF. Alors on ne sait pas si les actions actuelles en matière de PF sont insuffisantes ou non appropriées.

3.2.2 Les besoins non exprimés

Les besoins non exprimés en matière de PF sont estimés à partir des constats en matière d'avortement. Lors de l'enquête permanente auprès des ménages, on a demandé à chaque femme l'histoire de leurs grossesses depuis le début de leur période de procréation et durant les douze derniers mois précédant l'enquête. Les tableaux et présentent les résultats ainsi trouvés

Tableau 13: % de grossesses non arrivées à terme durant les 12 derniers mois

	Urbain	Rural
Milieu		
Age		
15-19	12.1	8.0
20-24	7.7	14.8
25-29	8.9	16.2
30-34	9.4	13.1
35-39	8.2	13.2
40-44	8.4	10.9
45-49	7.9	9.4
Ensemble	8.7	12.7

Tableau 14 : Ventilation des grossesses non à terme selon la cause

Causes Milieu/Age	Mort-nés	Fausse couche	Avortement	Ensemble
Urbain				
15-19	0.0	100.0	0.0	100.0
20-24	40.1	59.9	0.0	100.0
25-29	7.5	19.9	12.6	100.0
30-34	6.0	87.1	7.0	100.0
35-39	10.3	74.5	15.2	100.0
40-44	11.3	70.8	17.9	100.0
45-49	53.3	46.7	0.0	100.0
Total	19.7	69.4	10.9	100.0
Rural				
15-19	64.1	35.9	0.0	100.0
20-24	52.5	47.5	0.0	100.0
25-29	37.2	62.8	0.0	100.0
30-34	68.9	16.2	14.9	100.0
35-39	0.0	61.0	39.0	100.0
40-44	0.0	0.0	0.0	100.0
45-49	0.0	0.0	0.0	100.0
Total	42.8	48.9	8.3	100.0

Ainsi, les avortements ne représentent que 11% des cas de grossesses non à terme en milieu urbain et 8% en milieu rural. Par contre, les fausses couches représentent une proportion importante et semblent même gonflés : en effet, on serait tenté de penser que étant donné que la pratique d'avortement n'est pas autorisée, alors les femmes enquêtées déclarent volontiers comme "fausses couches", les avortements provoqués. En effet, d'aucuns n'ignorent l'impact de grossesse hors union (miteraka am-pitovoana) dans la société où nous vivons, particulièrement chez les jeunes filles en cours de scolarisation. De même il n'y a pas de solutions officielles pour résoudre les grossesses supplémentaires, qui finalement ne sont pas désirées compte tenu des difficultés financières et économiques actuelles. Donc on peut considérer qu'il y a encore des besoins non exprimés qui méritent d'être considérés et qui se situeraient vraiment à côté des programmes actuels de PF.

CONCLUSION GENERALE ET SYNTHESE DES DISCUSSIONS

L'étude réalisée ici s'est plu à montrer la situation de la femme en tant que femme et en tant que mère. La fécondité est avec la mortalité une variable importante dans la planification du développement et la femme avec ses attitudes et ses comportements a une importante contribution dans l'évolution de ces variables. Il a

été montré que le niveau d'instruction est un facteur de différenciation en matière de fécondité et de survie des enfants, il semble même que c'est une des variable -clé. En matière de planification familiale, même si à la limite certains ménages désirent avoir plus d'enfants à la fin de période de procréation de la femme, l'allongement de l'intervalle intergénérisique est important, de manière à préserver la santé de la mère et de celle de l'enfant et d'avoir un nombre élevé d'enfants survivants.

Le problème d'avortement provoqué qui transparait à travers l'Enquête devrait prendre conscience aux décideurs d'accélérer la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de population. Après discussion, il semblerait que l'on ne souhaite pas voir instituer dans la législation malgache l'officiatisation de l'avortement. Ceci heurterait bien de communauté aussi bien religieuse que laïque, mais il faudrait plutôt aller au devant des problèmes à savoir, mettre en place un programme d'éducation plus poussée des jeunes (garçons et filles) surtout en matière d'éducation sexuelle et de mettre en oeuvre aussi rapidement que possible les moyens de notre politique nationale en matière de population. On devrait dans cette optique tenir compte de la dimension culturelle dans la société malgache. On ne pose pas non plus le planning familial dans une optique de choix ou de priorité par rapport aux autres problèmes ou autres éventualités de solutions dans la résolution des problèmes économiques et sociaux, mais comme il a été annoncé dans la Politique Nationale de Population on devrait permettre aux femmes et aux couples de pouvoir choisir le nombre d'enfants qu'ils veulent et quand ils le veulent.

CONTRADICTION DE MADAME RATRIMOARIVONY MONIQUE

FEMME - SANTE - FECONDITE

Les informations fournies à partir des données démographiques nous ont été très précieuses tant pour mieux saisir l'histoire génésique des Femmes malgaches que pour estimer les niveaux et la tendance de la fécondité au niveau national et selon le lieu de résidence et le niveau d'instruction des femmes que pour mesurer leur vulnérabilité en matière de santé. La santé des Femmes et c'est là une triste évidence, est étroitement liée à la qualité de leur santé génésique et au contrôle qu'elles ont sur celle-ci notamment à travers les aspects suivants :

- Planning familial, accouchements, soins prénataux, avortements dangereux, MST

Une seule statistique pour le simple plaisir de vous horrifier: à chaque minute de chaque jour, une femme meurt dans le monde de cause liée à la grossesse et/ou à l'accouchement.

Quelles sont les statistiques à Madagascar pour les mêmes cas ? Combien de jeunes filles ou de femmes meurent de suite d'avortements clandestins ? Combien de jeunes filles et de femmes ne veulent pas être enceintes mais n'utilisent pas de méthodes contraceptives parce qu'elles ignorent l'existence, ne savent pas où les trouver ou ne

peuvent pas les trouver ? Les statistiques sont édifiantes. Nous sommes plus que jamais convaincues que l'amélioration de la santé des femmes, domaine d'activité prioritaire, qui doit impérativement passer par la maîtrise de la fécondité, est le moyen d'améliorer la qualité de vie des enfants, des mères, des femmes, de la famille. Elle est un facteur crucial de l'égalité et est une composante essentielle de l'efficacité et de l'équité des efforts pour un développement humain durable parce qu'harmonisé à Madagascar.

Les données socio démographiques sont suffisamment éclairantes, nous ne ressasseront ici ni les multiples contraintes ni les importantes et sérieuses stratégies en termes de structures de planification, d'opération et de projets conséquents, objet de nombreuses études remarquables et disponibles.

Nous nous limiterons à trois simples mais graves interpellations qu'après lecture de la communication d'Harvel et des documents consultés nous nous refusons d'évacuer.

1) Une urgence : la dramatique situation des jeunes filles en majorité rurales, des mères adolescentes potentielles.

2) L'avortement est l'une des principales causes de la mortalité maternelle. Quand nous déciderons nous enfin à démystifier ce non dit.

3) Une vision prospective pour une nouvelle éthique de la Fécondité à Madagascar dans une culture du développement = une nécessité.

Quelques recommandations essentielles s'imposent .

+

I) La situation dramatique des jeunes filles :

Quelles peuvent être les alternatives à court et moyen terme?
Madagascar a une population à majorité féminine, jeune.

II - Lever le non dit sur l'avortement, un impératif ?

Avortement = moyen complémentaire à la contraception chez les femmes utilisatrices des méthodes souvent inefficaces (naturelles ou traditionnelles)

- L'avortement et les méthodes contraceptives modernes ont permis de jouir d'intervalles intergénérisques plus longs.

OR :

- les facteurs principaux de la mortalité maternelle à Madagascar :

- . la fécondité non maîtrisée
- . absence de soins médicaux

- avortement = 22,1 % des décès en milieu hospitalier

40 % en milieu rural (Fombandrazana sy

Fivoarana)

- Une femme sur 10 à Tana toutes situations matrimoniales confondues déclare avoir avorté.

- Une femme sur trois parmi celles au bas revenus dit être intéressée par l'avortement en cas de grossesse non désirée
- la loi du 31 Juillet 1920 régissant les propagandes de la vente des moyens contraceptifs n'est pas encore abrogée. Elle interdit toujours la propagande sur la contraception.
- l'avortement reste réprimé par la loi.
- les responsables sont sévèrement dénoncés par certaines presses, livrés à la vindicte populaire
- ne faut-il pas enfin s'interroger sérieusement sur ce fameux déficit d'adolescentes entre 10 et 19 ans constaté dès 1966, 1975, 1993 dans toute enquête démographique ?
- un examen approfondi du tableau 14 sur les différentes d'Harvel s'impose en prenant en compte l'auto-censure des femmes, la discrétion du personnel hospitalier par peur des représailles...
- multiplier les études sur l'avortement
- étude et développement de la pharmacopée traditionnelle, les moyens pour la recherche en ce domaine
- formation des praticiens traditionnels (matrones...)
- une politique de santé de proximité

Une vision = une nouvelle éthique de la fécondité dans une culture du développement

Situation

- Madagascar vit de profondes mutations et dans la perspective du développement humain. Il est essentiel de mesurer la capacité des malgaches à gérer et contrôler ces mutations
- la planification familiale, l'un des acquis les plus importantes de la modernité est une composante de la culture du développement.

OR

- la PF touche à l'ETRE même, au Malgache dans la mesure où la fécondité est un concept positif et a un rôle primordial dans sa vision du monde et nuptialité et activité sexuelle sont les facteurs qui affectent le comportement procréateur des filles et jouent un rôle déterminant sur le niveau de la fécondité.

Statistiques :

- a) Vie sexuelle précoce. Phénomène remarquable en milieu rural et chez les femmes sans instruction (57 % des femmes 14 ans et plus) âge médian 15,5 ans (ENDS)
- b) Mariage précoce.
Age médian de la nuptialité 20,4 ans
- c) Fécondité précoce
 - Milieu urbain 75%.
 - Milieu rural 178%. (ENDS)
 - Le 1/4 des filles âgées de moins de 20 ans ont déjà donné naissance à au moins un enfant.
 - Filles de 15 ans à 19 ans contribuent pour 13% à la fécondité totale de l'ensemble des filles de 15-49.

- précocité en milieu rural où 1/3 des adolescentes ont commencé leur vie féconde alors que ce taux est à 17% dans les autres villes.
- chez les filles sans instruction 50% ont leur première naissance avant l'âge de 17 ans.
- Tuléar = mères célibataires 58,1 %
mères mariées 41,9 %
- Total = 31% des adolescentes.

Conditions des jeunes filles

- La précocité des relations sexuelles, la précocité du mariage et de la maternité, la faiblesse de la prévalence contraceptive liée à l'ignorance des filles et des méthodes contraceptives, l'insuffisance de l'éducation sexuelle et l'éducation en matière de population, la sous alimentation chronique dès leur plus jeune âge (moins bien nourrie), la rareté des pensionnats hors du village d'origine, l'accès difficile des jeunes filles non mariées au centre de soins maternelles et infantiles, l'absence d'instruction font que les jeunes filles rurales sont en grande majorité et en permanence exposées aux risques.

- La fertilité accrue des adolescentes aujourd'hui est la résultante d'une puberté précoce d'une activité sexuelle précoce, de facteurs environnementaux, familiaux, sociaux (âge légal du mariage ...)

- Le rôle d'information des parents est très limité
 - La seule prévention = menaces de violence ou d'exclusion familiale et/ou sociale.
 - pas de projet scolaire ou professionnel précis
 - maternité = seul élément positif d'une succession d'échecs.
- Projet = être mère comme leurs mères

Bref, le problème des mères adolescentes à haut risques de complications de grossesse, sujettes à des avortements dans des conditions souvent déplorable doivent trouver un début de solutions.

- La procréation s'inscrit dans une conception générale de la vie dans laquelle l'individu se trouve intégré à un système de relations sociales et cosmiques (---> Fombandrazana sy Fivoarana)
A ne jamais occulter

- Dans l'espace mental traditionnel le rôle de la femme est d'assurer la pérennité du clan, descendants d'un même ancêtre. Elle sera d'autant plus respectée et honorée et son clan gratifié qu'elle sera féconde sans oublier la dimension mythique de la fécondité.

Situation PF

ISF = 6,1 TF = 2,7

- prévalence contraceptive toutes méthode confondues = 17% (BM) dont
 - . méthode moderne = 4% de l'ensemble
 - . méthode traditionnelle 10 % de l'ensemble (ENDS)
 - . 39 % des femme ne savent pas de quoi il s'agit
 - . 27% sont favorables
- 41% des femmes mariées n'en ont jamais parlé à leur mari (ENDS)

====> Prévalence contraceptive dérisoire malgré les efforts consentis et les fonds engloutis.

CAUSES ?

- Poids culturel et traditionnel : l'angoisse de la stérilité
- crainte des effets secondaires = sous information

POSTULAT

- les cultures ne sont pas immuables : les valeurs, les modes de vie, croyances, traditions sont travaillées progressivement par l'impact du développement. Elles sont ainsi structurantes :
 - les facteurs culturels sont composés :
 - 1) d'invariants à relativiser qui sont les finalités et les fondements de toute société et constitue sa continuité (ex: culte des ancêtres, vision totalisante du monde, culte de la vie, sens de l'harmonie ...)
 - 2) d'éléments créatifs de changement qui doivent être appréciés, des variables d'évolution plus ou moins rapides
 - c'est en fonction de ces éléments que dans une perspective dynamique les populations pourront décoder, réinterpréter, réinventer, et s'approprier les éléments constitutifs de tout projet de développement dont le PF est une composante. Mais ce décodage ne peut se faire qu'à travers leur filtre culturel
 - quand on leur donne les occasions adéquates de mesurer les avantages des pratiques proposées, les populations ont tendance à agir dans le sens de leur plus grand intérêt et sont aptes à opérer elles mêmes leur choix de style de vie.

PAR CONSEQUENT

- toute stratégie doit être subordonnée à une analyse globale du contexte social, culturel et ne peuvent faire abstraction des croyances et pratiques traditionnelles ou populaire en matière de Fécondité à Madagascar.
- les données quantitatives doivent être nécessairement complétés par des informations sur les valeurs morales, économiques religieuses influant sur les pratiques : analyse qualitative factorielle
- la prise en compte des valeurs culturelles sont fondamentales dans la détermination de la condition des femmes. Autant elles ont modelé une image et un rôle spécifique, autant elles ont permis de véhiculer des changements dans ce rôle.
- il faut atténuer les risques de déséquilibre, de dysfonctionnement social et culturel qui peuvent découler des projets de PF et faciliter l'adaptation culturelle des populations par la mise en oeuvre de pédagogies d'accompagnement appropriées en matière d'IEC. Faute de telles précautions, les facteurs culturels joueront comme des freins à des changements trop profonds et trop rapides.

BREF : FONDAMENTAL

La prise en compte de la dimension culturelle du développement est essentiel dans le cadre du PF car dans notre société malgache, la dimension identitaire de l'individu est fondamentale selon son appartenance à un groupe et, en fonction de la pression sociale plus ou moins coercitive exercée par ce groupe (famille, clan ...) son comportement en matière familiale, politique, sociale sera différent car c'est au niveau du groupe que se décidera implicitement ou explicitement le maintien des manières de faire antérieures ou l'acceptation active de l'innovation, en particulier en matière de fécondité. Bref, cette question renvoie au problème plus général des structures du pouvoir dans la communauté, au système de parenté qui constitue l'un des traits essentiels de la société malgache. Dans cette perspective, faudra-t-il réorienter les programmes de PF en intégrant les maris, les belles mères et beaux pères (...) Impérativement.

Une nouvelle éthique

- Il faudra perfectionner notre vision de l'avenir et créer les conditions à la réalisation de notre vision.

- Elle supposera =

- . un processus de recomposition des rapports dans le couple

- . des changements dans les configurations culturelles préexistantes. L'essentiel est de ne pas affaiblir la culture de la population malgache. Sa confiance dans sa culture, en faisant de cette culture le socle, l'accélérateur de son développement. Ce qui est en jeu ici c'est la vitesse des mutations souvent imposées. Sinon on assistera à la déstructuration de cette société.

- L'adoption de la contraception doit être vue comme un comportement novateur apparaissant dans un contexte où la femme est plus autonome, où elle a accès à l'information moderne sur la fécondité (voir développement fulgurant de la communication)

LE ROLE ECONOMIQUE DE LA FEMME MALGACHE

Le rôle économique des femmes se déroule sur plusieurs plans dont deux essentiels :

1. La famille

- reproduction
- bien-être familial
- éducation des enfants

1. LA FAMILLE

1.1 - La reproduction

Le rôle reproductif de la femme défini par le proverbe malgache "Ny hanambadian-ko hiterahana" (se marier pour donner naissance) est le but essentiel du mariage pour le Malgache. De son rôle biologique, il est socialement reconnu que la femme est considérée comme source de vie (1). Cette même société accorde des faveurs à la femme capable de procréer en même temps proscrire souvent les femmes stériles. L'homme n'admet jamais qu'en cas de non procréation, c'est lui qui est stérile : il importe la défaillance à sa femme.

L'inquiétude des mères de famille est de perdre un enfant qui est malade : des maladies fréquentes chez l'enfant présagent pour la mère un décès imminent. Chaque femme souhaite en général d'avoir un nombre maximum d'enfant mais l'aspiration à ce nombre varie avec le niveau d'instruction. En milieu urbain, où le niveau d'instruction est plus élevée, les familles semblent se limiter au nombre d'enfants en accord avec les conditions de vie. En effet, la femme est source de vie, mais en tant que mère de famille, elle s'occupe aussi de l'alimentation, de l'habillement, de la santé et de l'éducation des enfants. C'est un rôle domestique entendu dans un sens très large.

1.2 - Le bien-être familial

La politique nationale de la population est adoptée en 1990 (2) ; elle consiste essentiellement en :

- la mise en place par le Ministère de la Santé, de services de planning familial au sein du système de santé;
- l'octroi du droit d'accès à l'information et aux services de planning familial à la femme malgache;
- la réduction du taux de fertilité.

Elle insiste également sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie et l'accès aux services sociaux essentiels, surtout pour les groupes vulnérables (3). Pour assurer le bien-être familial, le gouvernement devait lever une série d'obstacle sur la santé, l'éducation, l'emploi puis résoudre les problèmes d'exode rural, les disponibilités alimentaires qui diminuent potentiellement, et de l'environnement naturel dus à une surexploitation.

1.3 - L'impact de l'éducation

- Facteur déterminant de l'intégration au marché urbain de l'emploi
- Absence de ségrégation : filles et garçons ont Des taux semblables d'insertion scolaire avec toutefois une situation légèrement meilleure pour les filles
- Il n'est pas dit que cette apparente égalité ne cache une situation moins égalitaire, à formation équivalente, au niveau de l'emploi, des fonctions et du revenu.

(1) Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar - UNICEF - Mai 1993.

(2) Loi n°90 030 du 19.12.90

(3) PNARS - 1994 - 2000 - MEPRS - République de Madagascar

Tableau n°1 : Taux bruts de scolarisation

Quintiles	Milieu	Primaire		Secondaire	
		Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	Rural	50	49	2	3
	Urbain	48	46	2	2
2	Rural	99	100	9	9
	Urbain	85	81	9	8
3	Rural	81	79	8	6
	Urbain	124	106	20	21
4	Rural	85	86	10	9
	Urbain	80	83	7	7
5	Rural	129	105	29	22
	Urbain	97	104	25	24
Ensemble	Rural	85	96	15	14
	Urbain	142	133	53	52
	Rural	102	114	48	42
	Urbain	78	101	23	21
	Rural	151	138	85	75
	Urbain	81	84	19	18
	Rural	72	117	10	9
	Urbain	137	124	56	52

Tableau n°2 : Taux nets de scolarisation

Quintiles	Milieu	Primaire		Secondaire	
		Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	Rural	29	28	0	1
	Urbain	28	26	0	1
2	Rural	54	56	1	1
	Urbain	45	47	3	3
3	Rural	42	44	2	3
	Urbain	70	72	7	4
4	Rural	47	51	3	4
	Urbain	45	49	2	4
5	Rural	64	64	9	9
	Urbain	54	59	8	10
Ensemble	Rural	48	54	6	5
	Urbain	76	77	14	22
	Rural	62	70	18	22
	Urbain	50	60	8	13
	Rural	86	90	32	35
	Urbain	46	50	6	8
	Rural	41	44	3	5
	Urbain	75	79	19	23

1.4 - L'impact de la formation

La formation joue un rôle essentiel et important pour l'emploi. L'Enquête Permanente auprès des Ménages (1990) a permis de révéler que seulement 9 pour cent des individus pouvant se présenter à l'emploi ont suivi une formation. Selon le sexe (Tableau n°3), cette proportion est de 8,9 pour cent chez les Hommes et 9,2 pour cent chez les Femmes. Ce qui accuse une meilleure situation chez les Femmes mais dans le groupe Des "ayant suivi une formation", 81,4 pour cent sont Des hommes.

Si la formation n'a pas été possible où si elle a demandé un complément sous forme de stage de perfectionnement (Tableau n°4. Pour les mêmes individus susceptibles de se présenter à un emploi (âgés de 7 ans et plus), seulement 1,42 pour cent ont suivi un stage de perfectionnement. Chez les hommes c'est 1,51 pour cent, chez les femmes 1%. CE qui exprime tout d'abord, un ciblage précis du stage de perfectionnement (sélection dans le secteur salarié des entreprises organisées et de l'administration), et une meilleure situation chez les Hommes. 87,6 pour cent du groupe Des "ayant suivi un stage de perfectionnement" sont Des hommes. Dans tous les cas don, formation ou stage de perfectionnement ont concerné surtout les Hommes.

Pour ce qui est de l'intérêt de la formation (Tableau n°5), Des membres de ménage non apparentés ont contribué à la formation de la grande majorité des individus ayant déclaré ayant suivi une formation avant la formation en centre de formation privée ou publique.

Tableau n°5 bis : Répartition Des stagiaires par lieux de stage.

Type	Masculin	Féminin	Ensemble
Membre de ménage non apparenté	26,3	24,4	25,9
Ecole de formation publique	12,3	14,9	12,7
Ecole de formation privée	21,1	26,4	22,1
Autres endroits	40,3	34,3	39,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Le tableau n°5 bis résumant le tableau n°5 dénote l'existence de multiples occasions de stage sous sa forme informelle qui est multiple aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Néanmoins, le stage auprès Des entreprises Des connaissances est très courant.

Tableau n°3 : Formation à la profession selon le sexe

GROUPEs	SEXE		Total
	MASCULIN	FEMININ	effectif
	effectif	effectif	
Ayant suivi une formation	842177	192695	1034872
N'ayant pas suivi	8590541	1895996	10486537
Total	9432718	2088691	11521409

Tableau n°4 : Stage de perfectionnement selon le sexe

GROUPEs	SEXE		Total
	MASCULIN	FEMININ	effectif
	effectif	effectif	
Ayant participé à un stage	142340	21173	163513
N'ayant pas participé	9290378	2067518	11357896
Total	9432718	2088691	11521409

Tableau n°5 : Type de formation suivi selon le sexe

TYPES	SEXE		Total
	MASCULIN	FEMININ	effectif
	effectif	effectif	
S2FQ6			
0 - Non déclaré	12402	2537	14939
1 - Membre de ménage	81466	26047	107513
2 - Membre non apparenté	221286	46942	268228
3 - Non membre de ménage	99065	13888	112953
4 - Entreprise	45512	6404	51916
5 - Formation profes. entreprise	75023	13876	88899
6 - Organisme d'état	26062	3524	29586
7 - Ecole de formation publique	103243	28650	131893
8 - Ecole de formation privée	178118	50827	228945
Total	842177	193695	1034872

- En milieu urbain, parmi les facteurs les plus déterminantes de la participation Des femmes au marché de l'emploi : l'éducation, le salaire et les avantages
- Le mariage à une corrélation positive avec le salaire, mais négative avec la taille du ménage et le nombre d'enfants
- En milieu rural, le mariage et le niveau d'éducation ont un effet négatif, bien que faible, sur la participation, de même que l'âge

Tableau n°6 : Répartition Des individus âgés de 15 ans et plus par situation matrimoniale
selon le sexe

SITUATION MATRIMONIALE	MASCULIN	%	FEMININ	%
Marié légalement	1019471	18,38	73914	5,95
Marié coutumièrement	2199740	39,66	369213	29,71
Union libre	150988	2,72	31167	2,51
Divorcé / séparé	380811	6,87	170065	13,69
Veuf / veuve	230854	4,16	135556	10,91
Célibataire	1564547	28,21	462754	37,24
Total	5546411	100,00	1242669	100,00

Les veuves, les divorcées/séparées et les célibataires sont plus importantes en valeur relative que chez les hommes. De même, le mariage légal semble moins important chez les hommes que chez les femmes mais il l'est davantage chez les dernières.

1.2 - Les activités individuelles

- Le tableau n°7 indique qu'au sein de la population active (15 ans et plus), il y a moins de salariés aussi bien côté des hommes que des femmes. La proportion de non salariés est plus forte chez les

femmes (72,2%) que chez les hommes (70%) mais il y a beaucoup plus de femmes aides familiales chez les femmes (6%) que chez les hommes (5%). Toujours en valeur relative, les femmes sont plus nombreuses dans les activités non agricoles (15%) contre 13% chez les hommes.

■ Les activités secondaires sont plus importantes relativement chez les hommes (47,5%) que chez les femmes (43,4%). Il y a moins de 40% de la population active qui déclare exercer simultanément l'activité principale et les activités secondaires (37,4% chez les hommes contre 35% chez les femmes).

Tableau n°7 : Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon l'activité et position d'autres activités vis-à-vis de l'activité principale.

	MASCULIN	%	FEMININ	%
Les types d'activité exercée				
activités salariées	1573679	30,02	344430	27,85
activités non agricoles	688886	13,14	187181	15,13
activités agricoles	4257172	81,21	866115	70,03
aides familiaux	273892	5,22	74398	6,02
Possession d'autre activité				
non prononcé sur activité hors principale	607923	11,02	175456	14,19
ayant activité hors principale	2622187	47,54	536702	43,39
sans activité hors principale	2286142	41,44	524626	42,42
TOTAL	5516252	100,00	1236784	100,00
Simultanéité avec activité principale				
non prononcé sur exercice	2894065	52,46	700082	56,60
deux activités en même temps	2065907	37,45	432623	34,98
pas en même temps que principale	556280	10,08	104079	8,42
TOTAL	5516252	100,00	1236784	100,00

1.7 - Les groupes socio-économiques

Le tableau n°8 suivant permet de dégager les groupes les plus importants au sein desquels évoluent les individus d'âge actif.

Les groupes socio-économiques utilisés pour l'Enquête Permanente auprès des Ménages sont :

G.S.E. 1 = grands et moyens exploitants agricoles;

G.S.E. 2 = petits exploitants agricoles;

G.S.E. 3 = éleveurs, pêcheurs;

G.S.E. 4 = petits entrepreneurs non agricoles;

G.S.E. 5 = petits entrepreneurs de services;

G.S.E. 6 = Cadre;

G.S.E. 7 = employés, ouvriers qualifiés;

G.S.E. 8 = main d'oeuvre non qualifiée, 6, 7 et 8 étant des groupes du salariat;

G.S.E. 9 = Retraités, handicapés, rentiers, propriétaires divers;

G.S.E. 10 = Etudiants, chômeurs, autres situations particulières.

**Tableau n°8 : Répartition de la population âgée de 15 ans et plus
par groupes socio-économiques selon le sexe**

GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES	SEXE			
	MASCULIN	%	FEMININ	%
G.S.E. 1	1837981	33,14	207831	16,72
G.S.E. 2	2015293	36,34	503585	40,52
G.S.E. 3	639458	11,53	133257	10,72
G.S.E. 4	77736	1,40	44774	3,60
G.S.E. 5	216868	3,91	114107	9,18
G.S.E. 6	118828	2,14	10135	0,82
G.S.E. 7	351499	6,34	35129	2,83
G.S.E. 8	146589	2,64	60794	4,89
G.S.E. 9	114459	2,06	70279	5,66
G.S.E. 10	27700	0,50	62778	5,05
Total	5546411	100,00	1242669	100,00

Chez les hommes 81 pour cent des actifs sont dans le secteur primaire, proportion qui passe à 68 pour cent chez les femmes. Les petites activités informelles de la transformation et des services (commerce de détail notamment) sont plus importantes pour les femmes (12,8%) que pour les hommes (5,3%).

Le salariat concerne 11,1% des actifs masculins mais seulement 8,5% des femmes actives. Aussi, y-a-t-il en valeur relative plus de femmes (10,7%) que d'hommes (2,6%) dans les groupes « autres situations ».

1.8 - Les branches d'activité de la population active féminine

Le tableau n°9 dégage nettement que l'agriculture et l'élevage est le lien de concentration de la main d'oeuvre active féminine (79,4 pour cent).

Tableau n°9 : Répartition de la population active féminine par branches d'activités

BRANCHES D'ACTIVITES	AGE				TOTAL
	15 à 25	25 à 35	35 à 50	50 et plus	
Agriculture et élevage	415758	215338	149290	205930	986316
Industries alimentaires	766	1552	1876	136	4330
Industries textiles	5178	8186	7856	3664	24884
Ouvrages en bois	9776	7109	9535	5618	32038
Autres industries	974	2905	2351	2064	8294
BTP	1861	3693	2439	2716	10709
Commerce de gros	5948	3331	710	405	10394
Commerce de détail	21770	20656	15368	8629	66423
Transports	1016	4870	4617	2248	12751
Services domestiques	10064	12342	10260	8872	41538
Autres services	5608	8906	19741	10737	44992
Total	478719	288888	224043	251019	1242669
Part de l'agricole	86,8	74,5	66,6	82,0	79,4

Quel que soit le groupe d'âges, la branche agricole comprenant la pêche et l'élevage attire le plus grand nombre de main d'oeuvre féminine. La proportion de femmes actives dans l'agriculture est plus forte dans le groupe plus jeune (86,8%) et dans le groupe plus âgé (82%); il y a une diminution sensible dans le groupe d'âges intermédiaire, passant de 74,5 pour cent pour le groupe 25 à 35 ans à 66,6 pour cent pour le groupe d'âges 35 à 50 ans.

Les branches d'activités suivantes viennent après l'Agriculture :

Commerce de détail : 5,3 pour cent, autres petits services 3,6 pour cent et services domestiques : 3,3 pour cent.

Tableau n°10 : Répartition des femmes ayant des entreprises non agricoles par branches d'activités

BRANCHES D'ACTIVITES	AGE				TOTAL
	15 à 25	25 à 35	35 à 50	50 et plus	
Agriculture et élevage	14494	5825	1203	6354	27876
Industries alimentaires			128		128
Industries textiles	1744	1351	2142	1034	6271
Ouvrages en bois	2019	2194	526	1375	6114
Autres industries		114			114
Commerce de gros				225	225
Commerce de détail	625	219			844
Transports		267			267
Services domestiques	668	1586	130		2364
Autres services			551		551
Total	19550	11556	4680	8988	44774

A l'issue du tableau n°10, il semble que les activités connexes à l'agriculture sont de loin les plus importantes pour la population active féminine (14 pour cent) et de la fabrication d'ouvrages en bois (13,6 pour cent), cette dernière concernant probablement la sculpture d'ouvrages en bois, objets souvenirs.

1.9 - Nombre d'activités secondaires selon le G.S.E.

Les tableaux n°11A et n°11B donnent jusqu'à deux activités secondaires aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Chez les hommes, 33,1 pour cent de la population active ont au moins une activité secondaire, contre 30,4 pour cent chez les femmes; dans le deux cas, avoir une activité secondaire est plus fréquente que d'avoir deux autres ou davantage (24,7 pour cent chez les hommes et 22,3 pour cent chez les femmes).

**Tableau n°11A : Répartition de la population âgée de 15 ans et plus
par nombres d'activités secondaires**

GROUPE S.E.	0	1	2	3	4	5	TOTAL
G.S.E. 1	747572	307100	80015	17655	5266	5004	1162612
G.S.E. 2	741288	326384	81924	11247	0	1240	116083
G.S.E. 3	184130	121359	47374	6966	3360	3123	366312
G.S.E. 5	114782	19428	7330	2283			143823
G.S.E. 6	64877	3524	352				68753
G.S.E. 7	165612	16704	1829				184145
G.S.E. 8	83566	9334	2774				95674
G.S.E. 9	69456	8414	1522				79392
G.S.E. 10	29337	3705					33042
TOTAL	2231940	825801	223307	38151	8626	9367	3337192
PROPORTION	66,88	24,75	6,69	1,14	0,26	0,28	100,00

1.10 - Le travail des femmes

a - Le type d'employeur

Le tableau n°12 suivant répartit les salariés par types d'employeur.

Tableau n°12 : Type d'employeur des salariés

	Homme	Femme
Etat	21,2	17,2
Entreprise publique/privée	31,1	31,6
Ménage/individu	45,3	50,3
Organismes	1,0	0,5
Autres	1,4	0,4
Total	100	100

Si une femme salariée sur 3 environ travaille en entreprise privée, une femme sur 2 est employée par un ménage ou un autre individu. Les hommes qui travaille auprès d'autres ménages ou chez un individu sont aussi importants (45,3 pour cent) que chez les femmes (50,3 pour cent). Les salariés du secteur privé sont plus importants que les fonctionnaires (31,1 pour cent contre 21,2 pour cent pour les hommes puis 31,6 pour cent contre 17,2 pour cent chez les femmes).

b- Conditions d'embauchage et avantages

Tableau n°13 : Nature des conditions du travail salarié selon le sexe

	Contrat	Transport	Congé payé	Retraite	Soins gratuit
Femmes	61%	11%	68%	58%	59%
Hommes	55%	10%	67%	57%	57%

Dans le groupe salarié, les conditions du travail ne sont pas satisfaisantes de façon à assurer une sécurité sociale complète. En effet, aussi bien pour les hommes (61 pour cent) que pour les femmes (55 pour cent), le contrat de travail n'est pas une procédure courante. Il y a beaucoup de salariées qui ne sont pas protégées par un contrat, et la situation est moins bonne pour les femmes.

Les différents droits et avantages en nature divers sont dans la même situation que le contrat de travail. En particulier, l'octroi d'avantage au transport pour se rendre est très faiblement pratiqué par les employeurs car 11 pour cent des travailleurs masculins l'ont contre 10 pour cent pour les travailleurs féminins.

2. LA PRODUCTION

Le poids de la participation des femmes dans le marché de l'emploi, l'impact de l'éducation sur le comportement des femmes vis-à-vis de l'emploi, les secteurs préférentiels d'activité, le revenu généré par les activités des femmes, l'aménagement du temps entre les diverses responsabilités des femmes, créneaux porteurs et perspectives d'emploi sont les différents thèmes qui méritent d'être examinés en profondeurs pour mieux situer le rôle économique de la femme malgache.

2.1 - Statut de travail

Tableau n°14 : Situation de la profession selon le sexe

SITUATION DANS LA PROFESSION	SEXE				TOTAL	
	MASCULINE	%	FEMININ	%	TOTAL	%
1- Salarié permanent	442972	7,8	87765	7,3	530737	7,7
2- Salarié temporaire	294630	5,2	89199	7,4	383829	5,6
3- Apprenti	5277	0,1	1394	0,1	6671	0,1
4- Employeur	5868	0,1	503	-	6371	0,1
5- Aide familial	2581335	45,7	511189	42,7	3092524	45,2
6- Indépendant	2300069	40,7	500588	41,8	2800657	40,9
7- Personne non classée	17373	0,3	7283	0,6	24656	0,4
TOTAL	5647523	100,0	1197921	100,0	6845444	100,0

Le statut d'aide familial est plus important au sein de la population active malgache (45,7%) suivi du statut du travailleur indépendant (40,9%). Concernant les travailleurs indépendants, ils représentent 40,7% de la population active masculine et 41,8% de celle féminine.

Le salariat est en troisième position dans la proportion moyenne de 13,3 pour cent dont 13 pour cent pour les hommes et 14,7 pour les femmes.

Le travail des femmes est essentiellement indépendant dans le secteur agricole, le commerce de détail et les petits services. Le salariat est plus important en valeur relative chez les femmes que chez les hommes.

2.2 - Femmes et production agricole (chefs de ménage)

L'accès à la terre, les superficies exploitées et, la production et la destination des récoltes sont les points essentiels à développer pour apprécier la situation des femmes dans le processus de production agricole.

2.2.1 - Les superficies exploitées

L'accès à la terre n'est pas réservé aux hommes car si 20 pour cent des ménages malgaches sont dirigés par les femmes, 18,5 pour cent des terres exploitées sont aussi dirigées par les femmes.

Tableau n°15 : Répartition des chefs de ménages suivant la superficie exploitée par sexes

SUPERFICIE EXPLOITEE	SEXE		TOTAL
	MASCULIN	FEMININ	
Moins de 0,25Ha	80,6	19,4	100,0
0,25Ha à 1,5Ha	80,1	19,9	100,0
1,5Ka à 2Ha	83,5	16,5	100,0
2Ha à 10Ha	82,8	17,2	100,0
10Ha à 50Ha	88,3	11,7	100,0
50Ha et plus	80,00	20,0	100,0
TOTAL	81,5	18,5	100,0

La même structure de répartition par tranches de superficies des exploitations est observée quel que soit le genre de celui qui en détient la responsabilité.

Tableau n°16 : Répartition des chefs de ménages par superficies exploitées selon le sexe

SUPERFICIE EXPLOITEE	SEXE		TOTAL
	MASCULIN	FEMININ	
Moins de 0,25Ha	19,1	20,2	19,3
0,25Ha à 1,5Ha	39,7	43,4	40,4
1,5Ka à 2Ha	10,8	9,4	10,5
2Ha à 10Ha	28,1	25,7	27,6
10Ha à 50Ha	2,1	1,2	2,0
50Ha et plus	0,2	0,2	0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Pauvre ou non, la répartition des chefs des ménages femmes entre les tranches de superficies exploitatées est la même. Il y a surtout des petites superficies à exploiter.

Tableau n°17 : Répartition des chefs de ménages féminins par superficies exploitées selon le quintile de dépenses courantes totales

SUPERFICIE EXPLOITEE	QUINTILES DE DEPENSES					TOTAL
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	
Moins de 0,25Ha	17,6	18,6	20,6	18,3	24,8	20,2
0,25Ha à 1,5Ha	47,1	44,1	47,7	39,7	40,3	43,4
1,5Ka à 2Ha	10,6	5,9	10,3	14,3	6,2	9,4
2Ha à 10Ha	23,5	30,5	20,6	25,4	27,1	25,7
10Ha à 50Ha	1,2	0,8	0,9	1,6	1,6	1,2
50Ha et plus				0,8		0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Q1 = de 0 à 89983 Fmg par tête par an;

Q2 = de 89983 à 146500 Fmg;

Q3 = de 146500 Fmg à 222392 Fmg;

Q4 = de 222392 à 388897 Fmg;

Q5 = supérieur à 388897 Fmg.

Le tableau n°15 répartit les superficies agricoles exploitées en 81,5 pour cent détenues par les hommes et 18,5 pour cent par les femmes. Pour les femmes, c'est dans la tranche de 10 à 50 hectares que les femmes sont minoritaires (11,7 pour cent) et c'est dans la tranche de 50 hectares et plus qu'elles représentent 20 pour cent.

Le tableau n°16 permet d'indiquer la classe des superficies exploitées où il y a plus de ménages dirigés par les femmes : c'est la tranche de 0,25 à 1,5 hectare où l'on a dénombré 43,4 pour cent des exploitations dirigées par des chefs de ménages féminins. Pour l'ensemble du pays, 40,4 pour cent des exploitations agricoles ont une superficie comprise entre 0,25 et 1,5 hectare (39,7 pour cent chez les hommes chefs d'exploitation).

Le tableau n°17 permet de répartir les exploitations agricoles dirigées par des femmes par tranches de superficies dans chaque classe inter-quintile. Dans la classe Q4, la tranche de 0,25 à 1,5 hectare est la plus fréquente, mais ne contient que 39,7 pour cent des exploitations; c'est dans cette classe que la tranche de 1,5 à 2 hectares est sensiblement plus importante en valeur relative par rapport aux autres classes inter-quintiles avec 14,3 pour cent. En effet, cette tranche est placée au quatrième rang sur six dans les cinq classes inter-quintiles de dépenses courantes des ménages dirigés par des femmes. Les tranches de superficies supérieures à 10 hectares sont rares car dans l'ensemble, elles ne comportent que 1,4% des ménages dirigés par des femmes.

La plupart des terres sont des propriétés sans titre.

Tableau n°18 : Répartition des exploitations par statuts d'exploitation selon le sexe

STATUT DE L'EXPLOITATION	SEXE		TOTAL
	MASCULIN	FEMININ	
1 - Propriété titrée	22,4%	26,0%	23,0%
2 - Propriété sans titre	48,7%	42,6%	47,7%
3 - Non propriétaire	29,0%	31,4%	29,4%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%

La majorité des parcelles exploitées peuvent être vendues.

Tableau n°19 : Répartition des exploitations par situations juridiques selon le sexe

DROIT DE VENDRE LA TERRE	SEXE		TOTAL
	MASCULIN	FEMININ	
1 - Peut vendre la parcelle	19,4%	16,9%	19,0%
2 - Utilise avec caution	2,4%	4,3%	2,7%
3 - Les deux possibilités	54,7%	61,8%	55,8%
4 - Sans aucun droit	23,5%	16,9%	22,5%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%

La majorité des parcelles exploitées sont des héritages.

Tableau n°20 : Répartition des exploitations par modes d'obtention de la parcelle occupée selon le sexe

MODE D'OBTENTION DE LA PARCELLE	SEXE		TOTAL
	MASCULIN	FEMININ	
1 - Achat	8,8%	11,2%	9,2%
2 - Location	2,6%	2,8%	2,6%
3 - Métayage	3,1%	4,8%	3,4%
4 - Sans frais	20,5%	18,9%	20,3%
5 - Mise en valeur	14,2%	8,3%	13,2%
6 - Héritage	50,9%	53,9%	51,4%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%

Les tableaux n°18, 19 et 20 peuvent démontrer que les parcelles exploitées par les paysans malgaches sont héritées des parents, et peuvent donc être vendues ou utilisées à caution. A peu près la moitié de ces terres ne sont pas titrées. Il y a par conséquent des procédures de tenure foncière à régulariser dans le monde rural.

■ L'accès à la terre est déterminant pour l'accroissement des revenus agricoles : 23% des agriculteurs ont des titres de propriété

sur les parcelles qu'ils exploitent, 48% sont propriétaires mais sans titres et 29 pour cent ne sont pas propriétaires.

■ Bien que les femmes ne représentent que 19% de ceux qui ont des titres de propriété; 26% d'entre elles ont des titres contre 22 pour cent des hommes. Toutes fois, cette supériorité n'est qu'apparente, car plus de 31% des femmes ne sont pas propriétaires (29% des hommes).

■ Les femmes acquièrent les terres plus souvent que les hommes par achat ou par héritage mais elles sont moins souvent mises à leur disposition par la communauté ou sans aucun frais.

2.3 - Production

Les femmes pratiquent essentiellement des cultures de subsistance. Peu de femmes s'adonnent aux cultures commerciales et celle qui le font, vu la taille des exploitation n'en tirent pas de revenus suffisants.

28% des parcelles exploitées sont consacrées au riz; 32% aux autres produits vivriers; 34% aux cultures industrielles et 7% à celles d'exportation.

2.3.1 - Production vivrière

Pour les cultures vivrières, la production des exploitantes femmes est très faible par rapport à celle des hommes. C'est la riziculture qui constitue la principale activité suivie de la culture et celle de maïs.

Tableau n°21 : Production moyenne des cultures de subsistance de base selon le sexe du chef de ménage

FEMMES	Riz (Kg)	Maïs (Kg)	Manioc (Kg)
Production brute	543114,72	38709,81	185613,24
Vente	176250,56	15837,00	24042,90
Autoconsommation	276578,43	16957,72	141681,89
Transformation	2494,50	267,94	39,00
Semence	28103,45	1948,34	20,00
Hommes			
Production brute	2429927,70	244482,49	1839848,20
Vente	558235,28	79263,17	246838,55
Autoconsommation	1450070,10	136858,70	1398812,10
Transformation	14723,84	1103,00	3522,00
Semence	144682,67	7554,83	197,65
% production Femme/Homme	22,4	15,8	10,1

2.3.2 - Utilisation des récoltes vivrières

Tableau n°22 : Utilisation des récoltes de riz, de maïs et de manioc selon le sexe du chef de ménage

FEMMES	Riz (%)	Maïs (%)	Manioc (%)
Vente	32,5	40,9	13,0
Autoconsommation	50,9	43,8	76,3
Transformation	0,5	0,7	0,0
Semence	5,2	5,0	0,0
Autres	10,9	9,6	10,7
Hommes			
Vente	23,0	32,4	13,4
Autoconsommation	59,7	56,0	76,0
Transformation	0,6	0,5	0,2
Semence	6,0	3,1	0,0
Autres	10,7	8,0	10,4

Bien que les femmes vendent une part relative de leur récolte plus grande que celle des hommes, les quantités en question ne sont pas comparables. Le produit des récoltes des produits vivriers de base est essentiellement destiné à l'autoconsommation.

Le paysan malgache semble pratiquer de l'agriculture de subsistance car plus de la moitié de la production de Riz est auto-consommée. La possibilité de vendre sa récolte est plus fréquente chez les femmes que chez les chefs de ménages masculins. Le maïs est beaucoup plus vendu que le Riz ou le manioc.

Le tableau n°22 montre que plus de 76 pour cent des récoltes de manioc sont destinés à la consommation de ses producteurs; c'est un produit d'appoint à l'alimentation du malgache dans les régions où on le plante. Le maïs est également un produit complémentaire du Riz mais dans une moindre mesure que le manioc.

2.4 - Les travaux ménagers

Dans les paragraphes précédents, il a été souligné que les aides familiaux sont les plus nombreux devant les travailleurs indépendants dans la population active malgache.

Le tableau n°23 montre que les enfants d'âge scolaire participent aux travaux ménagers : 8,9 pour cent des garçons qui ne vont pas à l'école et 5,6 de ceux qui fréquent l'école ou 21,1 des filles qui ne vont pas à l'école et 8,8 pour cent de celles qui fréquentent l'école sont responsables de travaux ménagers.

Parmi les enfants qui s'occupent des travaux ménagers :

a - de la recherche d'eau

41% des garçons qui vont à l'école contre 37% de ceux qui n'y vont pas, ou 58% des filles qui vont à l'école contre 83% de celles qui n'y vont pas, sont chargés de la recherche d'eau, en moyenne 1,4 à 1,5 heures par semaine chez les garçons et entre 2,3 et 4,1 heures par semaine chez les filles.

b - de la recherche de bois de chauffage

23% des garçons qui vont à l'école contre 54% de ceux qui n'y vont pas, ou 11% des filles qui vont à l'école contre 20% de celles qui n'y vont pas, sont chargés de la recherche de bois de chauffage pour la famille, en moyenne 1,1 à 3 heures par semaine chez les garçons et 0,5 à 1 heure chez les filles.

c - les autres travaux ménagers

37% des garçons qui vont à l'école contre 42% de ceux qui n'y vont pas, ou 60% des filles qui vont à l'école contre 87% de celles qui n'y vont pas s'occupent des autres travaux ménagers pour une durée moyenne allant de 3 à 4,5 heures chez les garçons et de 6 à 16 heures par semaine chez les filles.

Tableau n°23 : Travaux ménagers et scolarité

Enfants d'âge scolaire				
Activités sur 7 jours	Ne vont pas à l'école		Vont à l'école	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1 - Recherche d'eau Nombre moyen d'heures	37% 1,4	83% 4,1	41% 1,5	58% 2,3
2 - Recherche de bois Nombre moyen d'heures	54% 3,0	20% 1,0	23% 1,1	11% 0,5
3 - Autres travaux ménagers Nombre moyen d'heures	42% 4,5	87% 16,0	37% 3,0	60% 6,0
Ensemble Travaux Ménagers	8,9	21,1	5,6	8,8

2.5 - L'occupation des enfants d'âge scolaire

Les enfants sont utilisés dans les exploitations agricoles notamment quand ils ne vont pas à l'école.

Tableau n°24 : Occupation de scolarité

Enfants d'âge scolaire				
Activités exercées sur 12 dernier mois	Ne vont pas à l'école		Vont à l'école	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Travail salarié	9,2%	13,1%	1,2%	0,6%
Activités indépendantes non-agricoles	0,8%	3,6%	0,1%	0,1%
Activités agricoles	63,6%	56,0%	15,3%	12,9%
Nombre de semaines d'activité principale	37,7	32,9	44,4	42,7
Nombre de jours par semaine habituellement consacrés activité principale	4,9	4,5	5,6	5,4
Nombre d'heures par jour	3,8	3,5	6,3	5,5

Le tableau n°24 tend à démontrer que les enfants qui ne vont pas à l'école sont surtout utilisés dans les exploitations agricoles probablement sous forme d'aides familiaux : 15,3 pour cent des garçons qui ne vont pas à l'école contre 63,6 pour cent de ceux qui n'y vont pas, ou 12,9 pour cent des filles qui vont à l'école contre 56 pour cent de celles qui n'y vont pas. Les enfants engagés dans un travail salarié sont plus nombreux dans le groupe de ceux qui ne fréquentent pas l'école (9,2 pour cent chez les garçons contre 13,1 pour cent chez les filles). Les filles sont plus nombreuses que les garçons dans les activités indépendantes non-agricoles dans le groupe des enfants d'âge scolaire mais qui ne fréquentent pas l'école.

Pour tous ces enfants qui travaillent dans le domaine de la production, 6,3 à 5,5 heures par jour pour ceux qui vont à l'école contre 3,5 à 3,8 heures pour ce qui ne vont pas à l'école y sont consacrées.

2.6 - Femmes et entreprises

La contribution des femmes dans les entreprises non-agricoles est démontrée à travers l'Enquête Permanente auprès des Ménages par quelques indicateurs.

2.6.1 - Entreprises et activités non-agricoles du ménage

17% des ENA sont opérées par des femmes, concernent surtout le secteur informel, l'artisanat et le commerce de détail; 1 ENA sur 4 n'a pas connu de difficulté de fonctionnement au cours des 12 derniers mois, mais 39% ont manqué de fonds et 14% ont eu des difficultés à obtenir du matériel, de l'équipement et du carburant.

Tableau n°25 : Répartition des femmes opérant un ENA par groupe d'âge et branche d'activité

BRANCHE D'ACTIVITES	GROUPES D'AGES				
	15 - 25	25 - 35	35 - 50	50+	TOTAL
Industries alimentaires	0,0	0,9	1,1	0,7	0,8
industries textiles	4,8	0,8	0,9	1,2	1,2
Artisanat du bois	7,9	7,2	14,4	10,0	10,8
Autres industries	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Commerce de gros	0,5	1,5	0,2	0,1	0,4
Commerce de détail	14,7	19,2	15,1	4,7	12,7
Transports	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Services domestiques	0,0	0,7	1,1	1,5	1,2
Autres services	72,0	69,6	67,3	77,4	72,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
% GROUPE D'AGE	5,7	14,9	30,7	48,7	100,0

Les entreprises des femmes opérateurs non agricoles sont essentiellement pour autres services avant d'être commerciales quel que soit l'âge de l'opératrice. Le commerce de détail est relativement plus important pour le groupe d'âges 25 à 35 ans mais intéresse moins le groupe d'âges de 50 ans et plus. A partir de 35 ans, l'artisanat du bois est aussi important que le commerce de détail pour les femmes-opérateurs d'entreprises non-agricoles.

2.6.2 - Fonctionnement des entreprises non-agricoles des femmes

Les femmes qui opèrent dans le secteur informel ressentent des difficultés de financement, mais aussi d'autres types de difficulté.

Tableau n°26 : Répartition des femmes ayant opéré une ENA par groupe d'âge et difficulté pour le fonctionnement

TYPES DE DIFFICULTE	GROUPES D'AGES				
	15 - 25	25 - 35	35 - 50	50+	TOTAL
Manque de fonds	45,6	17,6	43,0	41,9	38,5
Insuffisance connaissance technique		1,4	0,0	3,5	2,2
Difficulté obtenir : carburant, matériel, équipement		22,0	10,6	13,5	13,9
Difficulté obtenir pièces détachées et problèmes d'entretien de l'équipement			2,4	1,0	1,2
Réglementation gouvernementale			3,8	2,2	2,3
Autres	28,1	23,1	9,9	18,7	17,3
Aucune difficulté	26,3	36,0	30,3	19,1	24,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Un peu moins de 25 pour cent des entreprises non-agricoles dirigées par des femmes ne ressentent aucune difficulté. Les types de difficulté sont de plusieurs sortes mais l'essentiel est le manque de fonds, notamment dans le groupe d'âges 15 à 25 ans. Le type de difficulté relative à l'équipement et les intrants est ressenti au niveau du groupe d'âges 25 à 35 ans.

2.6.3 - Sources de crédit et refus

La grande majorité des entreprises non-agricoles n'accèdent pas au système de crédit (85,3% chez les hommes et 76,9% chez les femmes).

Le tableau n°27 montre que dans le cas où elles ont accès au crédit, c'est le circuit informel qui en procure (parents, voisins, connaissance). Chez les femmes, l'épargne est plus importante dans le groupe d'âges 35 à 50 ans.

Tableau n°27 : Répartition des opérateurs d'ENA par sexe, groupe d'âges et source de crédit

SOURCES DE CREDIT	GROUPES D'AGES				
	15-25	25-35	35-50	50 et +	TOTAL
HOMMES					
Epargne du ménage	0,5	5,0	6,9	6,0	5,7
Prêt bancaire	0,5	0,0	0,8	0,3	0,4
Prêts parents	6,9	6,0	4,6	3,7	5,0
Autres prêts	6,1	4,6	2,5	3,6	3,6
Pas de crédit	86,0	84,4	85,2	86,4	85,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
FEMMES					
Epargne du ménage		5,6	19,6	9,2	11,2
Prêt bancaire				0,4	0,2
Prêts parents		2,1	4,3	7,7	5,9
Autres prêts		12,9	1,9	5,8	5,8
Pas de crédit	100,0	79,4	74,2	76,9	76,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Si l'insuffisance de la garantie est le principal motif du rejet de la demande de crédit chez les hommes, c'est « pour autres raisons » qu'on le refuse aux femmes-opérateurs. Il y a entre autres choses l'insuffisance du revenu (surface financière) qui explique le refus de crédit aux femmes.

Tableau n°28 : Répartition des refus de crédit selon la raison

RAISON DU REFUS	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Revenu insuffisant	12,1	33,0	17,7
Garantie insuffisante	45,4	25,7	40,1
Objet du prêt	8,3	0,0	6,1
Autres raisons	34,2	41,3	36,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0

2.7 - Le Revenu

En moyenne, les femmes ont un revenu inférieur de 25% à celui des hommes. Dans l'industrie alimentaire et le BTP, cependant, les revenus des femmes sont supérieurs à ceux des hommes en moyenne. Dans l'industrie textile et les transports, il y a égalité. Les

ménages dont la femme est un chef ont un revenu moyen équivalent à 89% de celui des ménages dont le chef est un homme. A noter l'importance des revenus non-agricoles et des transferts dans ces ménages.

2.7.1 - Revenus annuels moyens du ménage

Le salariat reste la source de revenu qui rapporte le plus. Les entreprises non-agricoles dirigées par les femmes rapportent plus que celles dirigées par les hommes. Il y a plus de transferts d'argent reçus par les ménages dirigés par les femmes que dans l'autre type de ménage. Par contre, le revenu de la propriété est plus important pour les hommes que pour les femmes. De même, les revenus nets agricoles sont plus substantiels dans les exploitations dirigées par les hommes.

Tableau n°29 : Revenu annuel moyen du ménage selon le sexe du chef et la source de revenu

SOURCE DU REVENU	HOMMES	FEMMES	% FEM/HOM
Revenu net agricole	492757,2	352875,7	71,6
Revenu net non-agricole	186552	293057,2	157,1
Revenu salarial	584050,6	443660,5	76
Revenu de la propriété	54692,1	31088,6	56,8
Revenu de transfert	38867,4	59329	152,6
Revenu total	1461773	1305056	89,3

2.7.2 - Le revenu des femmes en proportion de celui des hommes

Le revenu des industries alimentaires dirigées par les femmes est supérieur à celui dirigées par les hommes. Il y a quasi-égalité dans les textiles et les transports, mais le revenu apporté par les hommes reste et demeure supérieur à celui apporté par les entreprises non-agricoles dirigées par les femmes.

Tableau n°30 : Revenu salarial annuel moyen par tête et par sexe selon la branche d'activité

BRANCHE D'ACTIVITES	HOMMES	FEMMES	% FEM/HOM
Agriculture et élevage	779542,76	602419,52	77,3
Industries alimentaires	884441,55	1004164,3	113,5
Industries textiles	730137,66	729017,88	99,9
Artisanat du bois	900623,08	613344,44	68,1
Autres industries	1441006	1222448	84,8
BTP	1081210,9	1253640,7	116
Commerce de gros	12130001,7	808922,11	66,7
Commerce de détail	915672,81	598715,91	65,4
Transports	1593607,3	1548598,2	97,2
Services domestiques	564726,54	474402,8	84
Autres services	1721956,9	1154983,7	67,1
TOTAL	1157323,3	870493,5	75,2

3. CRENEAUX PORTEURS ET PERSPECTIVES

En guise de conclusion, un certain nombre de points à discuter peut être proposé pour améliorer les résultats de la participation économique des femmes malgaches.

- Former les femmes à prendre des risques et s'investir dans les créneaux générateurs de revenus, ou à augmenter la productivité et le rendement des plantations;
- Dans le secteur agricole : cultures industrielles, d'exportation et de transformation, diversification des ressources, augmentation de la productivité des produits de subsistance;
- Dans le secteur non-agricole : développer les activités porteuses du secteur informel et augmenter, l'accès au marché formel : industries alimentaires de transformation des produits agricoles, artisanat, services...

Des obstacles sont à surmonter pour appuyer les initiatives au développement. Dans la plupart des cas, il s'agit de présenter des requêtes à la gouvernance car ces obstacles concernent toute la société malgré que c'est le milieu rural qui en est principalement touché.

Le manque d'équipement et de matériel et les difficultés pour les acquérir limitent les capacités d'expansion et la productivité des exploitations aussi bien agricoles que non-agricoles.

Le manque de routes de desserte pour désenclaver les zones rurales et favoriser les échanges commerciaux entre les régions est crucial au développement.

Le manque de terre et d'accès au crédit; l'accès facile à l'information; la formation des exploitants dans des filières porteuses sont parmi d'autres des obstacles aussi bien que des facteurs favorables à l'étendu de la pauvreté de la population en général.

Femmes et pauvreté à Madagascar

Introduction

La pauvreté est un phénomène largement répandu à Madagascar. Près des trois quarts de la population vivent dans des conditions de vie précaires et difficiles qui peuvent les définir comme pauvres. Quant est-il de la situation des femmes en particulier? C'est ce à quoi nous allons nous attacher en commençant par définir la pauvreté, broser une image rapide de la pauvreté globale à Madagascar, avant de nous attacher à identifier les femmes pauvres en montrant pourquoi elles sont pauvres, qui elles sont, où elles sont, que font-elles et comment pourraient-elles améliorer leur condition de vie. Pour faciliter l'analyse et du fait qu'elles ont un pouvoir de décision au sein de leur ménage, nous nous sommes surtout penchées sur la situation des femmes chefs de ménage.

Définir la pauvreté

La pauvreté se définit comme l'absence de moyen pour subvenir à ses besoins de base: se nourrir, se loger, s'instruire, se soigner. Elle peut se définir comme l'indigence absolue, mais elle peut aussi revêtir des formes plus subtiles plus difficiles à cerner, plus difficiles à reconnaître. On appréhende le phénomène de plusieurs manières. D'aucuns préféreront les approches qualitatives qui permettent d'écouter, de laisser s'exprimer les gens, d'autres trouveront ces méthodes trop subjectives et préféreront le cadre scientifique et logique des enquêtes statistiques, et de l'analyse des phénomènes économiques. En fait les méthodes, les définitions sont complémentaires et toute approche qui permet de comprendre les mécanismes de paupérisation des populations est la bienvenue dans ce cadre.

Une étude "Evaluation de la pauvreté" a été réalisée à Madagascar qui associe les deux méthodes d'une enquête participative sur la pauvreté à l'analyse statistique des conditions de vie des ménages basée sur l'E.P.M.

Le gouvernement ayant prévu une large diffusion et discussion des résultats de cette étude dans le but de mettre au point une stratégie efficace de lutte contre la pauvreté, et ces résultats n'étant pas encore officiels, nous essaierons de faire le point en utilisant une autre forme de présentation.

Les méthodes d'analyse socio-économiques les plus courantes de nos jours définissent la pauvreté à partir de ce qu'on appelle un Seuil ou une Ligne de pauvreté. Ce seuil se détermine à partir d'une proportion fixée d'un indicateur moyen ou médian de la consommation des ménages et des individus. C'est ce qu'on appelle le seuil relatif de pauvreté. Il peut aussi se déterminer par l'association d'une valeur moyenne de consommation alimentaire nécessaire pour couvrir les besoins énergétiques de base d'un individu moyen de la population étudiée avec une valeur moyenne de consommation de produits non

alimentaire servant, de préférence, à assurer la couverture de besoins essentiels non-alimentaires tels que le logement, les habits, l'éducation et la santé. Ce seuil se définit comme le seuil de pauvreté absolue. Ces seuils permettent de classer la population en groupes pauvres et non-pauvres. Adaptés au coût de la vie ils permettent de suivre au fil du temps et Des mesures de réformes économiques les tendances Des conditions de vie dans un pays donné.

De tels seuils ont été définis pour Madagascar à partir de la dépense Des ménages utilisée comme estimation de la consommation. Mais aujourd'hui, je vais plutôt aborder la pauvreté en utilisant une autre forme de mesure, la répartition de la population en quintiles de dépense qui en divisant la population en cinq groupes de consommation croissants permet de distinguer les couches les plus pauvres. Chaque quintile comprend exactement 20% de la population. Le premier quintile représente les 20% les plus pauvres de la population et le cinquième, les 20% les plus riches de la population.

Situation globale de la pauvreté à Madagascar

Les deux premiers quintiles peuvent être classés comme étant très pauvres, c'est-à-dire avec une dépense de consommation qui ne permet pas aux individus de ces groupes de se procurer une ration alimentaire énergétique adéquate (2100 calories). Le troisième quintile se répartit entre 78% de très pauvres et 22% de pauvres, ceux qui atteignent l'équivalent de cette ration énergétique mais doivent en détourner une partie pour couvrir leurs besoins non-alimentaires. Le quatrième quintile se répartit entre 35 % de pauvres et 65 % de non-pauvres. Enfin le cinquième et dernier quintile se compose uniquement d'individus non-pauvres. Avec une telle distribution, la pauvreté apparaît comme une situation largement répandue dans la population Malgache.

Les pauvres se caractérisent par leur appartenance à des ménages larges dont le chef est analphabète ou peu instruit, vivant surtout en milieu rural et dans les petites villes et pratiquant l'agriculture sur de petites exploitations vivrières peu rentables. Mais on les trouve aussi dans la capitale et les grandes villes, parmi les ouvriers et employés non-qualifiés surtout dans le secteur informel, ou même pratiquant l'agriculture de rente mais sur des exploitations peu productives. En général et notamment en Afrique Sub-saharienne, on a démontré que le fait d'être une femme chef de ménage était un critère sûr de pauvreté, aussi allons-nous surtout nous attacher à cette catégorie de femmes pour cette discussion.

Quant en est-il des femmes pauvres à Madagascar?

Par rapport à beaucoup de pays de la région et du monde en développement, les femmes Malgaches semblent occuper une place relativement privilégiée. D'après les résultats de l'E.P.M., il ne semble pas que les ménages dirigés par une femme soient plus pauvres que les autres.

Un ménage sur cinq est dirigé par une femme. Par rapport à l'ensemble des ménages 20% des ménages pauvres ont une femme à leur tête, ce qui ne montre pas de tendance particulière pour ces ménages. Mais au sein des ménages de femmes un ménage sur deux est très pauvre (50%), proportion un peu plus forte pour les ménages d'hommes (55%) et peu différente de la moyenne nationale. La proportion de ménages pauvres est équivalente pour les deux groupes de ménages quoi que légèrement plus forte pour les femmes (12, 11%). Enfin, une proportion plus forte de ménages de femmes peut être classée parmi les non-pauvres (38% contre 34). La principale raison à cette situation tiendrait en partie à l'importance des transferts qui sont canalisés vers ces ménages par d'autres ménages parents ou amis, (se référer au papier présenté hier)

Qui sont-elles?

Ce sont des femmes en général actives, parfois plus que les hommes et semble-t-il davantage en milieu rural qu'en milieu urbain. Une proportion non négligeable, près de 10%, est incapable de travailler. Celles qui travaillent sont surtout dans l'agriculture. Par contre leur situation matrimoniale est caractéristique. En général, les femmes chefs de ménage sont en majorité divorcées/ séparées ou veuves.

Une proportion significative des femmes très pauvres (toutes confondues, indépendamment du chef de ménage) sont également femmes au foyer ou sans travail à l'extérieur, et étudiantes. Ces proportions sont également plus fortes en milieu urbain qu'en milieu rural.

On trouve une relation positive très forte entre le manque d'éducation et la pauvreté: 46% des très pauvres et 27% des pauvres ne sont pas allées à l'école, contre 35% de toutes les femmes CM. L'incidence de la pauvreté diminue avec l'éducation, jusqu'à n'atteindre que des proportions infimes parmi les femmes de niveau universitaire ou professionnel confirmé (moins de 1%)

Où sont-elles?

Par ordre décroissant, les femmes chefs de ménage pauvres se localisent surtout à Toliara et Fianarantsoa, Antananarivo, Toamasina, Mahajanga et Antsiranana, avec des variations de 77% pour le Faritany le plus pauvre à 48% pour le moins pauvre. Elles sont aussi beaucoup plus en milieu rural (près de 80% de la population) que dans les petites villes (44%) ou dans la capitale (42%) ou les autres grandes villes (35%).

Que font-elles?

Plus de la moitié des femmes chefs de ménages agricultrices se classent dans le groupe des très pauvres, plus de 40% des éléveuses, des petits entrepreneurs et des ouvrières non-qualifiées, ainsi que près du tiers des employées et ouvrières. Les proportions les plus faibles se trouvent chez les professionnelles au salaire élevé.

Vu qu'elles représentent le groupe de pauvres le plus important, penchons-nous sur la situation des agricultrices. Parmi les femmes du premier et deuxième quintiles, plus du quart produit essentiellement du riz sur les parcelles exploitées, plus du tiers des produits industriels, plus du tiers également des produits de subsistance et seulement 4 à 8% des cultures d'exportation, contre 13% des agricultrices du dernier quintile.

Il n'y a pas de différence fondamentale entre la superficie moyenne des parcelles cultivées par les unes et les autres, cependant un problème de productivité et de fertilité des terres doit se poser vu que les femmes des premiers quintiles produisent en quantité globale nettement moins que celles appartenant au dernier quintile : 8,5% de la production de quintile pour le premier et 21% pour le deuxième. Il est également important de noter qu'une proportion significativement plus grande de leur production est consommée par les quintiles les plus pauvres que par les plus riches: 82% pour le premier, 75% pour le deuxième, 78 et 81% pour les suivants contre 71 et 76% pour les deux derniers. Les proportions de la production vendues augmentent aussi avec le quintile en variant de un à dix.

Autres performances de ces ménages

On a vu que les enfants des ménages les plus pauvres allaient nettement moins à l'école que les autres (variation du simple au double), qu'une proportion très faible d'entre eux allaient au secondaire (3 et 9% contre 45% dans le dernier quintile). Fait surprenant, les subventions scolaires moyennes par habitant, dans le primaire, allant au premier quintile sont nettement inférieures à celles des autres quintiles (3694FMG contre plus de 5000 pour les trois quintiles suivants).

57% des enfants de ménages très pauvres (tous chefs confondus) sont atteints de retard de croissance, contre 46% des non-pauvres.

La proportion de personnes se déclarant malade dans l'E.P.M. est inférieure dans le premier quintile par rapport aux autres (11% contre 13-17%), mais de façon surprenante, la proportion de personnes malades s'étant fait soigner est plus faible dans ce quintile que pour les autres (33% contre 31-49%).

On pourrait également voir les conditions d'habitat. Celles-ci sont généralement faibles à Madagascar en ce qui concerne les conditions sanitaires des ménages. Mais on peut récapituler en disant que les ménages les plus pauvres en général (indépendamment du chef) s'éclairent à la lampe à pétrole (88-90%) et au bois (7%) contre (70% et 3% chez les non-pauvres qui s'éclairent à 21% à l'électricité. Ils

consomment uniquement du bois comme combustible de cuisine et s'approvisionnent en eau non-potable au puits à 19% et dans les points d'eau naturels pour 70%.

Ils se débarrassent eux-même de leurs ordures à 68% contre 60% pour les non-pauvres et n'utilisent pratiquement pas les décharges publiques. Plus de 75% de ces ménages n'utilisent aucun mode d'assainissement contre une moyenne nationale très forte également de 65%.

Que faire pour améliorer leur situation?

Améliorer les conditions de vie de ces ménages, comme vous pouvez vous en rendre compte demanderait des fonds publics importants, mais insuffisants si tout n'était pas fait pour que l'amélioration soit durable. Il ne semble pas qu'il soit particulièrement nécessaire de se pencher sur les ménages des femmes pauvres, mais sur tous les ménages pauvres en général. Il semblerait toutefois qu'en plus d'actions visant à favoriser leur accès à des activités génératrices de davantage de revenus, ils faillent aussi se concentrer sur des problèmes déjà cités lors de nos séances précédentes et également mises en lumière par l'analyse des résultats de l'E.P.M., à savoir: accroître la fréquentation scolaire des enfants de ces ménages, cibler les groupes les plus mal-nourris, accroître la productivité des terres, former et éduquer les femmes, surtout en milieu rural.

Je pense vous avoir apporté quelques éléments de plus pour mieux appréhender la situation des femmes pauvres, mais encore une fois, ceci n'étant qu'une rapide esquisse de la situation, il serait plus qu'intéressant d'analyser plus en détail les résultats de l'E.P.M. en les associant à d'autres sources d'information.

102

- Les causes des décès :
(Tableaux 1 à 4)

I.4. Le mode d'assainissement de l'habitat

- Logement utilisant la latrine : 31%
- Ménages utilisant le dépotoir : 4%

REMARQUES :

Concernant la mise en oeuvre du Budget, à première vue, on est amené à juger que les 29% du PIP du secteur social est minime. Le contrainte et le problème résident pourtant dans la capacité d'absorption même des administrations gestionnaires de budget qui est très faible. Cette faiblesse de capacité d'absorption est due essentiellement aux lenteur et lourdeur administratives.

Ex : (1) Le projet CRESAN, à mi-parcours, n'a pu décaisser qu'environ 27% des crédits alloués.

(2) Le CRESED, en phase de clôture en Juin 1996, pourrait laisser un reliquat non décaissé d'une dizaine de millions de dollars.

Ces images reflètent effectivement l'absence de l'Etat évoquée par les bénéficiaires interrogés dans l'Enquête Participative de la pauvreté.

II. En conclusion

Si on veut vraiment améliorer les conditions de vie de la population et, en particulier des femmes, il faudrait adopter une stratégie claire. Quelle stratégie adopter ?

Mais cette question fait ressortir encore d'autres détails de questions concernant le rôle des différents intervenants:

- Le rôle de l'Etat
- Le rôle du secteur privé et des ONG
- Et le rôle des bénéficiaires qu'on vient de cibler dans l'exposé du consultant (qui sont-elles ? que font-elles ? et où sont-elles ?)

TABLEAU 1 : REPARTITION DE LA POPULATION SELON LE SEXE

REGIONS	SEXE		SOUS-TOTAL
	M	F	
Capitale	563.035	593.171	1.156.206
Autres Grands Centres Urbains	319.969	337.351	657.320
Centres Urbains Secondaires	392.460	435.041	827.501
Milieu rural %	4.837.509	4.854.398 (77%)	9.691.907
TOTAL %	6.112.973 49.6	6.219.961 50.4	12.332.934 100

Source : EPM p.106

Activités des femmes :

Agricultrices ou ouvrières agricoles : 55%

Ouvrières non qualifiées : 26%

Artisans : 9%

Majorité des travailleurs du secteur informel.

TABLEAU 2 : LES INDICATEURS DE DISTRIBUTION SELON LE GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE

GSE	MENAGES %	REVENU ANNUEL PAR MENAGE U : 1000 fmg	REVENU %	HIERARCHIE NIVEAU DE REVENU
1	29.6	1168.9	30.1	7
2	38.9	782.8	26.4	9
3	11.7	1200.7	12.2	6
4	1.6	3366.5	4.7	2
5	4.7	1353.0	5.5	5
6	1.6	4162.4	5.9	1
7	5.1	1816.3	8.1	3
8	3.1	1508.6	4.0	4
9	2.4	1036.4	2.2	8
10	1.3	762.1	0.9	10
ENSEMBLE	100.0	1150.8	100.0	

Source : EPM p. 23

**TABLEAU 3 : ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE % ANNUEL MOYEN DE
DE CROISSANCE (93/87)**

<u>Niveau I</u> <u>Primaire</u>	<u>Effectif</u> <u>d'élèves</u>	<u>Elèves</u> <u>en 11è</u>	<u>Filles</u> <u>%</u>	<u>Etablissement</u>	<u>Enseignants</u>
	0.2	0.2	0.8	0.2	- 0.3
<u>Niveau II</u> <u>1er cycle</u> <u>Secondaire</u>	<u>Effectif</u> <u>d'élèves</u>	<u>Elèves</u> <u>en 6è</u>	<u>Filles</u>	<u>Etablissement</u>	<u>Enseignants</u>
	- 2.2	- 3.6	- 3.6	0.3	3.0
<u>Niveau III</u> <u>2è cycle</u> <u>Secondaire</u>	<u>Effectif</u> <u>d'élèves</u>	<u>Elèves</u> <u>en 2nd</u>	<u>Filles</u>	<u>Etablissement</u>	<u>Enseignants</u>
	- 4.4	- 2.4	- 1.7	3.3	4.0

Source : MEN.

TABLEAU 4 : QUELQUES INDICATEURS EN 1995

Revenu : 224 \$ / tête

Chômage : 550.300 ; Taux de chômage : 11%

Budget :

Dépenses en capital :

Taux d'Inflation

1990 : 365,3 Mrds.

1990 : 11,5 %

à 1995 : 903,4 Mrds.

à 1995 : 37 %

Budget d'investissement du secteur social : 29% du PIP

. Education :

- Taux d'abandon en laire : 19%
- Taux de redoublement en 11è : 41%
- Taux de redoublement en 3è : 38%
- Taux de redoublement en terminal : 42%

. Santé

- Espérance de vie : 54 ans
- Taux de mortalité maternelle : 570%.
- Un lit d'hôpital : 15 000 hab.
- Un médecin : 7000 hab.
- Insécurité alimentaire (rural) : 34%

Causes de décès :

- Paludisme
- Maladie diarrhée
- Malnutrition
- Infection respir.
- Tuberculose

Logement / assainissement :

- Logement avec latrine : 31%
- Ménages utilisant dépotoir : 4%

Problème foncier :

Majorité des femmes n'exploite en moyenne qu'une parcelle < 1,5 ha

Source : EPM - MEN - MINSAN - MBFP - INSTAT